

JOURNAL ANARCHISTE
PRIX LIBRE

N°1

GUERRE AU PARADIS

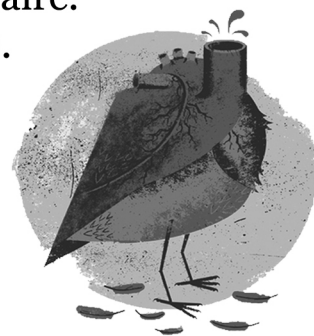
JANVIER 2010



Guerre à l'utopie
Guerre à l'existant

EDITO:

Guerre au Paradis, parce que quiconque attaque sa condition abandonne son paradis.
Guerre au Paradis, parce que des gens qui n'y sont jamais allés le vendent à d'autres qui n'iront jamais.
Guerre au Paradis, parce que du paradis ne nous parvient que la grêle, la foudre et les bombes.
Guerre au Paradis, parce que dieu a créé les riches pour donner aux pauvres le paradis en spectacle.
Guerre au Paradis, parce que c'est de l'enfer de l'individu qu'est fait le paradis des masses informes.
Guerre au Paradis, parce que la vie est un enfer dès qu'on veut en faire un paradis.
Guerre au Paradis, parce que le paradis est une promesse qui arrose l'apathie.
Guerre au Paradis, parce que l'humain est trop porté à espérer pour détruire.
Guerre au Paradis, parce que la paix est le paradis de la guerre économique.
Guerre au Paradis, parce que nous voulons détruire l'utopie en la vivant.
Guerre au Paradis, parce qu'une religion sans paradis ne saurait plaire.
Guerre au Paradis, parce qu'ils croient que ce monde est le paradis.
Guerre au Paradis, parce qu'ils veulent nous inculquer la patience.
Guerre au Paradis, parce que nous déclarons la guerre au sacré.
Guerre au Paradis, parce que les paradis sont de faux espoirs.
Guerre au Paradis, parce que nous ne voulons plus attendre.
Guerre au Paradis, parce que le paradis n'est pas sur terre.



Guerre au Paradis, parce que vive l'anarchie !

Dans La Mêlée

naïfs reliquats de la légende de David terrassant Goliath, mais votre fronde rebelle ne pèse pas bien lourd en réalité.

Comment faut-il encore vous le dire ?

La Raison est dans l'histoire, et vous, petites choses, petites choses entièrement déterminées par le Grand Tout, vous n'êtes presque rien, un rien qui s'agit vainement, brandissant sa volonté en étendard. Si tout

est écrit d'avance, il n'y a rien de préférable à rien, il n'y a pas de bons choix étant donné que le choix est une illusion quand tout n'est que détermination. Pas de pratiques à diffuser, pas plus qu'à exclure. De toute façon, la communisation arrive à grands pas invisibles, dès que le mouvement historique aura éliminé lui-même les derniers obstacles à son triomphe.

Seulement voilà : de notre point de vue, la domestication n'a jamais été aussi sophistiquée, et aussi présente dans son emprise sur nos vies, des écoles aux patrouilles policières, de la prison au salariat, de Police Emploi à ces milliers d'yeux -citoyens volontaires ou caméras de surveillance- scrutant le moindre de nos mouvements à chaque coin de rue, qui accompagnent la peur diffuse et une certaine résignation face au merdier qui nous tient en otages.

Loin de nous l'idée qu'il ne se passe rien, bien au contraire. Mais là où il se passe des choses, c'est que des individus ont décidé de passer à l'action, avec résolution et volonté. Ce ne sont pas des abstractions qui peuvent venir à bout de l'oppression, mais des révoltes bien réelles et concrètes. Et ces révoltes, ces colères accumulées souvent trop longtemps, ne sont pas non plus la panacée, elles ne nous disent pas toujours tout des motivations des personnes révoltées, ni de leurs désirs, ni de leurs perspectives.



« Le miracle n'est pas de ce monde, mais même les planches les plus dures peuvent être transpercées. »

Hannah Arendt.

Ici et là, des interrogations surgis-sent : la restructuration actuelle du capitalisme ne présente-elle pas des caractéristiques particulières et inédites ? Quelque chose n'a-t-il pas été profondément bouleversé dans la reproduction des rapports sociaux créés par cette société ? N'y a-t-il pas là, sous nos yeux surpris, une brèche grande ouverte, un espace dans lequel s'engouffrer, une occasion à saisir dans les multiples tensions actuelles ?

Quand l'économie tousse en reprenant son souffle, pendant son toilettage régulier, l'Etat lui injecte des milliards d'euros comme on donne de l'aspirine en cas de fièvre. Et après la « crise » passagère, tout reprend son cours normal, entre la tyrannie du chantage au chômage et la misère de l'exploitation par le travail.

Tout à coup, on crie au retour de la guerre de classe, c'est la bonne vieille violence prolétarienne qui renaît à coup de bonbonnes de gaz et de séquestrations de dirigeants. N'en doutez pas, la bourgeoisie tremble devant le soulèvement qui arrive (sic).

Vous aviez enterré le sujet révolutionnaire, ô incrédules, le voici qui revient par la grande porte de l'histoire, de Clairoix aux usines de Pyeontaek en Corée. Beaucoup attendaient ce moment avec anxiété, les pieds frétilants dans les starting blocs de la grande mobilisation sociale de masse. Les prolétaires y vont, alors on peut suivre !

Nous pouvons d'ores et déjà creuser des fosses communes sous les fenêtres de la Bourse, ces tarés de traders s'y jetteront

d'eux-mêmes, convaincus que la fin est proche...

LA crise, la der des ders, je t'en donne mon billet! Pourquoi s'emmerder à réfléchir sur les façons d'affronter le système, puisque de toute façon il s'écroulera tout seul ?

Braves révoltés ! Vous qui rêvez d'infléchir le cours des choses, défiant l'histoire avec votre fierté individuelle, vous n'êtes que des

Et le discrédit quasi-général dans lequel se trouvent partis et syndicats, si il nous réjouit en soi, ne suffit pas non plus à donner un indicateur fiable sur le degré de conflictualité entre le pouvoir et les exploités, ni sur la capacité actuelle de ces derniers à agir de manière autonome, en se passant de médiateurs et d'intermédiaires, y compris des « syndicalistes de base », remis récemment au goût du jour. Pas plus que l'utilisation de bouteilles de gaz vides placées symboliquement devant les usines pour la photo dans le journal, ou des « retenues » sur des dirigeants pour obtenir une prime de licenciement un peu supérieure, ou pour diminuer le paquet des salariés virés d'une boîte. En d'autres termes, la forme ne dit rien, ou pas grand chose, ou pas assez, du fond des actions menées. Et si chacun sent que la paix sociale est toute relative, les tensions à l'œuvre actuellement sont non seulement aléatoires et limitées dans le temps (en tout cas prises séparément, la tension sociale globale étant permanente), mais elles n'affichent pas non plus ouvertement ni clairement des volontés de rupture avec ce système dans son entièreté. Nous ne parlons pas ici de jouer les puristes, mais de la nécessité d'observer les événements avec lucidité plutôt qu'avec les lunettes troublées de l'idéologie et de la basse propagande. Les situations de tensions n'offrent aucune certitude quand à leur débouché, seulement des possibilités, dont celle de participer à un antagonisme antiautoritaire tout en brisant l'isolement créé par le contrôle et la répression.

Dans tous les cas, nous ne pouvons rester à la merci d'aucune autorisation, d'aucune légitimité, ni rester à la remorque de quelque mouvement d'ampleur (quoi qu'on en pense du reste), ni attendre que le capital s'effondre tout seul. L'attente et la patience ont leurs limites, et placer l'essentiel de ses prétentions révolutionnaires dans les mains d'un miracle à venir, c'est se condamner à l'état de spectateur, dans le meilleur des cas, de spectateur lucide, analysant ce qui se passe autour de lui pour décider quel sera LE bon moment pour agir enfin. Mais spectateurs encore, suiveurs infiniment, et dans certains cas, vils souteneurs.

Nous voulons, en ce qui nous concerne, rendre des coups, renouer avec le goût de l'offensive, et nous comptons y réfléchir sérieusement. Ce journal essaiera d'y contribuer.

Le débat sur la question révolutionnaire, alimenté de textes et de discussions pour la plupart informelles, n'est jamais fini. Ce débat semble parfois se concentrer sur le seul problème de la méthode à adopter pour parvenir à une fin supposée commune à tous les révolutionnaires.

Plusieurs traits ont marqué cette discussion ces derniers temps : tout d'abord, la question de l'Unité des révolutionnaires (et plus spécifiquement, l'unité des anarchistes) ayant été écartée il y a longtemps, on la voit ressurgir d'une façon plus fine, sous la forme d'une forte incitation à participer à des campagnes communes et unitaires, sur des bases a priori consensuelles, qui résoudraient les multiples divergences. Du « remballe ton pape » à « Non à

l'OTAN », en passant par des votations citoyennes pour sauver le service public d'Etat (la Poste), toutes ces tentatives étaient censées démontrer le bien fondé d'une démarche collective auto-définie comme « anarchisme social », ou pire, « anarchisme politique ».

Parallèlement à cette apparente recherche de « bases communes » pour réunir les anarchistes, force est de constater que certaines pratiques et idées se sont vues écartées du cadre de ces discussions, soit par des critiques acerbes, soit par l'ignorance et le silence, tout aussi parlants. Que les choses soient claires : nous sommes favorables à une critique vivace des positions de chacun, que cette critique prenne les gants de la politesse ou non. Tout le monde ou presque, parmi les premiers concernés, s'accorde à réfuter l'existence d'une « grande famille » révolutionnaire ou anarchiste, soudée et uniforme, bien que certains véhiculent à l'extérieur cette image, en employant des expressions comme "LES anarchistes sont favorables à...", "pour LES anarchistes...", etcetera.

Les divergences sont réelles, profondes, et il paraît évident que, s'il est très facile de mettre d'accord un grand nombre de personnes sur la nécessité de mettre à bas l'Etat et le capitalisme, les propositions sont nombreuses pour y parvenir, parfois incompatibles entre elles. Il nous paraît également que le problème de l'oppression ne s'arrête pas à l'Etat et à ses flics, pas plus qu'à la seule exploitation économique, mais soulève d'autres phénomènes, parfois plus larges et moins visibles. Non que la colère anti-flic, même primaire, soit de nature à nous déplaire, au même titre que la haine de classe contre les patrons et autres gardes-chiourme, cela va sans dire.

Pour en revenir aux faits, nous disions que deux grandes « tendances », ou plutôt deux grandes questions se sont trouvées interrogées, développées et critiquées : la question individuelle et la question de l'offensive.

Si ces thèmes ne sont pas nouveaux, et qu'ils soulèvent encore les passions, c'est qu'ils sont sensibles au plus haut point, et que faire l'impasse sur eux lorsque l'on parle de lutte pour la liberté semble pour le moins absurde.

Il est bien difficile pour nous d'envisager une révolution sociale si on la conçoit comme une sorte de mouvement quasi-mécanique mettant à l'œuvre des forces obscures et mystérieuses, indéchiffrables pour le commun des mortels, exceptés les quelques rares privilégiés ayant tout compris du matérialisme historique et qui, du haut de leur Q.G., auraient saisi à peu près tout.

En d'autres termes, il est étrange de penser à une révolution qui se ferait à l'insu des personnes, ou sans des personnes réelles pour la faire ; une révolution qui ne dépendrait pas de la volonté humaine de chacun et d'une jonction des efforts aux désirs. A la question : « A quoi sert la critique pratique radicale du capitalisme et de l'Etat ? », on nous répondrait « A rien. Le capital, par sa contradiction, porte en lui sa propre critique, et à terme, sa propre abolition. L'histoire sera la seule et ultime juge de ce système condamné. »

Donc repose-toi, et attends la fin. Tous ces gens que tu vois, lançant des pierres, tabassant leur patron, brûlant leur usine, s'affrontant aux keufs, tout ça n'est rien, car l'individu n'est rien, il n'y a qu'un phénomène déterminé.

Qu'est-ce que l'individu, en deçà du rapport social ? Rien.

D'aucuns se demandent : « La servitude volontaire est-elle une réalité ? »

On crie à l'outrage.

Posons les choses autrement : ce monde doit être subverti ; très bien.

Ce monde peut-il être renversé en respectant son propre fonctionnement, en suivant sa marche vers le néant durable, selon sa logique ?

L'élève peut-il faire trébucher son prof sans lui faire un croche-patte, sans disposer des pièges sur son chemin, sans scier les pieds de sa chaise ? Le prisonnier peut-il s'évader sans chercher une brèche dans la surveillance carcérale ? Sans prendre le dessus sur les mâtons, sans creuser un tunnel ? Le prisonnier peut-il s'évader s'il n'en éprouve pas le désir ?

Les soldats rendront-ils les armes s'ils n'en ont pas la volonté, ou s'ils n'y sont pas forcés par une situation défavorable pour eux ? Les proxénètes de la politique disparaîtront-ils sans qu'on les chasse à coup de pied au cul ?

Les patrons décideront-ils eux-mêmes de mettre la clef sous la porte du capitalisme ? Les dominants voudront-ils abandonner miraculeusement le pouvoir qu'ils exercent, sans une pression sociale réelle ?

Les prisons, les temples et les usines s'effondreront-ils sous leur propre poids, sous l'effet d'un vent d'automne ?

Non.

Nous nous demandons alors : pourquoi ce système tient-il toujours en place ?

La question est jugée plus tolérable.

Plusieurs tentatives de réponse sont alors esquissées :

- Ce système répond aux attentes de la grande majorité, et seule une infime partie des populations désire réellement un bouleversement révolutionnaire.

- Personne n'aime ce système, mais la peur l'emporte sur la révolte, et la répression sur les révoltés.

- Les autres systèmes possibles ont été essayés, ils sont pires que la démocratie capitaliste, alors, même par défaut, autant se contenter de ce que l'on a.

Rien de bien satisfaisant dans ces réponses. Il va de soi qu'un certain nombre de personnes veulent que ce monde et sa logique restent tels qu'ils sont. Parce qu'ils en ont intérêt. Parce qu'il est, paraît-il, agréable d'avoir des esclaves à son service. Parce qu'ils ont de grosses

voitures roulant à tombeau ouvert sur de belles et lisses autoroutes. Parce qu'ils peuvent regarder la ville s'agiter du haut de leurs luxueux appartements. Parce que les croissants au beurre sont montés tous les matins par la bonne. Parce que l'argent ne manque jamais, que la police fait son travail, et que la justice veille sur la mauvaise herbe.

Mais aussi parce qu'il vaut mieux avoir un HLM plein de fuites d'eau qu'être à la rue, avoir un boulot idiot que de mendier pour obtenir ce boulot idiot ou un autre, ou pour obtenir un peu de fric. Parce qu'on se fait moins emmerder par les flics quand on est « en règle » que quand on n'a pas les garanties que l'Etat exige.

Sois en règle, servile, et tu auras un HLM et quelques sous. Sois plus servile et tu auras ton deux pièces meublé. Sois plus servile encore et tu auras peut-être le festin à chaque repas. Sois zélé, fidèle parmi les fidèles, et tu auras peut-être les vacances aux Antilles, le 4/4 rutilant, le beau studio dans le beau quartier riche, la belle secrétaire qui te mâche ton taff, le gros salaire, et la vie relativement facile.

Grimpe, monte, progresse. Obéis, sois sage, ne fais pas un pas de travers.

Avoir, et croire à la possibilité d'obtenir ce que la société peut encore promettre sous conditions, la possibilité d'être la norme, ou d'être dans la norme.

Et l'on nous parle d'individus ? Et cette société serait individualiste ?

Allons-donc ! L'individualisme est-il la marche forcée et mimétique, la course bouffonne pour attraper l'os que brandit le maître arrogant ?

L'individualisme est-il cet effort grotesque afin de ressembler au modèle, le pitoyable sacrifice de soi devant l'idole autoritaire ?

Est-il l'ambition de devenir soi-même un de ces modèles établissant sa norme, que d'autres suivront aveuglément ?

L'individualisme est-il l'uniformité dans la tristesse et le désespoir ?

L'individualisme est-il autre chose qu'un mensonge que cette société de masse et de désolation nous vend au prix fort ?

Est-il le retrait hors de toute lutte, le repli à la campagne en attendant que le ciel continue à nous tomber sur la tête, la négation des relations humaines, de l'affinité et de l'amitié ?

Nous voyons au contraire brimades, sanctions, répression, punitions, menaces, corruption, rackets en tout genre et chantages exercés sur les millions de personnes humaines devenues indésirables.

Nous voyons mil barrières sociales érigées par des siècles de civilisation et de domestication, faire obstacle à toute possibilité de développement réel de l'individualité.

L'individu ?

C'est notre recherche, notre effort propre, la tension qui nous anime,

qui tendent à la réalisation de nos rêves anormaux de liberté. La recherche d'une plus grande cohérence possible entre nos idées et nos pratiques.

C'est notre volonté d'agir le plus possible selon l'éthique que nous nous donnons à nous-mêmes.

C'est notre capacité à dire « non » là où l'on cherche à nous faire dire « oui maître ». Ou, comme Clément Duval et son poignard, de dire « au nom de la liberté je te casse la tête » au son du « au nom de la loi je vous arrête ».

C'est notre capacité à reconnaître l'infamie dans la contrainte, et la laideur dans ses agents.

C'est la reconnaissance de l'individualité de ceux et celles qui vivent en cherchant la liberté. La possibilité d'une affinité profonde avec eux, d'une réelle réciprocité et d'une libre association.

C'est la haine viscérale de toute domination comme de toute exploitation.

Et partant de là, de réflexions constantes et d'un vif ressentiment, d'une pensée et d'une sensibilité antiautoritaires, nous cherchons les moyens de desserrer l'étau, puis de le briser pour de bon. Et on ne brise pas une machine à broyer en attendant que ses mécanismes ne rouillent, ni en restant les bras croisés à explorer les profondeurs de la métaphysique.

L'image de l'étau n'est pas choisie au hasard, car l'oppression est certes quelque chose qui tend à nous écraser, mais aussi qui nous entoure et nous enserme, comme une nasse policière se referme sur des manifestants piégés. Parfois les manifestants peuvent bouger, trouver une rue adjacente par laquelle se retirer. Mais la retraite n'est jamais que provisoire.

Il n'y a pas de « zone libre » ou libérée sur cette terre, pas d'espace ni d'individu en-dehors. On peut se sentir « libre dans sa tête », mais ça ne change pas grand-chose en réalité. Le flic viendra vous chercher à l'heure venue, les radiations nucléaires et les OGM viendront jusqu'à vous, la loi ne vous oubliera pas, et l'illusion de l'extériorité ne tiendra pas plus d'une seconde.

Nous sommes dedans, nous sommes des individus dans la mêlée, et c'est de là que part notre révolte, c'est dans cet environnement que nous prenons part aux luttes contre l'existant, en tentant de faire sauter les murs, idéologiques et matériels, qui nous emprisonnent.

C'est contre ces murs et contre la force des rapports sociaux présents que les luttes meurent ou l'emportent, contre ces murs que les révoltes frappent, se fatiguent parfois en fonction de leurs limites, mais s'acharnent et ne renoncent pas.

Une insurrection dans cette optique n'est donc pas vraiment cernable, ni contrôlable, ni réductible à aucune idéologie – forcément réductrice – mais une volonté partagée par des milliers de personnes et qui se cristallise à certains moments.

Des moments rares, que les prophètes ne tentent de prévoir qu'en se couvrant en même temps de ridicule, ou des habits du blanquisme

Des moments où il est possible pour chacun de prendre position, la même position qu'on peut prendre au quotidien, avec les limites qu'une situation plus ou moins pacifiée comporte inévitablement.

Des moments où le temps déterminé par les contraintes sociales s'arrête, et où tout un chacun peut se mettre à se rappeler au bon souvenir de tout ce qui l'a empêché de vivre des années durant, et lui régler son compte. Où l'on a plus à réfléchir au quotidien terne de l'aliénation et de l'exploitation, où l'on sait que demain on se lèvera non pour enrichir un patron, mais pour lui faire la misère et saccager son entreprise.

Des moments où les anti-grévistes apprennent enfin à faire profil bas, où les artères commerciales se transforment en un terrain d'affrontement avec l'Etat, où le mobilier urbain est ramené à sa valeur d'usage dans les barricades.

Nous sommes convaincus que l'insurrection n'appartient à personne, et que nous ne pouvons l'avoir « ici, maintenant, tout de suite ». Tout cela est bien imprévisible, et en un sens, c'est tant mieux. Personne n'est maître de ce type de soulèvement. Mais cela ne nous interdit pas de parler de nos perspectives, de celles vers lesquelles nous tendons malgré nos faiblesses intrinsèques, vers lesquelles nous orientons nos révoltes, qui elles, sont entièrement entre nos mains, car dans nos cœurs.

L'insurrection est un fait social réel, l'extension d'une révolte contre les conditions sociales qui nous sont faites, son intensification en une conflictualité ouverte contre le pouvoir. Là, il n'est bien sûr aucunement question de deux armées se faisant face et s'affrontant, mais d'une lutte éparse, diffuse et large, qui rend le contrôle et la répression de plus en plus impuissantes à rétablir l'ordre.

Lorsque nous parlons de guerre sociale, nous ne parlons pas d'un conflit de type militaire, et seuls les escrocs peuvent en parler en ces termes. La guerre désigne tout type de combats, armés ou non, opposant des entités hostiles entre-elles. Bien entendu, on ne peut pas vouloir cette guerre pour elle-même, et personne ne combat sans but, hormis peut-être les hooligans et les mercenaires. Mais il n'y a pas plus de raisons de rayer de notre vocabulaire le mot « guerre » que les mots « lutte », « conflit », « combat », sous prétexte que le premier terme serait jugé trop prétentieux ou qu'il révélerait une indéniable dérive mythomane. On a toujours parlé, historiquement, de guerre de classe, par exemple, sans que cela ne soulève les boucliers modérateurs.

La guerre sociale est une vieille histoire, elle est le constat que de tout temps, des conflictualités diverses ont opposé à la domination des formes de réponses variées. De l'attaque diffuse, petite, grande, communiquée ou non, reproductible à souhait aux grèves sauvages, occupations, sabotages jusqu'à l'émeute, la prise d'arme, l'insurrection... Jamais le répit de la domination ne fut total, et notre but est de le briser hargneusement, mais avec la joie qui caractérise l'émancipation. La guerre sociale ne se commence pas, l'on ne peut qu'y contribuer.

Il y a des raisons à cette hostilité contre la domination, comme il y a des raisons à toute inimitié ; nous savons pourquoi nous détestons les religions, les nations et leurs frontières, les démocraties et leurs prisons, les écoles et leur domestication, les flics et la justice, les machos et les racistes, l'Etat et l'argent, le salariat et les mafias. Nous savons également que nous n'avons qu'une vie, mais passons.

Dès l'instant où nous avons une image assez précise de tout ce qui nous empêche de vivre librement, nous n'avons pas besoin du renfort de quelque dogme préfabriqué, et qui nous dicterait le chemin à suivre. Nous avons plutôt besoin d'une analyse assez lucide des rapports de force et des tensions à l'œuvre tout autour de nous et en permanence. Une analyse qui puisse nous indiquer quels schémas ne seront jamais les nôtres (de la politique à toute collaboration avec des autoritaires, quelle que soit leur couleur), quels moyens seront ou ne seront pas les nôtres, selon notre éthique anarchiste ; mais aussi avec qui tisser une affinité réelle, dégagée de toute arrière-pensée bassement tacticienne, et avec qui il n'y aucune entente possible, ni réconciliation envisageable. Une analyse à partir de laquelle nous puissions envisager quelles sont nos possibilités concrètes d'offensive contre la domination sous toutes ses formes.

Il va sans dire, compte-tenu de ces quelques remarques, que l'usage de la violence, une fois qu'on l'a débarrassée de tous les fantasmes qui l'entourent, est déterminé dans nos pratiques par trois principales considérations : nos perspectives, notre morale, et les possibilités créées par des situations plus ou moins avancées de lutte.

Différents facteurs qu'on ne peut séparer, sans altérer du même coup ce pour quoi nous nous battons.

Violence contre la violence de la domination, dans une optique révolutionnaire, et non élucubrations sur les bienfaits de la guerre civile, qui ne peut définitivement plaire qu'aux nihilistes, ou aux puissants qui ont tout intérêt à ce que les indésirables de ce monde se déchirent et se détruisent entre eux. Dans un certain sens, la guerre civile est déjà là, sous nos yeux, dans le communautarisme, le racisme, le sexisme, l'homophobie latente, la compétition au travail et ailleurs, la délation et autres fléaux. Et c'est précisément contre cette situation que nous luttons au quotidien, persuadés que le culte de la violence en soi ne mène nulle part, tout comme un insurrectionnalisme vide de tout contenu et faisant le sacrifice de la réflexion. Il y a là peut-être une puissante illusion qui sait utiliser les moyens spectaculaires, mais certainement pas de quoi nous séduire.

Ainsi, toutes les personnes qui refusent de prêcher le catéchisme du nombre ont, de fait, fait un pari difficile, modeste mais autonome, celui du fond et de la forme en un tout inséparable, et des possibilités de leur diffusion. Un pari qui accepte sans regrets l'abandon des mirages inhérents à l'invocation des foules, de la lutte

massive, du sujet révolutionnaire qui change de nom selon la mode, mais qui ne garde pas moins les limites de toute abstraction idéologique.

Eh bien oui, nous partons de nous, et n'aspirons à représenter qui que soit d'autre, ni à constituer quelque parti imaginaire ou quelque avant-garde puante et forcément autoritaire.

Et encore une fois, il nous semble que l'isolement où souhaite nous acculer l'Etat ne pourra être brisé qui si chaque individu sentant vibrer la colère dans son cœur prend ses responsabilités et met la main à la pâte, sans chercher une quelconque légitimité, cette doctrine très démocrate et autoritaire de la majorité, qui ne peut être accordée que par l'Etat ou par ceux qui rêvent de prendre sa place.

Aussi, lorsqu'on nous reproche de nier l'impuissance qui serait la nôtre, notre entêtement à maintenir l'offensive avec nos moyens limités, de prétendre « faire l'insurrection maintenant avec quelques pavés, fumigènes et bombes de peinture », nous pensons qu'il y a là un malentendu.

Nous ne confondons pas chaque action particulière avec la révolution, mais nous ne les séparons pas totalement non plus. Quelques vitrines brisées ne sont pas une révolution, pas plus qu'une émeute n'est une insurrection, mais elles sont une contribution parmi d'autres possibles au développement d'une perspective, et chacun à la possibilité d'apporter la sienne, en l'inscrivant dans un antagonisme social clair contre l'oppression et ses agents.

L'impuissance est donc plus liée à un certain contexte plus ou moins pacifié, à une insuffisance de la tension révolutionnaire qu'à nos pratiques, qui, si elles ont conscience de leurs limites, ne se résolvent pas à l'abandon et au renoncement, attitudes qui font la joie des ennemis de la liberté.

En définitive, nous n'avons que ces quelques réponses à donner à de nombreuses critiques formulées ici et là, mais en aucun cas la clé du problème, la formule magique, voir la prétention de détenir la vérité de la lutte, les solutions toutes faites.

Une chose nous semble pourtant claire :

Les attaques doivent se multiplier, aussi vrai que nos révoltes font nos solidarités.



DANS LE MONDE... UNE RAGE EN LUTTE

Solidarité avec António Ferreira: Prisonnier anarchiste en lutte au Portugal depuis plus de 40 ans

António Ferreira de Jesus est un prisonnier anarchiste qui purge en ce-moment même une très longue peine et qui n'a jamais cessé de lutter. Aujourd'hui, à 67 ans, il a déjà enduré 43 ans de prison.

Élevé dans une famille pauvre sous le régime fasciste de Salazar, il se révolte à 17 ans après avoir été jeté une première fois en prison. Pendant des années, il subit l'horreur des prisons du fascisme portugais, mais il apprend également en autodidacte à lire, à écrire, à acquérir une connaissance profonde de lui-même et de la société dans laquelle il vit, il devient alors un anarchiste. A sa sortie, il est emprisonné à nouveau, trois fois, par l'état fasciste, et finalement, par l'état démocratique dans une digne continuité de l'abjection, nous montrant un peu plus à quel point fascisme et démocratie ne sont que deux modes de gestion différents d'une même merde.

Il a été reconnu coupable de vols et d'expropriations sur des riches et de l'attaque du pensionnat de Leiria, dans lequel il fut enfermé plusieurs années de sa vie. Il fut aussi reconnu coupable du meurtre d'un contremaître d'usine alors qu'il se défendait et de l'incendie de cette même usine. Sa dernière condamnation, sans aucunes preuves et marquée par des poursuites judiciaires illégales, un procès extraordinaire et des violations de procédures (mais pas de quoi s'offusquer, nous savons bien que la loi n'est qu'une vaste

farce), portait sur le kidnapping d'un dealer d'héroïne et sur des braquages, un coup monté de la justice portugaise.

Depuis 2005, il a été transféré plusieurs fois. Une première fois pour avoir participé à une grève des prisonniers contre de nouvelles dispositions pénitentiaires. Il fut transféré avec plusieurs autres prisonniers en lutte dans une prison au nord du Portugal, le plus loin possible de ceux qui luttaient pour sa libération à l'extérieur. Il fut transféré ensuite pour des raisons obscures à la prison de Pinhero da Cruz. Lui sont refusés infatigablement (contrairement aux autres détenus de cette prison particulière) parloirs et permissions de huit jours.

Aujourd'hui, après plus de quarante années en taule, António est toujours considéré comme l'un des prisonniers les plus dangereux du Portugal, et traité en tant que tel. Ce qui n'empêche pas les matons de le torturer sans répit et de le menacer de mort en permanence. Ce qui ne l'a pas empêché non plus de dénoncer les matons qui ont assassiné l'un de ses camarades de cellule, son séjour interminable en prison est un danger permanent pour sa survie, même si António possède ce courage qui transforme la volonté en une guerre permanente.

Le lundi 9 novembre 2009, après 43 jours, António Ferreira a quitté l'isolement au pavillon de sécurité maximale. Il est retourné au régime normal et à une « nouvelle » cellule, la direction de la prison ayant cédé à ses deux principales demandes : le droit d'avoir, comme tous les autres prisonniers, un

bureau avec des crayons et une lampe ainsi que des douches en solo et la promesse qu'il sera transféré vers une autre prison très bientôt, conformément à son désir. Lors de ces 43 jours, António s'est infligé 5 jours de grève de la faim et de la soif, 14 jours de grève de la faim et 8 jours de grève du silence. Il est resté combattif malgré l'interdiction d'avoir des objets personnels (livres, stylos, habits etc.) et malgré la carotte du retour en régime cellulaire normal à laquelle il ne céda pas.

Quoi qu'il en soit, les coups de fil, les lettres, les faxes et surtout les manifestations devant la prison et les actions de solidarité ont rendu impossible la stratégie de l'isolement (pas seulement par le biais de l'isolement stricto sensu) de tout les prisonniers récalcitrants et révoltés.

Quelques compagnons portugais précisaient récemment dans un communiqué : « *Nous pensons que la position ferme et courageuse de notre compagnon, ajoutée à toute la solidarité montrée à l'extérieur, a dissuadé António Ferreira de devenir un autre de ces prisonniers suicidés dans le pavillon de sécurité maximale. Rien n'est fini car António est toujours en prison à dépendre des décisions de matons, mais aussi parce que ce système et ses prisons existent toujours ! Pour l'attaque continue de cette société carcérale !* ».

Crève la taule !

Un site en portugais se consacre à la solidarité avec António :

<http://libertemferreira.no.sapo.pt>



Arrestation de l'anarchiste florentin Leonardo Landi dans une opération de Police menée conjointement par les polices françaises et italiennes

Le 3 Novembre 2009, se réjouissent des deux cotés des alpes ceux dont la joie participe à renforcer notre peine, « *Nous avons arrêté Leonardo Landi, recherché pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste, grâce à une étroite collaboration avec la police française* » dixit Paolo Fanzone, directeur de l'opération de la brigade d'intervention du ministère de l'intérieur (l'UCIGOS) à la préfecture d'Imperia. Accusé d'*association à visée terroriste et subversion de l'ordre démocratique* (article 270bis du code pénal italien) et d'avoir commis l'attaque à main armée d'un bureau de poste en juin 2007, Léo est un anarchiste italien de Florence qui était depuis quelques temps déjà sous le coup d'un mandat d'arrêt international, depuis mai 2008 pour être précis. Son arrestation s'est déroulée dans l'infâme station balnéaire de Vintimille, capitale italienne du



caniche et du manteau de fourrure jumelée à Nice et proche de la frontière française. La compagne qui était avec lui au moment de son interpellation a été remise en liberté, mais est toujours soupçonnée de complicité. Léo est notamment connu pour sa participation en Italie à *Terra Selvaggia*, journal anarchiste anti-civilisation.



Le fossé se creuse entre libertaires de gauche et ennemis de ce monde

En laissant un peu trainer ses oreilles ici et là, certains ont du remarquer le mini tremblement de terre récent qui a secoué le petit monde des organisations libertaires de la gauche extra-parlementaire. Des inconnus auraient, Dans la nuit du 13 au 14 novembre à Paris, tagués des locaux de la Croix-Rouge ainsi que la devanture de la librairie de la Fédération Anarchiste en repréailles d'un tract diffusé lors d'une manif anti-carcérale quelques jours plus tôt. On a pu entendre parler ici et là, de leurs bouches, des soupçons de « complot policier », d'« attaque fasciste déguisée » ou bien, à la façon de la CGT, du NPA ou de la CIMADE lorsqu'ils subissent des attaques : « vous vous trompez de cibles ». Ici nous avons à cœur de montrer que ceux qui attaquent les collabos de gauches au même titre que les collabos de droite ne se trompent jamais de cible. Morceaux choisis du tract en question : « *Dépourvue d'Etat et de lois, quelles réponses la société anarchiste*



propose-t-elle à la gestion de la déviance ?[...] Comment traiter et gérer la déviance dans une société sans prisons et sans asiles ? Pour les anarchistes, le traitement du déviant ne doit pas se faire sous l'égide d'un cadre moral ou juridique. Il ne s'agit pas de venger la société, mais bien de réparer les dommages commis par ce déviant et de donner à la société les moyens de s'en défendre. Dès lors, les réponses de la société anarchiste aux actes de déviance ne reposent pas sur un corpus de lois, mais sur le cas par cas, sur le moment, en fonction des circonstances. De même, elle n'est pas l'apanage de quelques uns – qui seraient professionnels en la matière – mais de la collectivité dans son ensemble. Le traitement du déviant par la psychologie peut être une des réponses si, toutefois, il ne s'exprime par à travers l'enfermement physique ou psychique. Les travaux d'intérêt, en réparation aux dommages faits à la collectivité (travaux d'intérêt généraux) ou à l'individu (travaux d'intérêt à la victime), sont aussi une autre alternative à l'enfermement, pourvu qu'ils soient réalisés décemment et sans aucune forme d'exploitation. Selon les actes de déviance et les circonstances dans lesquels ils ont eu lieu, la réconciliation entre les déviants et les victimes peut aussi être une forme de réponse, qu'elle qu'en soit ses termes (indemnisation, pardon, etc.) ».





Reste un gout amer, celui que procure la sensation que dans leur « société libertaire future », nous serons les « déviants », nous qui le sommes déjà dans la société capitaliste. Qu'il y aura, comme aujourd'hui, les « normaux », et donc les « déviants » et que donc, l'existant se perpétuera encore et toujours, mais cette fois-ci sous la bannière « anarchiste ».

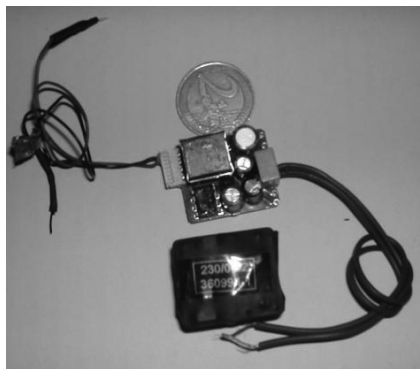
Dans son devoir de criminologie, la FA s'en sort avec une note médiocre. « Déviance », « Gestion de la déviance », « traitement du déviant », « travaux d'intérêt généraux », « travaux d'intérêt à la victime », « alternative à l'enfermement », « indemnisation », « pardon » etc. N'importe quel camarade criminologue sérieux leur répondrait alors qu'ils vivent au dix-neuvième siècle et que toutes les solutions préconisées par la FA sont en fait déjà en vigueur depuis longtemps, que leur « société anarchiste » idéale existe déjà, et qu'elle s'appelle démocratie. Tout comme il ne faut pas s'étonner que des individus volent des bouquins à la librairie Publico de la FA par simple goût de défier les antivols libertaires, nous rajouterons pour tout ceux qui intègrent les valeurs de l'ennemi : qu'ils ne s'étonnent pas, libertaires ou pas, de faire des cibles remarquables.



Gênes : micro-espion retrouvé au centre de documentation Doppiofondo

A cause d'un mauvais fonctionnement de l'installation électrique le vendredi 23 octobre, nous avons retrouvé à l'intérieur d'une prise électrique un micro-espion.

L'intérêt que porte la préfecture de police de Gênes à l'encontre des compagnons nous semble évident, ce n'est que l'énième contrôle, après sept « avis oraux » (mesure qui conduit à la « surveillance spéciale » : retrait du permis de conduire, passeport, interdiction de réunion, de voir des gens, de sortir la nuit...), et une « foglio di via » (interdiction administrative d'une ville pour plusieurs années) et diverses menaces. « *Nous répétons que nos désirs ne s'arrêteront pas face à ces sales manœuvres* ».



Condamnation en appel de 10 inculpés du contre-sommet de Gênes en 2001

Le 9 Octobre 2009, la justice italienne a condamné en appel 10 inculpés du contre-sommet du G8 de Gênes. Ils ont reçus,

pour « destruction et saccage », des peines de prison gigantesques :

Carlo A. : 8 ans

Carlo C. : 8 ans

Marina C. : 12 ans et 3 mois

Luc E. : 10 ans et 3 mois

Alberto F. : 10 ans

Ines M. : 6 ans et 6 mois

Francesco P. : 15 ans

Dario U. : 7 ans

Antonio V. : 8 ans

Vicenzo V. : 13 ans et 3 mois



Le Conseil d'Etat valide l'appel d'offre sur les CRA

Après moult péripéties autour de l'appel d'offre sur les prisons pour étrangers, le conseil d'Etat a finalement débouté l'anecdote Collectif Respect. Rien à foutre ? Certes, c'est vrai. Ce qu'il faut retenir dans cette histoire à rebondissement, c'est qu'au final, le conseil a décidé de retirer le monopole de « l'assistance juridique aux étrangers placés en rétention » – et il faut entendre par là la gestion des camps – à la CIMADE, qui cogérera dorénavant ces taules aux cotés de France Terre d'Asile, Forum Réfugiés, l'Assfam et l'Ordre de Malte. Une manœuvre gouvernementale qui élargit le nombre de cibles potentielles et facilement atteignables de un à cinq. (sur le sujet, voir l'affiche page 36).



Les dernières aventures de la « Green Scare » aux USA

Jeff « Free » Luers , 30 ans, est un anarchiste d'Eugene dans l'Oregon (USA) qui fut condamné en 2001 à 22 ans et 8 mois de prison ferme pour avoir foutu le feu à trois 4x4 à l'intérieur d'un concessionnaire dans le cadre d'une campagne d'eco-sabotage.

Finalement, la peine sera réduite à deux reprises et Jeff est libéré sous conditionnelle le 1er octobre 2009 de la Columbia River Correctional Institution suite à une décision de la court d'Oregon, mais ce n'est que six heures après sa libération qu'il est arrêté et remit en taule, sa libération aurait été une « erreur »... En effet, sommé de se rendre au bureau de son agent de probation dans les 24h suivant sa libération, celui-ci lui apprendra la nouvelle avant de le renvoyer en taule. Il est à ce jour toujours incarcéré. Mais, et nous nous méfions, la justice a prévu de le remettre en « liberté » conditionnelle le 16 Décembre. En espérant que cette fois-ci sera la bonne (dernière minute: c'est la bonne!).

Mais le cas de Free est loin d'être isolé. La « démesure » de cette peine de prison (22 ans) est liée à un contexte particulier aux Etats-Unis, celui de la « Green Scare », une vague de propagande répressive et de répression violente de ceux que le gouvernement appelle les « eco-terroristes », un peu à la façon des « anarcho-autonomes » en France ou des « anarcho-insurrectionalistes » en Italie. Deux sigles sont particulièrement visés : E.L.F (Earth Liberation Front) et A.L.F (Animal Liberation Front). La coordination des différents outils de répression et de renseignement américains (FBI, IRS, BATE, les forces spéciales anti-terroristes, les

polices et les courts locales, les medias etc.) Visent spécifiquement à attaquer ces deux organisations, mais aussi, tous ceux qui montrent un quelconque soutien matériel ou théorique à ces organisations ou au soutien des prisonniers de la green scare.

A Cincinnati dans l'Ohio, Marie Mason vient d'être condamnée cette année à 22 ans de prison pour une douzaine d'incendie et d'attaques sur la propriété estampillées E.L.F et estimées à 4 millions de dollars de dégâts.

Christopher McIntosh, lui, est condamné à huit années de prison en 2003 pour avoir foutu le feu à un McDonald de Seattle en janvier 2003. Il est toujours incarcéré sur décision du juge en raison de son refus de renier ses actes et sa personne.

En 1998, Peter Daniel Young et Justin Samuel sont accusés eux, d'avoir libéré plus de 8 000 animaux de fermes à fourrure de l'Iowa, du Wisconsin et du Dakota du Sud. Justin sera arrêté un an plus tard en Belgique et extradé aux USA, deux ans de prison. Peter lui, après sept ans dans la clandestinité sera lui aussi arrêté et condamné à deux ans de prison, 360h de TIG, 254 000 dollars de dédommagement et un an de probation.

Une cinquantaine d'autres arrestations, des peines de prison gigantesques, le harcèlement permanent du FBI, les histoires de balances, les opérations massives, les journaflics etc. La green scare n'est pas prête de s'arrêter. Mais la lutte continue, aux USA comme ailleurs.



De la taule pour un compagnon suédois

Le 14 octobre 2008, la SAPO (police secrète suédoise) perquisitionne trois maisons en Suède. Ils arrêtent un compagnon, Jonatan, et saisissent différents outils, brochures, son ordinateur et des affaires personnelles. Lors de son procès et après déjà deux mois en détention préventive, il est condamné à quinze autres mois de prison à partir d'octobre 2009. Il est accusé de trois actions estampillées E.L.F.

Dans la nuit du 20 au 21 avril 2008 l'E.L.F a revendiqué trois attaques en Suède. Une tour de télécommunication connectée à l'infrastructure du Ministère de la Défense nationale a été sabotée avec une bombe incendiaire, une grue de chantier dans un quartier en cours de gentrification a été sabotée et un camion grumier a vu ses cordes de sécurité et ses câbles hydrauliques défoncés. Presque en même temps une autre cellule E.L.F revendique la destruction par incendie d'une nouvelle villa de luxe en construction en pleine forêt. Cette dernière attaque est la seule pour laquelle Jonatan ne fut pas condamné...

Particulièrement quand des compagnons agissent seuls, sans un groupe ou une « communauté » autour d'eux et font face à la répression, il est plus important que jamais de leur montrer qu'ils ne sont pas aussi seuls que la justice le voudrais. Dans cette affaire comme dans d'autres, par exemple l'affaire Michel Sykes, un anarchiste Nord-américain de 17 ans accusé lui aussi pour différentes actions E.L.F contre l'urbanisme carcéral et condamné à dix ans en prison, nous devons être là, et pas seulement en



attendant à l'extérieur. Nous devons montrer que les attaques de l'état n'écraseront jamais nos idées. Qu'elles nous donnent juste plus de colère et de force! Mais la solidarité n'est pas que l'entraide, la solidarité est aussi une façon de s'associer dans la lutte, une façon de montrer son soutien à l'acte et une affinité profonde avec un otage de l'état. Que sa lutte n'était qu'un commencement et qu'elle sera continuée à l'extérieur.

Dans un appel à la solidarité internationale, l'ABC-Orkan affirme: « *Faisons du temps passé en prison par Jonatan et les autres une lutte pour leur liberté et celle de tous contre toute sorte d'oppression. Pour la guerre sociale, l'anarchie et la liberté totale !* »

contact: freejonatan@yahoo.se

Pour écrire à Jonatan :

Jonatan Strandberg

BOX 248

593 23 Vastervik

Suède



Chronique de la « foglio di via » en Italie

Mike, Evelyn et Sara sont depuis le mardi 24 novembre, soumis au régime d'assignation à résidence et ce jusqu'au procès qui les attend pour « résistance ». Ils sont accusés d'avoir essayé d'empêcher l'expulsion de l'Assillo Occupato à Trento, en Italie, à l'aide d'un pied de biche.

L'Assillo occupato est un lieu autogéré, occupé depuis novembre. Son occupation s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la future base militaire de Matarello, et de la



lutte antimilitariste en général. De nombreuses initiatives, discussions, projections, bouffes et concerts y ont été organisés. L'Assillo a été expulsé une première fois. S'en sont suivies de nombreuses manifestations contre l'expulsion et la base militaire durant lesquelles une « foglio di via » de Trento a été notifiée à de nombreux compagnons. Le 5 novembre, le lieu a été occupé à nouveau, puis expulsé deux jours plus tard, peu avant une grande manifestation bruyante qui a traversé les rues de Trento. Les compagnons sous la « foglio di via » ont exprimé haut et fort leur intention de ne pas la respecter, ce que nous saluons ici; certains se sont aussi vus notifié le régime de « sorveglianza speciale », une sorte de contrôle judiciaire à l'italienne. Solidarité, donc, avec Mike, Evelyn et Sara. Non à la base de Matarello et liberté pour tous et toutes.



A chacun son collabo !

Tout récemment, de gentilles âmes ont faites marcher leurs loupes pour contribuer à l'agrandissement du terrain de jeu de ceux pour qui l'attaque diffuse et permanente de ceux qui gèrent ce monde et ses prisons, pour étrangers en l'occurrence, est l'un des moyens

centraux pour parvenir à nos fins tout en portant des coups à ceux qui nous enferment. Un geste vers les travailleurs de la nuit de partout.

En relation avec la construction du nouveau centre fermé (CRA) de Steenokkerzeel en Belgique, on pourra retrouver sur le site <http://blackliststeenokkerzeel.blogspot.com>

un maximum de noms et d'adresses liés à cette nouvelle cage ainsi qu'à toutes les autres.

En France, une black-list du même type a été publiée sur Indymedia Nantes sous le nom A chacun le sien... Recension de vautours qui se font du fric avec la machine à expulser, on peut la retrouver ici : <http://nantes.indymedia.org/article/18789> et certainement ailleurs.

A vos marques !



Un point sur la situation de Thomas Meyer-Falk

Né en 1971, Thomas Meyer-Falk est emprisonné depuis 1996. Il a d'abord été gardé en isolement à la prison de Stammheim, puis transféré à la prison de Straubing pour un temps court et dans des conditions relativement meilleures. Depuis septembre 1998 il a été placé en isolement à la prison de Bruchsal. Anarchiste, il a été condamné pour un braquage de banque dans le but de financer divers projets subversifs. Après deux séances supplémentaires au tribunal il a été condamné pour « insultes, intimidations et menaces contre des juges et des procureurs de la République ». L'expression qu'il a utilisée lors du procès ("L'exemple parfait d'un juge fascisant") lui a valu à elle seule 7

7 mois d'emprisonnement (L'article sanctionnant le fait d'insulte est puni par des peines allant de la simple amende jusqu'à un an d'emprisonnement).

À cause de tout cela il doit passer 15 ans, 9 mois et trois semaines en prison.

Après 11 ans de détention, le régime d'isolement a été levé en mai 2007 et les restrictions pendant les visites ont également été atténuées. D'une part l'hygiaphone (vitres de séparation en plexiglass lors des parloirs) a été supprimé, mais parallèlement l'administration pénitentiaire l'a maintenu sous surveillance étroite pendant les visites, et son courrier est toujours censuré par les matons, il est aussi régulièrement soumis à des fouilles musclées en cellule.

En novembre 2007 il a purgé les deux tiers de sa peine (dans les prisons allemandes les prisonniers peuvent théoriquement être relâchés après avoir purgé les 2/3 de leur peine) et actuellement une cour examine si il peut être libéré ou pas, mais en réalité ses chances de sortie sont minimes.

En effet Thomas a également été condamné à la peine de sûreté (sicherungsverwahrung), qui implique qu'une analyse socio-psychologique soit effectuée auprès d'environ 600 prisonniers jugés 'incorrigibles'. Après une analyse négative, le prisonnier est détenu pour une période indéterminée, indépendamment de la peine originelle. Thomas ayant toujours refusé ces analyses psychologiques et n'ayant jamais renié ses idées, sa libération a été maintes fois repoussée.

<http://www.freedom-for-thomas.de>

Pour lui écrire :

Thomas meyer-falk

c/o jva bruchsal

Schönbornstrasse 32

d 76646 Bruchsal

Allemagne



Liberté pour Alex, Christoph et Tobias

Aux premières heures du matin du 16 Novembre, Tobias a été arrêté et inculpé d'incendie volontaire sur deux voitures de luxe dans le quartier de Friedrichshain. Quelques heures plus tard des apparts étaient perquisitionnées au 14 et 34 de la Liebigstrasse, lieux prétendument fréquentés par Tobias, mais sans résultat. Le juge a néanmoins décidé de placer Tobias en détention. Après l'accusation contre Alexandra et Christopher, portant sur les mêmes faits et pour lesquels ils ont purgé plusieurs mois de prison (Alexandra a été acquittée une première fois début novembre en raison de preuves insuffisantes, mais le parquet a fait appel), il s'agit d'une nouvelle tentative des flics et du procureur de trouver un coupable pour les incendies permanents contre les voitures de bourges à Berlin -attaques qui visent en autre le processus de gentrification de la ville- et de foutre du monde derrière les barreaux. Mais ces coups de pressions n'empêcheront pas l'attaque de se propager... Solidarité avec les inculpés de la guerre sociale.

Tobias Poge

Numéro 3054/09/1

JVA Moabit

Alt Moabit 12A

10559 Berlin



Condamnation d'Elias Nikolaou

Le tribunal de Salonique a condamné le compagnon Elias Nikolaou à 7 années et 6 mois de prison ferme, accusé d'être responsable de l'explosion d'un engin incendiaire devant l'immeuble de la police municipale d'Evosmos, dans la matinée du 13 janvier 2009. La cour a refusé le recours en appel formulé par Elias. Le procès a duré deux jours, et jeudi 4 décembre, la cour l'a condamné pour possession de matière explosive avec intention de s'en servir contre des biens et des personnes.

Liberté pour lui, liberté pour tous et toutes.



Un point sur la situation d'Amadeu Casellas.

Amadeu Casellas Ramón a passé plus de 25 ans dans les prisons espagnoles. Il a été condamné pour différentes attaques à main armée de banques réalisées dans les années 70 et 80 afin de soutenir les luttes. Aujourd'hui, Amadeu est toujours emprisonné, alors que son temps légal (les prisonniers espagnols sont libérables aux deux tiers de leur peine) est épuisé depuis longtemps. La promesse qui lui avait été faite de bénéficier d'une liberté conditionnelle en 2008 (pour qu'il arrête une grève de la faim de 76 jours) n'a pas été respectée. Sa correspondance est systématiquement contrôlée, son courrier lui est aléatoirement distribué, ses visites strictement limitées à sa mère et à ses avocats et l'isolement total lui est souvent infligé par la pénitenciaire. Sorte de vengeance à durée indéterminée



pour les nombreuses luttes auxquelles il a participé en taule en tant qu'anarchiste, notamment contre le FIES, et plus récemment les dures grèves de la faim qu'il a menées, en 2008 et l'été dernier.

Joaquin Garces Villacampa a quant à lui été libéré le 1er juillet 2009, après avoir passé lui aussi plus de 25 ans dans les geôles de la démocratie espagnole.

Amadeu Casellas Ramón
C.P. Can Brians II, modul 4
Apdo. 3000
08.760 Martorell
BARCELONA



Berlin : un compagnon arrêté

Le 26 novembre 2009 à Berlin, des personnes manifestent contre l'expulsion du 183 Brunnenstrasse, survenue deux jours plus tôt. Un manifestant, Mauro, est arrêté et accusé d'avoir lancé une bouteille sur les flics.

Nous ne voulons pas perdre de temps à énoncer tous les faits permettant de nier cette accusation. Nous nous moquons bien de savoir si telle ou telle personne est coupable ou innocente. Ce qui importe, c'est qu'une quarantaine de personnes se soient opposés ce jour-là à l'expulsion.

Le compagnon est à présent en détention préventive à la prison de Moabit. Entre autres choses, Mauro n'habite pas principalement en Allemagne. Pour cela, les juges disent qu'il risque de fuir à l'étranger, ce qui leur donne un bon prétexte pour l'incarcérer.

Ne laissons pas cette attaque sans riposte.

On peut écrire à Mauro, en anglais et en italien :

Mauro Salzano c / o JVA Moabit Alt-Moabit
12a 10559 Berlin Deutschland



Deux compagnons arrêtés en Suisse

En Suisse deux anarchistes ont été arrêtés et accusés d'avoir mis le feu à des autos de luxe. Placés en détention préventive le 14 novembre, ils ont déjà été condamnés pour des graffiti dans la ville d'Aarau et sont aujourd'hui accusés de l'incendie de 8 voitures, dont 3 appartenaient à des politiciens de l'UDC, une voiture de la police et 4 autres voitures de luxe.

Pour écrire aux compagnons - en allemand ou français - il est préférable d'envoyer les lettres à l'acheminement suivant et par la suite des compagnons sur place transmettront la correspondance en prison.

Paix aux chaumières, guerre aux palais, feu et flammes à toutes les prisons. Liberté pour I. et P.

Infoladen Reitschule
vermerk: Aarau
Postfach 5053
3001 Bern
Suisse



Conspiration des Cellules de feu

Le 24 septembre, 4 personnes ont été arrêtées par les unités anti-terroristes.

Elles sont accusées d'appartenance à l'organisation «La Conspiration des Cellules de Feu», «possession de matériel explosif», «terrorisme»,... La police prétend disposer d'empreintes que les suspects auraient laissées sur des engins incendiaires qui n'ont pas fonctionnés.

Un des quatre suspects a été relâché, mais reste à disposition des flics. Les trois autres ont été incarcérés en attendant le procès. Le juge a également émis six mandats d'arrêts contre 6 compagnons. Tous sont encore en cavale aujourd'hui.

Ces deux dernières années, environ 180 attaques incendiaires ou explosives ont été réalisées sous le nom de «Conspiration des Cellules de feu». Ces attaques ont visé des banques, des centres commerciaux, des institutions étatiques, des commissariats, des partis politiques, des entreprises qui construisent des prisons, des domiciles de politiciens, juges, criminologues et journalistes, des entreprises de sécurité privée,... Toutes critiquaient en acte le Capital, l'Etat et l'Autorité ainsi que la résignation et l'acceptation de la part des exploités.



Sommaire

- Edito : Dans la meele - **P.3**
- Dans le monde... une rage en lutte - **P.8**
- Idiots utiles ? - **P.16**
- Lettre de Gabriel Pombo da Silva depuis la prison d'Aachen - **P.18**
- Il n'y a pas de paradis futur (Affiche) - **P.27**
- La Peur du Conflit (Wolfi Landstreicher) - **P.28**
- Les racines bourgeoises de l'anarchosyndicalisme (Feral Faun) - **P.30**
- De la solidarité dans l'attaque ! (tract du Portugal) - **P.33**
- Avis aux passagers (tract d'Italie) - **P.39**
- Bannir la politique de nos luttes - **P.40**
- Nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes de la dynamite (Affiche internationale) - **P.42**
- Aux résignés (Albert Libertad) - **P.43**
- Désertons la terreur sanitaire - **P.44**
- Jaures vient d'accoucher (Georges Darien) - **P.46**
- T'en a marre ? (Affiche de Belgique) - **P. 47**
- Lettre de Diego Rios (Chili) depuis la clandestinité - **P.49**
- En Belgique : les feux se propagent - **P.59**
- Se révolter est comme respirer (Tract) - **P.61**
- Dans la danse endiablée de la révolte (Affiche de Belgique) - **P. 62**
- Les mots du pouvoir - **P.62**

DOSSIER : LA VIE COMME UN PARI

- Aux aspirants suicidaires **P.19**
- Considérations sur le nihilisme **P.20**
- Mettre sa vie en jeu (Alfredo M. Bonanno) **P.22**
- En attendant l'apocalypse (Wolfi Landstreicher) **P.24**

DOSSIER : QUAND LA DOMINATION GERE LES IMMIGRES

- Non non non... **P.34**
- Pour des cendres de rétention... (Affiche) **P.36**
- L'or noir de la gestion des migrants **P.37**

DOSSIER : PARLONS DE SPECIALISATION...

- La compréhension active en lieu et place de l'irritation réactive **P.50**
- Lettre sur la Spécialisation (Massimo Passamani) **P.51**
- Qui sont les avant-gardistes ? **P.54**
- Confronter la peur... **P.56**

EXTRAITS DU VOLEUR DE GEORGES DARIEN

- Le Gout du Collier **P.29**
- On m'élève ! **P.45**
- Cheveux, barbes et postiches **P.47**

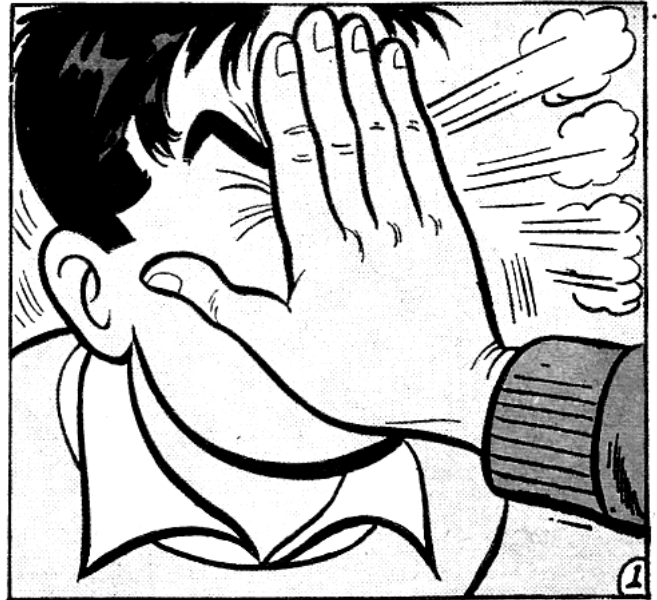
IDIOTS UTILES ?

Le débat n'en finit pas, alimenté par l'obstination de certaines néo-célébrités, convaincues ou non d'être assez importantes pour porter la « voix du mouvement ». Depuis que le Ministère de la Peur s'intéresse à la mouvance, à ses gestes, ses actes, ses textes, et maintenant à ses déclarations publiées dans divers organes de la grande presse bourgeoise, il semble qu'on tente ici et là de trouver des réponses en urgence aux accusations de « terrorisme » et de « groupes clandestins », en adoptant un rôle social opposé, emprunt d'innocentisme et de normalité. Mais aussi en essayant d'aplanir le discours, de parler à l'opinion publique, qui comme tout ce qui fait partie des catégories démocrates, n'existe que dans l'idéologie démocrate et chez ses apôtres, médias en premiers.

Disparaître dans la nature, prendre les armes et le maquis, ou alors utiliser – toujours stratégiquement bien sûr – des moyens aliénés pour réaliser nos objectifs. C'est à cette alternative que nous serions sommés de nous conformer à l'heure actuelle, sous peine de voir les invectives pleuvoir : « Ah ça veut jouer les plus-radical-que-moi-tu-meurs... », « Marre des gardiens du temple et des puristes qui donnent des leçons ! », « Tu parles de révolutionnaires de salon ! ».

Que les objectifs en question consistent à sortir des copains-ines de taule, infliger une « cuisante défaite à un juge impudent », abolir l'anti-terrorisme, desserrer l'étau juridico-policier (pour qu'il aille se resserrer ailleurs ?) ou renverser l'Etat, on ne sait plus très bien à vrai dire, puisqu'il semble que l'objectif réel se limite à utiliser tous les moyens disponibles pour accroître « notre » puissance politique. Nous n'avons guère envie de nous étendre sur un sujet dont on nous a déjà bassiné depuis des plombs, de répéter ce qu'il y a de bizarre à vouloir monter des potagers sous l'œil bienveillant d'un élu du Parti Communiste Français, ou de raconter sa vie à *Libération* ou au *Monde* dans le but de « détruire la gauche » – et plus si affinités, n'est-ce pas ? Tant qu'il y a du panache et que c'est bien écrit... l'essentiel est sauf.

A vrai dire, tout dépend de ce que l'on veut. Comme les personnes qui parlent à la presse à propos de la « mouvance anarcho-autonome » ne prétendent évidemment jamais parler au nom de cette même «



mouvance », nous ne pouvons pas non plus parler en leur nom, ni leur dire ce qu'ils devraient faire. Nous pourrions après tout laisser de côté le sieur Sébastien Schiffres dans sa croisade médiatique, si le tout est de dire que les jambisations, les attentats sur les personnes et la violence c'est fini, car les temps ont changé. Nous pourrions faire comme si deux vieux anarchistes n'avaient pas choisi d'aller se constituer « témoins de l'époque » dans un documentaire de Canal+ sur Action Directe, puis se plaindre juste après du traitement « dégueulasse » de leurs propos par le réalisateur de cette merde de documentaire policier. Il est d'ailleurs plutôt amusant pour deux vieux renards de faire semblant de tomber des nues et de s'estimer « trahis » par un jeune vautour journaliste. Catherine Khider, présidente de l'ARPP, joue le même jeu lorsqu'elle qualifie dans un communiqué de « journalistes félons » deux plumitifs connues auxquelles elle avait ouvert sa porte et offert le thé pour bavarder un peu (Isabelle Mandraud et Caroline Monnod). Nous pourrions ignorer tout cela, le fait que *Le Monde* puisse publier deux pleines pages (« *L'Archipel des autonomes* » 07.11.09) sur la mouvance en s'appuyant sur les dires très confidentiels de trois ou quatre « autonomes » soucieux de leur anonymat, soucieux également, nous n'en doutons pas, que leurs propos ne soient pas « dénaturés » par le grand journal de la presse française. Nous pourrions nous en foutre après tout. Nous pourrions laisser chacun participer à sa guise à l'anti-sarkozisme à la mode (bien plus que la révolution apparemment), contribuer au renouveau critique des médias de masse, subvertir la politique en l'intégrant, saper la représentation en y participant, alimenter les colonnes « Opinion » et « Rebonds » afin d'enrichir le débat démocratique, tant

qu'on ne va pas bouffer au Figaro, évidemment. Si on a envie de recevoir Voynet en cellule, de laisser ses avocats parader aux côtés de Vallini, Braouezec, Mamère et autres laquais de l'Etat (alors qu'il est toujours possible et souhaitable de cadrer ses avocats dans le cadre de sa défense juridique, surtout si on décide de la publiciser), voir même de dialoguer sereinement avec eux dans un débat télévisé sur la chaîne parlementaire (Benjamin Rosoux, celui de l'interview à Libé, et Mathieu Burnel, celui qui a posé en photo avec sa gamine pour *Paris-Normandie*, le 14 décembre 2009 sur LCP), qui s'en soucie en fin de compte ?



Encore une fois, le tout est de savoir où l'on va. En relisant quelques vieux textes ces temps-ci, on tombe sur ce passage croustillant :

« Malgré tout une émancipation globale ne se résume pas à la fuite de tous les dispositifs : ce serait là l'erreur de vouloir faire de l'émancipation une fin-en-soi, d'unifier les lignes de fuite en un programme politique. Les émancipations sont autant de libérations que de difficultés et de dangers. C'est parfois en repassant ponctuellement par des lignes dures que nous élaborerons nos meilleures désertions : un boulot saisonnier pour financer une caravane permanente, une petite subvention ponctuelle pour construire une zone d'autonomie collective, un passage par le dispositif RMI pendant un an pour repartir de plus belle ensuite. Les lignes dures ne sont pas à considérer de manière morale mais de manière éthique et stratégique :

- Éthique car ces dispositifs ne sont pas neutres et peuvent rapidement nous asservir

et nous façonner (d'où ma proposition de n'y faire que des passages furtifs).

- Stratégique car ces passages sur les lignes dures peuvent nous permettre de propulser nos désertions et établir nos plans d'émancipation. Argent, salariat, action politique, médiatisation, subvention, voiture, propriété privée peuvent parfois nous servir pour enclencher une évasion ou bien éviter la répression. Toute la difficulté est de ne pas se laisser rabattre sur une ligne dure lors de ces incursions. » (Extrait de la brochure *Rupture*, 2006.)

Des considérations dont on retrouve un écho très récemment, chez Eric Hazan (toujours dans *Libération*, quelle manie !) : *« Pour retourner contre l'État les armes qu'il pointait sur nous, nous avons fait appel dans nos interventions publiques au vieux fonds humaniste-démocratique de la gauche. Dans l'inquiétude où nous étions sur le sort de nos amis emprisonnés, nous avons eu spontanément recours à cet arsenal usé mais rassurant, le mieux fait pour réunir des voix, des sympathies, des signatures ».*

Nous voilà rassurés : le passage actuel sur les « lignes dures » ne sera qu'un bref squattage stratégique qui ne durera pas, et l'alliance avec les réformistes sur lesquels on crachait il n'y a pas si longtemps n'est qu'une ruse tactique.

Quoi que... Au vu des derniers exemples on voit très clairement à quel point on peut très rapidement prendre goût au spectacle, et oublier entre autres choses, aussi vieilles que le vieux monde, que les moyens déterminent toujours la fin.

On risquerait enfin d'oublier que les *idiots utiles* ne sont pas forcément les sociaux-démocrates et autres républicains avides d'arguments électoraux, mais bien ceux qui les nourrissent, naïvement ou stratégiquement. Et qui en chemin, redonnent un peu de crédibilité à cette démocratie qui nous assassine ou nous fait crever à petit feu.

Alors idiots oui, mais utiles ? Certainement pas.

Christophe Hon-te-latte.

Je suppose que la plupart des gens pensent qu'une fois en prison « il ne se passe rien ». Mais dans ce « microcosme », certains événements se produisent aussi et influent sur notre état d'esprit, notre situation et notre réalité -en soi plutôt catastrophiques-, événements qui nous touchent plus ou moins...

Je suis toujours surpris par l'inventivité criminelle de ces fils de chien... ou plutôt elle me dégoûte, car désormais peu de choses me surprennent. Après avoir découvert le travail forcé à l'allemande - ici travailler n'est pas une possibilité, mais une obligation, et quiconque refuse de s'y plier (c'est mon cas) peut être privé de mandats ou voir réduite à loisir la somme qu'il peut recevoir- voilà déjà plus de cinq ans que j'expérimente les formes plus ou moins subtiles qu'ils emploient pour réduire les individualités.

Depuis le 1er novembre, notre régime de détention a encore empiré... Le vendredi, il n'y aura plus d' « Umschluss » (Ndt. Possibilité pour certains prisonniers d'un même étage de passer chaque jour deux heures en commun), le samedi et le dimanche tout sera terminé à 16h, aller à la cuisine dépendra du maton de service, et on ne nous donnera le courrier qu'une fois par semaine... Sous couvert de « manque de personnel », ils font de plus en plus de coupes dans le peu de choses que nous avons (ouverture des



LETTRE DE GABRIEL POMBO DA SILVA DEPUIS LA PRISON D'AACHEN

cellules, appels téléphoniques etc.). Je parle de « choses », car ce qu'on appelle « droits » ailleurs (comme en Espagne) n'existent pas ici, étant donné que rien n'est fixé par une loi générale, mais que tout change selon la prison et dépend du bon vouloir, c'est-à-dire de l'arbitraire total, des matons. Ce jeu des petits avantages favorise bien entendu la collaboration avec l'administration, plutôt que la confrontation.

Que faire, donc ? Un « front commun » avec les matons pour réclamer davantage de « personnel » supposés garantir ce qui rend l'enfermement plus « supportable » -alors que la privation de liberté est déjà en soi une torture- ? Comme si leur fonction ne consistait pas à surveiller chacun de nos gestes ! Jouer au syndicaliste et réclamer plus d'exécutants directs de notre séquestration ? Un « front commun » entre prisonniers, dans l'espoir que le simple fait de partager une situation plus ou moins commune puisse créer le désir de lutter ensemble ? Mais ce n'est pas si simple.

Bien sûr, j'ai essayé de mobiliser d'autres prisonniers pour organiser une « protestation collective » contre ce nouveau tour de vis. Tous se plaignent, mais de fait personne n'ose se révolter. Tout le monde a peur de perdre le peu de misère qu'il a : son « poste de travail », sa « conditionnelle », son « séjour » à Aachen, etc, etc.

Je me sens donc plein de rage contre tous : prisonniers et matons. Mais je veux aussi inclure dans cette guerre ouverte celles et ceux qui nous dominent et nous exploitent à satiété, qui profitent et sont responsables de l'existence du système carcéral.

« Dedans comme dehors », ce n'est pas si différent. Je veux dire par là que le micro-système carcéral est un fidèle reflet du macro-système... Il y a peu, j'ai appris que l'Etat belge a signé un accord avec l'Etat hollandais pour « transférer » une partie de la population pénitentiaire d'un pays à l'autre (c'est à dire de Belgique en Hollande), avec tout ce que cela signifie pour les prisonnierEs et leurs proches... Le prisonnier comme marchandise transnationale supplémentaire... Et bien sûr le sort réservé aux prisonnierEs est aussi celui des immigrantEs et autres « travailleurs flexibles »...

Comme me font violence tant de brutalité et de despotisme ! Ce qui peut menacer le système en général, c'est l'attitude que les individus adoptent face à la barbarie...

**Depuis la prison d'Aachen,
Le 3 novembre 2009.**

Aux aspirants suicidaires...

[Tract trouvé dans les rues de Paris, fin 2009]



On parle beaucoup de suicide en ce moment, c'est que les temps sont durs... La restructuration du capitalisme, les licenciements de masse, délocalisations, hausse des prix des produits de consommation courante, services sociaux de plus en plus excluant etc.. On pourrait croire que le capitalisme chute, mais il ne fait que s'assumer encore un peu plus à travers la vague des suicides d'employés de France Telecom, Peugeot, Renault, l'augmentation des maladies du travail, de la consommation d'anti-dépresseurs et de psychotropes pour faire passer la pilule de l'exploitation. On entend même ici et là que des ouvriers se révoltent aux quatre coins du monde, que souvent, ils sont trop isolés pour mener à bien leur lutte, qu'ils sont parfois écrasés dans le sang. Si beaucoup sont têtus et ne lâchent pas l'affaire, beaucoup d'autres se résignent, et parfois, suicidaires, font le choix ultime.

Si nous vous adressons ces mots, hommes et femmes qui êtes dégoûtés de tout et que rien ni personne ne pourra plus détourner d'un destin tragique, ce n'est pas pour vous rappeler un devoir n'ayant pas lieu d'être à l'égard d'une vie qui ne vaut pas la peine d'être vécue. Nous ne manquerons pas

de respect pour votre décision, car vous et vous seul êtes aptes à connaître l'étendue exacte de la douleur et de l'angoisse qui empoisonne votre existence. Qui n'éprouve pas cette douleur, cette angoisse, qui ne les a même jamais effleurés parce que perverti par l'argent ou aveuglé par la foi, n'a aucune raison de blâmer votre détermination fatale.

Nous ne voulons donc pas vous sermonner, ni vous empêcher de réaliser votre décision ferme. Nous avons simplement l'intention de vous demander une faveur, une petite faveur pour vous qui avez décidé de quitter ce monde, mais qui nous donnerait une immense joie, à nous qui, pour le moment, avons décidé de rester. Puisque vous êtes résolu à entreprendre le Grand Voyage, pendant que vous y êtes ne pourriez-vous pas porter votre regard sur quelques uns des malheurs qui ont rendu si insupportables vos jours sur cette terre ?

Vouloir accomplir la dernière étape dans la solitude est compréhensible, c'est humain. Mais le faire accompagné est sublime, divin. Qui plus est, qu'avez-vous à craindre ? Pour une fois rien ne viendra vous importuner, vous reprocher les conséquences de votre geste. Par exemple, vous pourriez avaler votre poison seulement après l'avoir fait goûter au député qui pendant des années vous l'a donné à boire. Vous voulez ajouter un peu de plomb dans votre tête ? D'accord, mais pas avant de l'avoir tiré dans celle du directeur de banque qui vous a ruiné. Si vous voulez plutôt serrer le nœud coulant autour de votre cou, ce serait bien, avant, de vous entraîner sur le cou du patron d'industrie qui vous a licencié. Avant d'aller dans l'au-delà vous pourrez faire une surprise à l'évêque qui a excommunié votre conscience, de lui organiser une rencontre immédiate avec son Chef Suprême. Et pourquoi ne pas entraîner avec vous sous les roues le flic qui attend le train ou le métro à côté de vous ? Il perdrait finalement sa mauvaise habitude d'emprisonner la liberté d'autrui. Ne vous offensez pas, mais nous n'avons jamais compris pourquoi le Palais de Justice ou la Bourse n'excitaient pas l'imagination des désespérés que vous êtes comme semblent le faire les écoles aux États-Unis : une fusillade sur les magistrats, sur les spéculateurs financiers, serait un touchant cadeau d'adieu à vos compagnons d'infortune.

Pouvez-vous imaginer ce qui arriverait si même un cinquième des suicidés inflexibles de chaque pays associait son dernier souffle à celui d'un infâme homme de pouvoir ? Pour votre mérite - vous suicidés habituellement blâmés - on assisterait à une grande prise de conscience morale. Dans les hautes sphères, on y penserait à deux fois avant de jeter d'autres êtres humains dans le désespoir qui est le vôtre.

Peut-être trouverons-nous la force d'achever le travail que vous aurez généreusement commencé. Nous vous prions, nous vous supplions, de grâce, grands désespérés des cinq continents, ayez du cœur une dernière fois. Ne mourrez pas seuls et ignorés,

Choisissez une célébrité institutionnelle et crevez en tandem.

[Plutôt que de jeter ce tract sur la voie publique, étouffez un maton avec]

CONSIDERATIONS SUR LE NIHILISME

Nous aurions préféré ne pas ressentir la nécessité d'écrire ces lignes. Nous préfererions parler d'amour, de liberté et d'eau fraîche, quitte à laisser le négatif de côté, au moins pour un instant. Seulement voilà : un spectre hante la tension révolutionnaire, le spectre du nihilisme.

Pas le nihilisme "classique", celui incarné par Netchaiev et consorts au XIXe siècle. Peut-être pourrait-on y déceler des similitudes, voir une continuité entre l'ancienne et la nouvelle manifestation de cette attitude.

On sait que chaque époque misérable produit son lot de comportements misérables, qui la reproduisent en retour. Époques réactionnaires, époques où la perspective révolutionnaire se trouve presque totalement étouffée sous un énorme fatras idéologique, asphyxiée au milieu du désert politique. Tantôt ce désert est animé par la triste fête des masses démocratiques, joyeuses de vivre dans le meilleur des mondes possible, accourant vers les boîtes de nuit pour consommer leur aliénation dans l'alcool et la cocaïne, discutant avec entrain de choses tragiques au possible : Bayrou ou Cohn-Bendit au prochain bordel électoral, le nouveau classement du top 50, que penser du Grenelle de l'environnement, s'enfermant dans leurs téléphone portables ou leurs Ipod pour ne pas être trop en contact avec leurs semblables, se frayant un chemin parmi des tonnes de marchandises à la fois accessibles et intouchables.

C'est une multitude de mécanismes que la démocratie a su développer pour forger le citoyen dans la matière du néant : des soirées étudiantes aux journées contre... la guerre, la violence domestique, le réchauffement climatique, la faim dans le monde, les OGM et ainsi de suite, de la propagande publicitaire et télévisée, aux journaux gratuits distribués en masse pour annihiler massivement les esprits, des stages de désobéissance civique non-violente à 50 euros aux campagnes de recrutement de l'administration pénitentiaire, des magazines people aux jeux de guerre sur console où l'on peut se croire « comme à Gaza », on retrouve cette même bonhomie insouciant, cette même satisfaction, ces sourires à peine forcés, cette répugnante « fun-attitude » face au néant social dans lequel nous baignons, cette même impression affreuse de vivre une époque presque formidable, où la religion positiviste suffirait à effacer la misère ambiante.

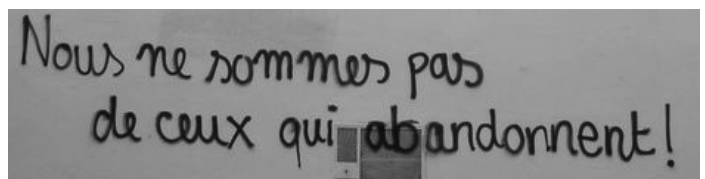
D'un côté le chômage de masse, les licenciements à la pelle, la pauvreté et la précarité généralisées, l'exploitation de plus en plus commune et puissante par l'esclavage salarié, le manque total de perspectives, le désespoir et le renoncement, la colère parfois.

De l'autre la foule de bobos et de citoyens toujours prêts à vous dire qu'au Bangladesh ça sera toujours pire qu'ici et qu'il faut savoir se contenter de ce que l'on nous donne, et continuer à

patauger joyeusement dans le marécage de la survie. Et que même si les temps sont durs, au moins ici, il y a la paix et la sécurité.

Quand les nihilistes du XIXe siècle posaient leurs bombes pour frapper dans le tas, il s'agissait de l'expression d'une pure négativité, du refus radical et global de la société, de hâter la fin des temps, la fin du monde, d'en finir définitivement avec une vie dépourvue de sens. Il y avait quelque chose à détruire. Plus précisément : tout était à détruire.

Aujourd'hui le nihilisme produit par le spectacle et l'indifférence démocratiques comporte plusieurs sens, différents types d'expression.



D'un côté on sent que le monde n'approche pas de la fin, malgré le relatif succès des diverses versions du catastrophisme ; qu'il s'agit au contraire de le faire tenir, d'accompagner les mutations permanentes du système qui le régit, de s'adapter tant bien que mal à l'époque et à sa norme, de suivre les tendances qui créent l'illusion d'un renouvellement, d'un changement illusoire. En bref repeindre de jaune fluo la grisaille de la domestication quotidienne. Ce qui est en jeu, c'est le développement durable de la domination dans tous ses aspects. Tous les moyens semblent être bons à utiliser à cette fin, et le plus triste dans l'affaire, c'est de constater que les flics ne sont plus le principal outil de cette politique, qui sait astucieusement comment marier l'adhésion à la contrainte.

Il ne s'agit pas de dire que l'économie et l'Etat n'ont plus besoin de flic pour maintenir l'ordre, mais que lorsque les notions d'exploitation et d'oppression disparaissent du langage commun, quand les gens ne parviennent plus à mettre de mots sur leur colère et leur désespoir, ni à pointer du doigt les responsables du cauchemar permanent qu'on appelle la survie, ces derniers ont toutes les raisons de croire que leur domination a de beaux jours devant elle.

« L'argent est ce qui manque, mais ce dont on manque n'est pas d'argent »

De nos jours le manque et la quête d'argent se sont constitués comme horizon indépassable, ils sont devenus la valeur qui a supplanté toutes les autres, jusqu'à les faire pratiquement disparaître.

Le désir de liberté et la bataille permanente qu'elle nécessite occupent au mieux, en ces temps moroses, l'importance que

que l'on accorde aux vieilleries et aux curiosités archaïques. Faire de la thune, brasser du pognon par tous les moyens, devenir une personnalité populaire, respectée ou crainte, grimper sur l'échelle du succès capitaliste en intériorisant ses codes. La première des règles est de bannir toute éthique, clé de l'ascension dans cette société où marcher sur la gueule des gens avec cynisme est un signe de réussite indéniable. Marquer son territoire, avoir son clan, sa petite mafia privée, revendiquer la propriété sur un quartier, voir une ville, pour gagner en renommée, en pouvoir.

Toutes ces choses ne sont pas vraiment nouvelles, elles furent un temps plus ou moins éclipsées par un autre type d'antagonisme, entre classes et plus largement social ; une guerre aux oppresseurs, pour la liberté. Après les années 70 et la poussée révolutionnaire qui agita la société capitaliste, le vent putride de la réaction est passé, emportant avec lui nombres d'amants effrénés de la révolte sans concession, vaincus par le renoncement ou la répression brutale.

On peut dire que c'est sur ce reflux que la période actuelle s'est ouverte, durant laquelle le capitalisme a pu mener sa restructuration à l'envie, balayant les trop rares oppositions conséquentes, broyant des millions d'individus sous son avancée arrogante, charriant son lot de désespoir et de misère humaine. Périodes que l'on a, et que l'on appelle toujours "crises", comme pour parler des situations exceptionnelles ; c'est oublier que l'économie est en perpétuelle mutation, et que si crise il y a, ce n'est pas la crise de l'économie mais la crise de ceux et celles qu'elle domestique et qu'elle souhaite réduire à l'état d'esclaves.

Le capitalisme en plein développement du XIXe siècle passait déjà la viande humaine dans son hachoir industriel. Et déjà à l'époque le nihilisme fut une des réactions face à cette infamie. Car la cruauté répond souvent à la terreur, la haine froide et le mépris total engendrent toujours plus d'inhumanité.

Lorsque le désastre se présente tous les jours sous nos yeux, et que l'on constate que nombreux sont ceux qui paraissent s'en accommoder, la colère s'accumule, forme une boule de lave intérieure qui explose, tantôt à bon escient, tantôt au hasard en criant qu'il n'y a pas d'innocent dans ce bordel sans nom.

Alors cette colère aveugle frappe dans le tas sur son passage, ajoutant ses coups aux divisions déjà créées par les religions, les nationalismes, le sexisme et tous les types de mafias. Alors la révolte, la bonne vieille guerre contre

l'autorité cède la place au nihilisme, facette de plus du chaos et la guerre civile, dans laquelle s'éloigne toujours plus l'horizon de la liberté, terreau sur lequel l'Etat et le système qu'il protège l'emportent invariablement.

Parfois cette limite entre rage et désespoir est très fine, fragile. L'abîme du nihilisme guette chaque révolté sincère qui ne ferait plus fonctionner ses méninges et cesserait d'écouter son cœur, étoufferait ses rêves d'entraide et de solidarité, en se disant que tout cela est vain, puisque personne n'en a plus rien à foutre, du moins en apparence. Une frontière très étroite donc, mais qui marque une réelle différence de perspective, entre une énième version eschatologique fantasmant la fin du monde, et la volonté anarchiste d'anéantir toutes les oppressions pour laisser vivre tout le reste, c'est à dire à peu près tout ce qui vaut la joie d'être vécu.

Aussi du nihilisme à la révolte se trouve la même rupture qu'entre guerre civile et guerre sociale, la même différence qu'entre l'oppression de tous par tous et la lutte révolutionnaire contre toute autorité.

Du nihilisme à la révolte, il y a un passage qui contient tous les autres : la rupture avec cette société aliénée et malade, pour la libération totale des relations humaines.

Devant cette alternative, notre choix ne souffre d'aucun doute.

La soif de mort que provoque la domination démocratique, par les guerres entre Etats, les guerres civiles, les guerres entre pauvres, les suicides par milliers, ne fait qu'accroître notre dégoût.

Et lorsque nous voyons la tentation de la guerre civile pointer le bout de son nez jusque chez les révolutionnaires pour les entrainer dans les sables mouvants du nihilisme, nous pensons qu'il y a là un danger très sérieux, contre lequel il ne faut pas ménager la critique. Que des slogans apparus récemment comme "Against nothing, for nothing" traduisent un glissement bien réel, et annoncent de sombres présages.

***Là où l'on ne se bat pour rien, et contre rien,
rien n'a plus de sens, il n'y a rien à faire.***

Nous pouvons ne rien faire.

***Nous pouvons aussi décider
de réarmer notre révolte,***

et repartir à l'assaut du paradis.



METTRE SA VIE EN JEU

Depuis la nuit des temps, les humains ont toujours eut un goût prononcé pour le risque et l'aventure, pour des formes de jeu périlleuses comme les duels ou la chasse. Les jeux qui mettent la vie du joueur en danger datent autant des temps passés qu'ils perdurent aujourd'hui. Mais pour éviter d'aller trop loin en arrière dans l'histoire, il suffit de penser à la roulette russe, dont chacun se rappelle des pages d'un grand roman russe, ou de scènes



Les pensées, les émotions et les actions des individus sont immergées dans une situation sans aucune catégorie pré-existante dans laquelle les ranger. C'est ce désordre qui empêche tout sens de la sécurité. Cela mène les strates les plus jeunes, celles non encore capables de faire face à une telle situation ou qui ne sont pas encore en possession d'intérêts et d'idées bien enracinés, à se sentir « privées de valeurs »

et incapables de « donner un sens à la vie ». Dans les Années cinquante, un film sur la violence dans l'Amérique rurale a dépeint un jeu appelé « le saut de lapin », une course entre jeunes, chacun au volant d'une voiture et fonçant vers le bord d'une falaise. Celui qui sautait de la voiture en dernier était le gagnant. Ces derniers mois, des médias rapportaient la tenue de « roulettes d'autoroute », qui consistent à conduire le long d'une d'autoroute en sens inverse ; celui qui ira le plus loin sera le gagnant. Un autre jeu à la mode chez les jeunes garçons israéliens, et ce dès dix ans, consiste à placer un sac d'écolier au milieu de la route et de s'en saisir dès qu'une voiture approche. Celui qui récupère son sac en dernier gagne. Selon les médias, un certain nombre d'enfants sont morts en jouant à ce jeu.

Alors, pourquoi mettre sa vie en jeu ?

La réponse pourrait simplement être que ces comportements trouvent leurs raisons dans « la crise des valeurs » d'une société post-industrielle avancée qui n'a aucun avenir à offrir aux jeunes. Un autre film américain montrant la guerre des gangs à Los Angeles se terminait sur une scène où le jeune protagoniste, plutôt que de se laisser arrêter, tuait un flic en criant « Il n'y a aucun avenir ! » Cela pourrait bien être une remarque pertinente. Les expériences quotidiennes qui forment la personnalité ont été sérieusement affectées par les changements profonds qui ont eu lieu ces dernières années dans les structures économiques et sociales des pays à industrialisation avancée.

et incapables de « donner un sens à la vie ».

Pourquoi est-ce une réponse trop simple ? D'abord, parce qu'il ne me semble pas juste de toujours tout reléguer à un mécanisme social sous-jacent qui expliquerait tout. Derrière cette attitude se cache une sorte de néo-déterminisme qui nous empêcherait de saisir les motivations réelles à la racine des choses qui, si révélées au grand jour, pourraient nous donner une meilleure indication de ce qu'il faut faire.

La désintégration sociale résultant de la restructuration économique des années quatre-vingt est certainement l'une des raisons de l'ébrèchement des valeurs qui est apparu dans la période de l'après-guerre et qui resta plus ou moins intacte jusqu'à la fin des années soixante-dix. Une institution comme la famille, qui s'avère être de moins en moins solide ou capable de résoudre la tâche importante qui lui est assignée par la société capitaliste du siècle dernier, est frappée non seulement par les conditions changeantes du monde du travail et de la production, mais aussi par la circulation d'idées différentes, de la culture, des concepts de temps et d'espace, et ainsi de suite. Chacun de ces éléments, qu'il serait trop simpliste de regrouper ensemble sous le terme « économie », a produit des conditions qui doivent être examinées séparément. Elles sont très importantes et composent le tissu connectif sur lequel les émotions sont greffées aux pensées et aux actions de tant de ces jeunes qui se trouvent face-à-face dans les stades de football

d'aujourd'hui et qui jouent avec leurs vies de mille façons différentes, se retrouvant notamment sur la base d'un non-avenir et d'un manque commun de perspectives.

Ici nous ne regardons pas simplement le phénomène marginal de l'intégration tardive des jeunes dans les conditions imposées par la vie sociale. Cela a toujours existé. Ce que nous pouvons voir à présent est un phénomène d'une consistance et d'une extension inconnue de par le passé. Et si nous voulons le comprendre nous devons aussi regarder nos propres modèles de pensée. Nous avons pensé, et correctement, que les conditions de travail importaient dans la compréhension des raisons pour lesquelles le prolétariat s'était engagé dans la lutte des classes, y compris de perspective révolutionnaire. Mais des conditions objectives changent. Nous avons l'habitude de penser que les luttes de la classe ouvrière pouvaient à tout moment se transformer en conscience révolutionnaire, précisément en raison des défauts du système de production dans son entièreté. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus penser de façon si automatique.

Nous disions souvent qu'une des choses qui mettrait un frein à la lutte des classes était l'intégration éducative des jeunes par la famille, la première pierre de l'uniformité de jugement qui était complétée à l'école, dans l'armée et au travail. Beaucoup de ces choses ont maintenant changées. Divers concepts ont intégré la famille depuis sa désintégration, la menant à respirer un air nouveau de paternalisme. Les ménages sont directement pénétrés par le biais de la télévision et le filtre parental de censure ne fonctionne plus. Ces derniers ont aussi perdu un peu de l'autorité qui autrefois ne venait que de la simple force physique, au fil d'un contrôle étatique plus strict concernant les violences faites aux mineurs dans le cadre familial. La vieille affection, ce truc de peintures à l'huile du XVII^e siècle, sur laquelle on a supposé que résidait l'essence de la famille - une fantaisie d'écrivains et de poètes - n'est plus capable de dissimuler le manque réel de sentiments qui existe dans cette institution. Et nous, les anarchistes, étions parmi les premiers à avancer une critique sérieuse de la famille comme étant l'origine de beaucoup des horreurs de la société de classes.

Il en va de même pour l'école, où, avec une clarté de longue vue, nous avons vu ses limitations et ses défauts dès le XIX^e siècle, proposant des formes libertaires d'éducation qui sont désormais reprises et

récupérées par les intellectuels du régime. Je ne sais pas si nous sommes capables de comprendre ce qui se passe vraiment à l'école aujourd'hui, mais il ne me semble pas qu'il s'agisse là d'un secteur dans lequel nous serions en retard vis-à-vis des autres. Cependant, le niveau de l'analyse anarchiste aujourd'hui, ne semble pas capable de comprendre les changements rapides qui ont lieu dans la société et l'économie. Cela est démontré par ce qui est dit du problème de la production, et, avec une constance digne des plus grandes choses, l'insistance sur la validité du syndicalisme plus ou moins révolutionnaire.

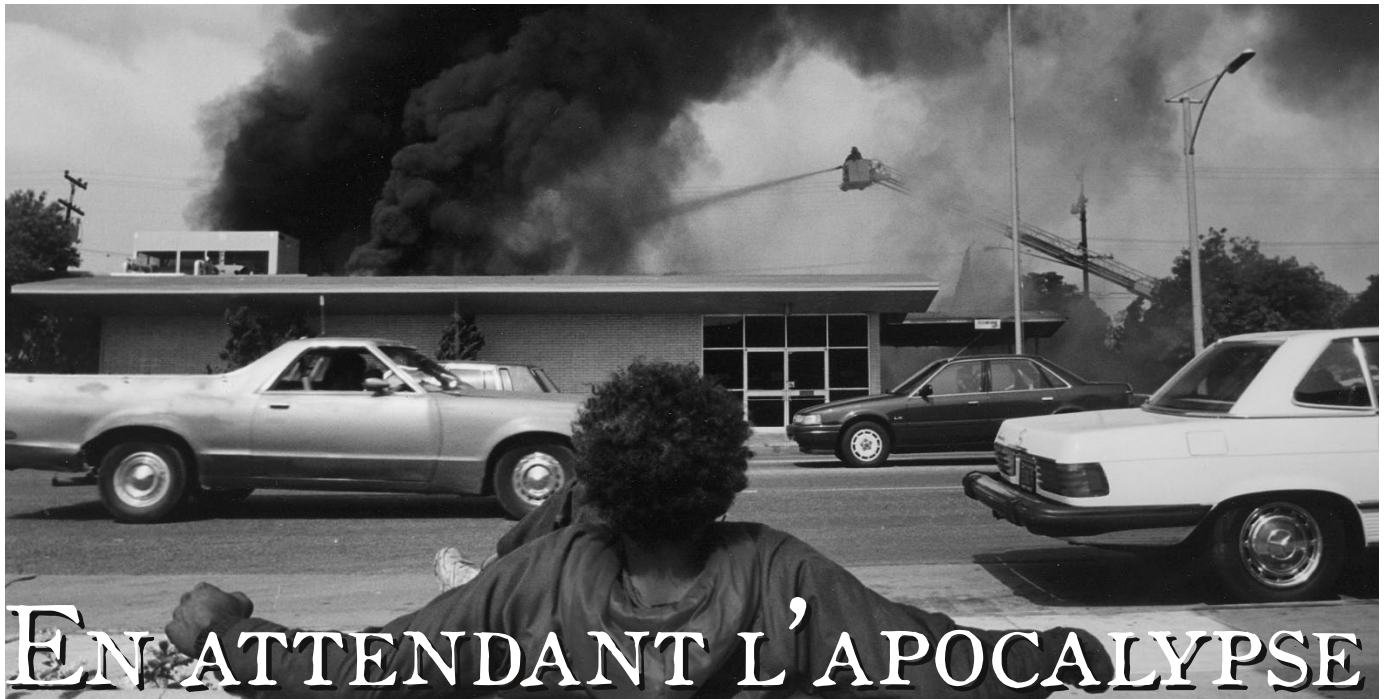
À mon avis, de nouveaux problèmes se présentent sur la scène sociale auxquels nous ne pouvons pas nous confronter en utilisant de vieilles analyses, bien qu'elles puissent avoir été correctes en d'autres temps. En un sens, nous n'avons pas été capables d'amener nos propres formulations à leurs conclusions logiques. L'exemple de la famille est significatif. Nous étions parmi les premiers à dénoncer les fonctions répressives de cette institution, mais ne sommes nulle part parmi les premiers aujourd'hui, à en avoir tiré les conclusions appropriées.

La perte générale des valeurs traditionnelles ne nous voit pas capable de proposer autre chose (je ne dis pas de remplacer), pas même de critiquer les propositions des autres. Face aux nombreux jeunes qui demandent une bonne raison de ne pas mettre leurs vies en jeu, nous ne savons que dire. D'autres ont donné ce que nous savons ne pas être de réelles réponses, mais cela n'empêche pas des jeunes de les accepter de façon acritique, les réduisant à des instruments passifs entre les mains du pouvoir en éteignant leur agressivité libératrice. D'autres leur disent que la vie a une valeur en soi, parce que Dieu nous l'a donné ou bien parce qu'elle sert la révolution, la survie de l'espèce, et ainsi de suite. Nous savons que, prises individuellement, ces propositions ne sont pas justes, mais nous devrions savoir que proposer comme alternative valable aux jeux de risque pour le risque.

Alfredo M. Bonanno.

**[Come Giocarsi la vita e perche,
 extrait de *Provocazione* N°21, Juin 1990.
 Traduit et publié en français dans le recueil
Dissonances, Ravage Editions, janvier 2010]**





« Si la question n'est pas "comment **faire** la révolution ?", elle devient "comment **éviter** ?". »

Nous ne pouvons guère douter du fait que nous vivons dans une époque terrifiante, une époque dans laquelle il est plus facile (pour ceux qui le peuvent) de garder la tête enfouie sous la terre et continuer à vivre comme si de rien n'était. La dégradation de l'environnement, la désintégration sociale, l'accroissement de l'appauvrissement dans tous les domaines de la vie – Tout le panel de conséquences d'un ordre social qui se trouve être monstrueusement déséquilibré – peuvent aisément mener ceux qui y songent à croire qu'il se profile une fin à l'horizon. Il n'est pas du tout surprenant, de ce fait, que des perspectives apocalyptiques se soient élevées de tous cotés et qu'on ne les retrouve plus seulement chez les fanatiques religieux. L'une des versions de cette idéologie apocalyptique est celle qui prévoit un effondrement du système et de la civilisation dans les quelques décennies à venir, provoqué par des crises écologiques, sociales et/ou économiques. C'est cette forme particulière de pensée apocalyptique que j'aimerais aborder ici, car c'est sous cette forme qu'on la rencontre le plus souvent dans les cercles anarchistes.

Ceux qui s'attachent à une vision apocalyptique considèrent la fin annoncée avec autant de crainte que d'espoir, et cela est également valable en ce qui concerne l'idéologie de l'effondrement. Une partie des anarcho-primitivistes qui adhèrent à cette croyance voient cet effondrement comme une

grande opportunité pour réinventer des modes de vie libérés des institutions propres à ce système. Certains semblent même s'extasier à l'avance des souffrances et des morts qui accompagneront inévitablement un tel effondrement, oubliant apparemment que ces souffrances et ces morts frapperont sans distinction dans le domestique comme dans le sauvage, les dirigeants autant que les dirigés, les civilisés autant que les « primitifs ». Qui plus est, ils semblent ignorer le fait que ceux qui ont toujours contrôlé le pouvoir et les ressources jusqu'à nos jours, continueront certainement d'agir comme ils l'ont toujours fait alors même que le monde s'effondrerait autour d'eux, usant très probablement des mêmes techniques que celles des seigneurs de guerre de Somalie ou d'Afghanistan, mais à une échelle bien plus grande et avec des armes bien plus destructrices encore.

Certains environmentalistes radicaux semblent avoir une conception un peu plus réaliste de ce que signifierait une telle situation. Reconnaisant qu'un effondrement du système serait certainement provoqué dans une large mesure par une crise écologique majeure qui impliquerait une dévastation à grande échelle des sources de la vie sur terre. Cependant, cette vision apocalyptique tend à les pousser au désespoir, et donc à commettre des actes désespérés. La volonté de préserver toutes les formes de vie terrestres alors que la civilisation décroît devient leur motivation première. Elles doivent être préservées peu

importe le prix – même si il s’agit de celui de nos principes, même si il s’agit de celui de nos rêves...

Mais le problème avec la pensée apocalyptique, c’est qu’il s’agit toujours d’une profession de foi. Elle suppose que la fin imminente est inévitable et se fonde systématiquement sur cette supposition pour prendre ses décisions. Lorsqu’on se livre à des prédictions du futur, ce qui motive l’action repose plus souvent sur une opposition entre ce monde et une idéologie que sur une opposition entre la réalité concrète à laquelle nous sommes confrontés et le désir de chacun de vivre sa vie comme il l’entend. Bien entendu, une telle base comprend un avantage, elle rend les prises de décisions portant sur la façon la plus facile d’entrer en conflit, parce que cette restriction idéologique des possibilités prend déjà la décision à notre place, tout simplement. Mais voyons cela plus en détail.

Remettre sa foi en un futur inévitable permet vraiment plus facilement de s’accommoder du présent. Si la croyance de Marx en l’inéluctabilité du communisme le poussa à justifier l’industrialisation et l’exploitation capitaliste comme des étapes nécessaires à son avènement, l’idéologie de l’effondrement inévitable finit forcément par justifier d’une part, une praxis défensive en réponse aux dévastations causées par l’ordre dirigeant, et d’autre part, l’évasion de cette réalité qui nous fait face concrètement.

La praxis défensive qui émane de ces perspectives naît de la prévisualisation d’une trajectoire industrielle qui, si elle est laissée sans contrôle, mènera probablement à son effondrement et à un tel désastre environnemental qu’il deviendra une menace pour la vie elle-même. Pour donner corps à ce type d’action il faut protéger les quelques espaces sauvages et les populations non-civilisées qui « existent » à l’heure actuelle, et limiter les dommages que le système technologique et l’industrialisation pourraient causer afin de limiter l’impact produit par cet effondrement. Une telle logique de défense tend à légitimer une pratique réformiste qui implique de recourir à la justice, à la négociation avec les maîtres de ce monde, aux propositions législatives et à accepter d’être représenté dans les médias afin d’en appeler aux « masses ». Cette tendance peut être vue à la fois dans le mouvement environnementaliste radical et

les mouvements indigénistes^[1]. Bien-sûr, la nature défensive de la lutte des populations indigènes est assez compréhensible, dès lors que l’on considère qu’elles sont confrontées à une fin imminente. Quoi qu’il en soit, la tendance qui vise à pousser la lutte défensive vers le réformisme se manifeste clairement ici, étant donné que les luttes indigénistes se limitent le plus souvent à des luttes pour des droits, pour une reconnaissance officielle ou pour un accès à la propriété (dans le sens où elles revendiquent la possession d’un territoire donné), et ainsi de suite. Pour ceux qui déclarent vouloir une rupture révolutionnaire avec l’existant, l’absence de critiques à l’égard de ces luttes est en soi un compromis, une acceptation de ce qui semble devenir aujourd’hui la version la plus tendance du tiers-mondisme.

La tendance eschatologique^[2] voit dans l’effondrement prévu une libération du système. Étant donné que cet effondrement est supposé être inévitable, il n’est pas besoin de perpétuer des actions spécifiques contre les institutions de la domination et de l’exploitation qui forment cette civilisation, il n’est pas besoin de s’efforcer de rompre avec l’existant par l’insurrection et la révolution. Au lieu de cela, certains vont simplement se disséminer dans la nature et donner de leurs personnes afin d’acquérir des compétences « primitives » qui sauront les prémunir contre l’effondrement attendu en laissant les choses se résoudre d’elles-mêmes. Évidemment, j’admire ceux qui acquièrent toutes sortes de compétences pratiques qui permettent d’accroître leur autonomie et leur capacité à s’épanouir. Le problème que pose cette perspective ne réside pas dans le choix d’acquérir ces compétences, mais dans l’abandon des pratiques qui visent à la destruction révolutionnaire de l’existant. L’origine de ce problème réside dans cette foi en l’effondrement inévitable.

Comme je l’ai déjà dit : l’apocalypse est une question de foi, pas de faits concrets ; l’auto-effondrement du système est avant tout une prédiction, une possibilité parmi tant d’autres, nous sommes très loin d’une quelconque certitude. Nous sommes aujourd’hui confrontés à une suite de désastres continus qui appauvrissent et dévastent la planète, ainsi que nos vies. Accepter que cet effondrement soit inévitable est une





échappatoire facile. Elle nous permet de nous détacher de la réalité présente, de nous extirper des conflits auxquels nous contraignent notre existence ici et maintenant. Si l'on perçoit le système comme un ennemi, comme la source de tous nos problèmes, en acceptant son effondrement inévitable dans un futur proche, on se dégage alors de la responsabilité de son attaque et de la tentative de créer une rupture révolutionnaire qui permettrait sa destruction tout en ouvrant de nouvelles perspectives de vie – Une responsabilité qui nécessiterait d'aiguiser notre sens critique afin de savoir quand, où, comment et pourquoi passer à l'attaque.

La croyance en un effondrement inévitable permet non seulement de légitimer le recours à un réformisme défensif et à une évasion qui n'envisagerait que la survie, mais aussi de considérer ces pratiques comme allant de soi. Mais

puisque cette théorie de l'effondrement n'est pas une théorie fondée, mais seulement une prédiction^[3], nous devons nous demander si nous voulons fonder nos pratiques sur ce rien, si nous souhaitons réellement parier nos vies là-dessus.

Si nous reconnaissons l'histoire comme étant le produit de l'activité humaine plutôt qu'un moyen de justifier le présent par le passé ou le futur, alors il devient clair que toute rupture avec l'existant et tout nouveau commencement se transforme de l'éphémère au permanent. Ainsi notre lutte prend forme, et il s'agit d'une lutte contre l'existant. En fait, il s'agit d'un jeu dans lequel nous mettons nos vies en lice, en pariant sur nous-mêmes à chaque coup, et c'est l'essence de la responsabilité révolutionnaire – Prendre nos responsabilités au nom de nos vies ici et maintenant en nous plaçant ouvertement en conflit avec cette société. Dans cette perspective, la probabilité qu'un effondrement économique, social ou écologique ait lieu fait partie du jeu, elle fait déjà partie de ce que nous sommes prêts à risquer lorsque nous nous y opposons. Mais étant donné que ce sont nos propres vies que nous risquons, la façon que nous avons d'affronter la vie – nos désirs, nos passions, nos principes, notre éthique individuelle, tout ce qui fait de nous des individus uniques – ne peut pas simplement être mise de côté afin de « sauver le monde » d'un effondrement prédit (et nous ne pouvons pas non plus simplement nous en cacher). Ce sur quoi nous misons est précisément notre capacité à renverser cet ordre social qui s'achemine peut-être lui-même vers son effondrement en vivant et en le combattant en nos propres termes, et en refusant la compromission. Dès que nous nous tournons vers la pétition, la négociation, l'action pénale, la législation ou la médiation (en acceptant par exemple d'être représentés dans les médias), nous sommes déjà en train de perdre le pari, parce que nous avons cessé d'agir en nos propres termes et avons autorisé une valeur « supérieure », une valorisation morale de l'humanité, de la vie ou de la terre, à s'accaparer nos vies, notre propre humanité qui réside précisément dans notre individualité. C'est précisément ce moralisme, instigué par une idéologie du désespoir, qui nous entraîne vers le sacrifice, le nôtre, celui de nos rêves et de nos principes, faisant de nous, révolutionnaires et insurgés, des réformistes, des électeurs, des pétitionnaires, des juristes... de pathétiques mendiants.

Lorsque j'utilise le terme de « responsabilité révolutionnaire », je veux parler précisément de cette volonté de se placer sur la ligne, de parier sa vie, de la mettre en jeu sur la possibilité d'une rupture révolutionnaire que nous souhaitons créer. Cette perspective se tient absolument en opposition avec toute forme de foi apocalyptique incluant l'idéologie de l'effondrement. Cela signifie que notre pratique de la révolte découle de nos propres rêves du monde que nous désirons et de notre propre compréhension du barrage que constitue le monde actuel. Une compréhension que nous aiguïsons par l'analyse et la critique afin de mieux attaquer ce monde. Parce que si nous allons dans ce sens, à partir de nos rêves et nos désirs les plus révolutionnaires, nous irons dans le sens de la croyance en la nécessité de tendre nos main et d'attraper toutes les armes que nous pourrons faire nôtres et d'aller attaquer ce système basé sur la domination et l'exploitation. Parce que rien ne garanti que ce monstre s'effondrera de lui-même. Parce que même s'il s'effondre de lui-même, en définitive, nous vivrons pendant ce temps dans la médiocrité et la misère. Parce qu'en apprenant seulement à créer activement nos propres vies pour nous-mêmes, en développant des façons de vivre qui soient absolument différentes de celles auxquelles nous avons été confrontés jusqu'à maintenant – quelque chose qui ne peut s'apprendre que par la révolte – nous pourrons garantir que la fin de cette civilisation ne

mènera pas à de bien pires horreurs. Parce que cela signifie prendre ses responsabilités pour sa propre vie ici et maintenant, voila ce que signifie la responsabilité révolutionnaire.

[Extrait de *Willful Disobedience* Vol. 4. Notes de l'auteur sauf n°2 du traducteur.]

Notes :

[1] Indigénistes dans le sens ou je parle à la fois de la lutte des indigènes et de la lutte des non-indigènes radicaux qui les soutiennent.

[2] L'eschatologie (du grec ! *σχάτος* / *eschatos*, « dernier », et *logos*, « parole », « étude ») est le discours sur la fin des temps. Il relève de la théologie et de la philosophie en lien avec les derniers temps, les derniers événements de l'histoire du monde ou l'ultime destinée du genre humain, couramment appelée la « fin du monde ». Dans de nombreuses religions, celle-ci est un événement futur prophétisé dans les textes sacrés ou le folklore. Plus largement, l'eschatologie peut embrasser des concepts qui sont liés tels que celui de Messie ou des temps messianiques, l'après-vie et l'âme.

[3] Ce qui équivaut à ne rien dire, ou du moins rien de plus qu'une idée perdue dans une tête.

Résignés, regardez, je crache sur vos idoles, je crache sur Dieu, je crache sur la patrie, je crache sur le Christ, je crache sur les drapeaux, je crache sur le capital et sur le veau d'or, je crache sur les religions : ce sont des hochets, je m'en moque, je m'en ris... Ils ne sont rien que par vous, quittez-les et ils se brisent en miettes. Vous etes donc une force, ô résignés, de ces forces qui s'ignorent mais qui n'en sont pas moins des forces, et je ne peux pas cracher sur vous, je ne peux que vous haïr...ou vous aimer. Par-dessus tous mes désirs, j'ai celui de vous voir secouer votre résignation dans un réveil terrible de vie.

Il n'y a pas de paradis futur,
il n'y a pas d'avenir,
il n'y a que le présent.

Vivons-nous ! Vivons !
La résignation, c'est la mort.
La révolte, c'est la vie.

Albert Libertad, Aux résignés, dans L'anarchie, 13 avril 1905

[Affiche trouvée sur les murs de Paris, fin 2009]



LA PEUR DU CONFLIT

« *Vraiment, ce n'est pas un problème lorsque vous vous raidissez contre moi et affirmez vos distinctions et particularités : vous ne devez pas abandonner ou renoncer à vous-même* »

Max Stirner.

Chaque fois que plusieurs anarchistes se réunissent, il y a des débats, des querelles. Ce n'est pas une surprise, puisque le mot « anarchiste » est utilisé pour décrire un large éventail d'idées et de pratiques souvent contradictoires. Le seul dénominateur commun est le désir de se débarrasser de l'autorité, et les anarchistes ne sont même pas toujours d'accord sur ce qu'est l'autorité, sans parler de la question des méthodes appropriées pour l'éliminer. Ces questions en appellent encore beaucoup d'autres, les polémiques sont donc inévitables.

Les polémiques ne me dérangent pas. Ce qui me dérange est la focalisation à toujours essayer de parvenir à un accord. Il est assumé que « parce que nous sommes tous des anarchistes », nous devons tous vraiment vouloir la même chose ; nos conflits apparents doivent simplement être des malentendus que nous pouvons dissiper, en trouvant un terrain commun. Quand quelqu'un refuse de parler des choses et insiste à maintenir ses différences, on le taxe de dogmatisme. Cette insistance à découvrir un terrain d'entente est l'une des sources les plus significatives du dialogue infini qui prend si fréquemment lieu et place de la lutte pour créer nos vies en nos propres termes. Cette tentative de trouver un terrain d'entente implique le dénigrement de conflits pourtant très réels.

Une stratégie fréquemment utilisée pour dénigrer le conflit est de prétendre qu'un débat est simplement un désaccord sur des mots et leurs significations. Comme si les mots que l'on utilise et la façon dont on les utilise n'ont aucun rapport avec nos idées, rêves et désirs. Je suis convaincu qu'il y a très peu de débats simplement basés sur des mots et leurs significations. Ceux-ci peuvent être facilement résolus si les individus impliqués



expliquaient clairement et précisément ce qu'ils voulaient dire. Quand les individus ne peuvent pas en venir à un accord sur les mots à utiliser et comment les utiliser, cela indique que leurs rêves, désirs et leurs façons de penser sont si différents que même dans une langue simplifiée, ils ne peuvent pas trouver un langage commun. La tentative de réduire un abîme si immense à la simple sémantique est une tentative de nier un conflit très réel et la singularité des individus impliqués.

Le dénigrement du conflit et de la singularité des individus peut refléter un fétichisme de l'unité qui provient du gauchisme résiduel ou du collectivisme. L'unité a toujours été fortement estimée par la gauche. Vu que la plupart des anarchistes, malgré les tentatives de se séparer de la gauche, sont simplement des gauchistes anti-étatiques, ils sont convaincus que seul un front uni peut détruire cette société qui nous force perpétuellement à des unités non choisies et que nous devons, donc, surmonter nos différences et nous rejoindre pour soutenir la « cause commune ». Mais lorsque nous nous donnons à cette « cause commune », nous sommes forcés d'accepter le

plus petit dénominateur commun de compréhension. L'unité créée de cette façon est une fausse unité qui prospère seulement par la suppression des désirs et des passions uniques des individus impliqués, les transformant en une masse. Une telle unité n'est en rien différente de la formation de la main-d'œuvre qui permet le fonctionnement de l'usine, ou de l'unité du consensus social qui garde les autorités au pouvoir et les gens en ligne. L'unité de masse, parce qu'elle est basée sur la réduction de l'individu à une unité dans une généralité, ne peut jamais être une base pour la destruction de l'autorité, mais seulement pour son assistance, dans une forme ou dans une autre. Puisque nous voulons détruire l'autorité, nous devons commencer sur des bases différentes.

Pour moi, cette base est ma vie - ma vie avec toutes ses passions et ses rêves, ses désirs, ses projets et ses rencontres. De cette base, je ne fais « cause commune » avec personne, mais je peux fréquemment rencontrer des individus avec qui j'ai une affinité. Il se peut que vos désirs et passions, vos rêves et projets coïncident avec les miens. Accompagné d'une insistance à les réaliser en opposition avec toute forme d'autorité, une telle affinité peut être une base pour une unité véritable entre des individus singuliers et insurgés, qui ne durera que tant que ces désirs individuels perdureront.

Certainement, le désir de destruction de l'autorité et de la société peut nous pousser à lutter pour une unité insurrectionnelle à grande échelle, mais jamais comme un mouvement de masse ; au lieu de cela elle devrait être la coïncidence des affinités entre des individus qui souhaitent créer leurs propres vies en leurs propres termes. Ce type d'insurrection ne peut pas émerger de la réduction de nos idées à un plus petit dénominateur commun avec lequel chacun peut se mettre artificiellement d'accord, mais seulement par la reconnaissance de la singularité de chaque individu. Mais cela doit-être une reconnaissance qui embrasse les conflits réels qui existent entre les individus, aussi féroces soient-ils, comme des particules de l'étonnante richesse des interactions que le monde peut nous offrir une fois débarrassé du système social qui nous a volé nos vies.

**[Extrait traduit de l'anglais de
Willful Disobedience, Vol. 1.]**

LE GOUT DU COLLIER

— Je ne sais pas si tu t'en es aperçu, continue Roger ; mais les toiles des grands maîtres qui illuminent les murs des musées, les poèmes de pierre ou de marbre qui resplendissent sous leurs voûtes, sont des appels à l'indépendance. Ce sont des cris vibrants vers la vie belle et libre, des cris pleins de haine et de dégoût pour les moralités esclavagistes et les légalités meurtrières.

— Non, dis-je, je ne m'en étais pas aperçu complètement ; mais j'en avais le sentiment vague. Je le vois maintenant : c'est vrai. Rien de plus anti-social — dans le sens actuel — qu'une belle œuvre. Et le chef-d'œuvre est individuel, aussi, dans son expression ; il existe par lui-même et, tout en existant pour tous, il sait n'exister que pour un ; ce qu'il a à faire, il le dit dans la langue de celui qui l'écoute, de celui qui sait l'écouter. Il est une protestation véhémement et superbe de la Liberté et de la Beauté contre la laideur et la Servitude ; et l'homme, quelles que soient la hideur qui le défigure et la servitude qui pèse sur lui, peut entendre, s'il le veut, comme il faut qu'il l'entende, cette voix qui chante la grandeur de l'Individu et la haute majesté de la Nature ; cette voix fière qui étouffe les bégaiements honteux des bandes de pleutres qui font les lois et des troupeaux de couards qui leur obéissent. Voilà pourquoi, sans doute, les gouvernements nés du capital et du monopole font tout ce qu'ils peuvent pour écraser l'Art qui les terrorise, et ont une réelle haine du chef-d'œuvre.

— Peut-être ; moi, je te dis ce que j'ai éprouvé ; mais je n'ai pas été seul à le ressentir. Je le sais. J'ai vu les figures des serfs de l'argent, les soirs des dimanches pluvieux, lorsqu'ils sortent des musées qu'ils ont été visiter ; j'ai vu leurs fronts fouettés par l'aile du rêve, leurs yeux captivés encore par un mirage qui s'évanouit. Leur esprit n'est point écrasé sous la puissance des œuvres qu'ils ne peuvent analyser et qu'ils ne comprennent même pas ; mais ils ont eu la vision fugitive de choses belles qui ont existé et qui existent ; ils ont eu la sensation éphémère de la possibilité d'une vie libre et splendide qui pourrait être la leur et qu'ils n'auront jamais, jamais, qu'ils savent qu'ils ne peuvent pas avoir, et qu'il leur est interdit de rêver. Car ils sont les damnés qui doivent croire, dans les tourments de leur géhenne, à l'impossibilité des paradis ; qui doivent prendre — sous peine d'affranchissement immédiat — la vérité

pour l'erreur et les réalités pour les chimères... Ah ! la tristesse de leurs figures, au bas de l'escalier du Louvre !..

— Un philosophe allemand l'a dit : «Le besoin de servitude est beaucoup plus grand chez l'homme que le besoin de liberté : les forçats élisent des chefs.»

— Il y a des exceptions. Moi, j'en suis une. J'ai l'horreur de l'esclavage et la passion de l'indépendance ; les années que j'avais passées à bord des navires de l'État ne m'avaient pas donné, comme à tant d'autres, l'habitude et le goût du collier ; au contraire. Je sentais qu'il me fallait prendre une résolution énergique et, puisque je ne voulais suivre aucune de ces routes qui mènent du bagne capitaliste à l'hôpital, m'engager résolument dans les chemins de traverse, au mépris des écriteaux qui déclarent que la chasse est réservée, et sans crainte des pièges à loups... Un jour, au Louvre, j'ai volé un tableau. Cela s'est fait le plus simplement du monde. L'après-midi était chaude ; les visiteurs étaient rares ; les gardiens prenaient l'air auprès des fenêtres ouvertes. J'ai décroché une toile de Lorenzo di Credi, une Vierge qui me plaisait beaucoup ; je l'ai cachée sous un pardessus que j'avais jeté sur mon bras et je suis sorti sans éveiller l'attention. Tu t'étonneras peut-être...

— Mais non ; je sais avec quelle rapidité les œuvres d'art disparaissent mystérieusement des musées français ; je suis porté à croire qu'avant peu il ne restera plus au Louvre que les faux Rubens qui le déshonorent et les Guidi Reni qui l'encombrent ; et que l'administration des Beaux-Arts prendra alors le parti raisonnable de placer la Source d'Ingres où elle devrait être, au milieu du Sahara.

[Extrait du roman de Georges Darien, *Le Voleur*, chap. VI, paru en 1896.]

LES RACINES BOURGEOISES DE L'ANARCHOSYNDICALISME



« Nous favorisons le développement d'un mouvement ouvrier basé sur la démocratie directe, non seulement parce que ce sera plus efficace dans la lutte d'aujourd'hui contre la classe des employeurs, mais aussi parce qu'elle annonce -et établit les bases pour- une société de liberté et d'égalité, sans autoritarisme ou exploitation. »

D'après un tract de la Workers Solidarity Alliance, organisation anarcho-syndicaliste nord-américaine.

Aux XIV^e et au XV^e siècles, une transformation sociale immense commença à se mettre en place. Elle atteint son point culminant avec la Guerre d'Indépendance américaine et la Révolution française. Cette période fut caractérisée par l'émergence de la bourgeoisie contre le système féodal et le pouvoir de l'église catholique. A la place du féodalisme, surgirent le système économique capitaliste et le système politique de la démocratie. Plutôt que de permettre à une aristocratie non élue ou au roi de diriger, la démocratie libérale se revendique du pouvoir du « *peuple* » au travers de ses représentants ou de son vote. Comme les anarchosyndicalistes cités plus haut, la bourgeoisie voulait « *une société de liberté et d'égalité, sans autoritarisme ou exploitation* ». Retirez les affirmations à propos du « mouvement ouvrier » et de la « *classe des employeurs* » et Thomas Paine^[1] aurait pu être l'auteur de cette citation.

Bien sûr, les anarchosyndicalistes nous diront qu'ils n'utilisent pas les mots de la même manière que les révolutionnaires bourgeois l'ont fait. Je les prendrais au mot si l'anarchosyndicalisme ne reflétait pas l'idéologie bourgeoise de façon beaucoup plus significative que le simple emprunt de sa terminologie. Les valeurs soutenues par les anarchosyndicalistes ne diffèrent pas significativement de celles des plus radicaux théoriciens libéraux bourgeois, et leur projet, à l'examen, s'avère être simplement une extension du projet libéral.

Comme je l'ai déjà dit, le système économique qui est venu au pouvoir avec la bourgeoisie est le capitalisme. Je ne vais pas m'engager dans une longue description du capitalisme -il suffit de dire que ce qui distingue le capitalisme, comparativement aux autres systèmes économiques, n'est pas

l'existence des capitalistes mais la production d'un excès de capital permettant une expansion économique continue. Le capitalisme est un système hautement moral -c'est à dire qu'il requiert des valeurs qui prennent le pas sur les besoins, désirs et avidités individuelles, afin de s'étendre sans remous. Ces valeurs qui sont essentielles à l'expansion capitaliste sont la production et le progrès. Toute avancée technologique doit ainsi être adoptée, sauf si elle peut représenter une menace pour une nouvelle expansion du capital. Le travail est essentiel pour la production et le progrès ; ainsi le bourgeois valorise hautement le travail -et, contrairement à l'image qui en est donnée par les propagandistes « radicaux » du travail, il n'est pas rare que les capitalistes travaillent beaucoup plus d'heures qu'un ouvrier d'industrie, mais c'est un travail d'organisation plutôt que de production. Ceux qui trouvent un moyen pour éviter le travail sont les rebuts de la société capitaliste - les parasites des travailleurs.

Les Anarcho-syndicalistes embrassent chacune de ces valeurs capitalistes. Leur but est « *la maîtrise humaine réelle de la production* ». Malgré le niveau d'évidence anthropologique du contraire, ils supposent que les primitifs n'ont passé leur temps qu'à lutter pour survivre et que c'est seulement grâce à la production des technologies et au progrès que nous pouvons vivre les merveilleuses vies dont nous jouissons maintenant, et jouir de toutes les belles marchandises - oups ! Désolé, je glisse dans le sarcasme ! Les syndicalistes reconnaissent quelques technologies spécifiques comme des menaces à la survie, mais voient la technologie en général et le progrès en général comme des choses positives. A la lumière de cela, ce n'est pas une surprise si ils parlent avec un enthousiasme extatique du travail, parce que sans travail il n'y aurait aucune production ou progrès. Comme la bourgeoisie, ils voient ceux qui évitent le travail comme des « *parasites* », voir par exemple *Listen Anarchist !* de Chaz Bufe^[2]. Le seul problème réel qu'ils ont avec le système capitaliste est sa direction - ils préféreraient le syndicat international de travailleurs, plutôt que divers individus, des sociétés et des États pour le diriger. Mais la structure de base serait la même. Comme la bourgeoisie - et peut-être même plus que la bourgeoisie - les anarcho-syndicalistes embrassent les valeurs essentielles du capitalisme.

Si la production et le progrès sont des valeurs positives, rendant essentiel le travail, alors la conformité sociale est également essentielle. J'ai déjà dit que l'on voit l'action d'éviter le travail comme du parasitisme. N'importe quel plaisir qui échappe à la marchandisation et qui n'est donc

pas mis sous le contrôle de la production est contraire à la morale. Le vagabond, le bohémien, le hors-la-loi, n'importe quel individu qui ne fait aucune contribution positive à la société est considéré comme un échec de la société ou pire, condamné comme un criminel. Même l'artiste non conforme, le musicien ou le poète sont suspects aux yeux des bourgeois, au moins jusqu'à ce qu'une façon soit trouvée pour récupérer leurs envies créatives parfois renégates.

Cette même attitude vers ceux qui ne s'adaptent pas à la société est partagée par les anarchosyndicalistes. Le châtement des « *marginiaux* », des « *déviants* » dans *Listen Anarchist !* de Chaz Bufe clarifie tout cela. La façon dont la CNT a constamment réprimé le hors-la-loi anarchiste Sabate^[3] (tout en continuant à prendre et à utiliser l'argent de ses braquages) est réellement dégoûtante. Partout dans son histoire, l'anarchosyndicalisme a essayé d'étouffer le feu des rebelles indisciplinés, parfois par la persuasion et parfois par l'insulte, pour pousser les rebelles anarchistes à se conformer et à accepter la société. Partout où la rébellion anarchiste est allée au-delà des réformes qu'appelaient les anarchosyndicalistes, ces non-partisans supposés de la loi étaient les premiers à crier au « *Criminel !* », au « *déviant !* » ou au « *Terroristes !* ». Tout comme la bourgeoisie, ils veulent que la production progresse sans à-coups, et cela exige la conformité sociale.

Avec la conformité sociale (et sa « *déviance* ») vient nécessairement un amour pour la paix sociale. Il est vrai que la bourgeoisie a exploité des guerres entre des nations pour étendre le capital, mais c'est toujours précaire puisque n'importe quelle violence peut renverser le bon fonctionnement du capitalisme. Seule la violence instituée par les autorités appropriées sur des bases rationnelles et morales a sa place dans la société bourgeoise. Les conflits personnels ne doivent pas non seulement inclure la violence physique, mais doivent être polis, toujours traités par la discussion raisonnable, la négociation ou le consensus. Certainement que les passions ne doivent pas s'enflammer. La paix sociale ne doit être violée que sous les plus extrêmes des circonstances.

Les Anarcho-syndicalistes valorisent aussi la paix sociale. De Les influences bourgeoises dans l'anarchisme de Luigi Fabbri^[4] à *Listen, Anarchist !* de Bufe, ils essaient de convaincre les anarchistes de rester loin de l'expression verbale violente - ironiquement, ils prétendent que ces ressorts sont des conceptions fausses de l'anarchisme

créés par la presse bourgeoise. Mais pourquoi pensent-ils que les gens qui se rebellent contre l'autorité accepteraient les mots de la presse bourgeoise, je ne sais pas. Comme la bourgeoisie, les anarchosindicalistes nous invitent à exprimer nos désaccords rationnellement, sans passion, d'une façon paisible. On considère alors n'importe quelle expression active et violente de rébellion individuelle comme irresponsable, contre-révolutionnaire et contraire à la morale anarchosindicaliste. On étiquette les rebelles, au mieux comme des imbéciles, et plus souvent comme des criminels et des terroristes. En fait, à l'extérieur d'une « *situation révolutionnaire* », les anarchosindicalistes rejettent la plupart des formes d'activité illégale comme contre-productives (mais est-ce nécessairement mal d'être contre-productif ?). Seul le soulèvement de la classe ouvrière (l'« *autorité appropriée* » dans la théorie anarchosindicaliste) peut justifier la violence - et cette violence doit être assez rationnelle pour permettre de garder les instruments de production intacts et faire de la transition vers la production anarchosindicaliste une transition aussi lisse que possible.

Les Anarchosindicalistes veulent aussi créer une société rationnelle, selon leur morale. Ils nous invitent à « *attaquer l'irrationalité ... partout et à chaque fois qu'elle surgit* »^[5]. Le problème qu'ils trouvent à la société présente est que celle-ci n'est pas assez rationnelle. Puisque la raison est la source du comportement moral, elle doit prévaloir dans tous les segments de la vie. Ce ne sont ni nos passions, ni nos désirs, mais notre « *intérêt rationnel* » qui doit nous guider, disent les syndicalistes en faisant écho aux utilitaristes. Il est plus rationnel que le travailleur contrôle les moyens de production, proclament-ils, ignorant gaiement la question de savoir si c'est effectivement possible pour quelqu'un de contrôler les moyens de production dans une société industrialisée.

Tant les théoriciens libéraux bourgeois que les anarchosindicalistes veulent une société rationnelle, basée sur la liberté, l'égalité et la justice, et garantissant les droits de l'homme. Tous deux veulent une économie fonctionnant sans à-coups avec un haut niveau de production garantissant le progrès scientifique et technologique. Tous deux exigent la paix sociale et la conformité pour réaliser leurs projets. Il est difficile de ne pas penser que leurs projets sont les mêmes. Je vois seulement deux différences significatives. La bourgeoisie voit l'économie comme une force apolitique qui peut progresser efficacement sous la forme d'entreprises privées. Les anarchosindicalistes reconnaissent l'économie comme une force politique qui doit, donc, être dirigée

démocratiquement. Les libéraux bourgeois croient que la démocratie représentative peut créer leur idéal. Les Anarchosindicalistes croient que la démocratie doit être directe - quoiqu'ils ne semblent jamais nous demander si nous voulons passer du temps à voter directement sur chaque question sociale abordée. Le projet des anarchosindicalistes est vraiment juste une extension du projet libéral bourgeois - une tentative de le pousser vers sa conclusion logique et rationnelle.

« *L'activité quotidienne des esclaves reproduit l'esclavage* »
Fredy Perlman.

Ceci me conduit au parallèle final entre libéralisme bourgeois et anarchosindicalisme, non pas un parallélisme d'idées, mais d'ignorance. Aucun ne semble capable de reconnaître la réalité du système social dans lequel nous vivons. Tout en parlant de liberté et de démocratie, le bourgeois libéral et l'anarchosindicaliste ne voient que les autorités humaines qui les contrôlent ; ils sont donc aveugles aux mécanismes sociaux auxquels ils participent, et qui sont la source réelle de leur esclavage. Ainsi, le libéral bourgeois est content de se débarrasser des prêtres et des rois, et l'anarchosindicaliste rejette les présidents et les patrons. Mais les usines demeurent intactes, les écoles demeurent intactes, les boutiques demeurent intactes (les syndicalistes peuvent même les renommer centres de distribution), la famille reste intacte - le système social dans sa quasi-totalité reste intact. Si notre activité quotidienne n'a pas changée de façon significative - et les anarchosindicalistes ne donnent aucune indication d'un désir de changement autre que l'ajout du fardeau de la gestion des usines par ceux qui y travaillent. Mais quelle différence cela fait-il s'il n'y a pas de patrons ? Nous continuons à être des esclaves ! Changer le nom n'extirpe pas le monstre.

Mais il y a une raison pour laquelle ni le bourgeois libéral ni l'anarchosindicaliste ne peuvent voir l'esclavage comme inhérent au système social. Ils ne voient pas dans la liberté la capacité de l'individu unique de créer sa propre vie comme il l'entend. Ils la voient comme la capacité de l'individu à devenir une part pleinement et activement intégrée d'une société progressiste et rationnelle. « *La liberté, c'est l'esclavage* » n'est pas une aberration de la pensée stalinienne ou fasciste, c'est inhérent à toutes les perspectives qui attribuent la liberté à la société plutôt qu'à l'individu. La seule voie pour garantir la « *liberté* » de telles sociétés est de supprimer la « *déviance* » ou la rébellion, d'où qu'elles surgissent.

Les anarchosyndicalistes peuvent parler d'abolir l'État, mais il auront à reproduire chacune de ses fonctionnalités pour garantir le fonctionnement sans conflits de leur société. L'anarchosyndicalisme n'est pas une rupture radicale avec la société présente. Il cherche plutôt à étendre les valeurs de cette société de façon à ce qu'elles nous dominent plus totalement dans nos vies quotidiennes. Tous les rebelles, les renégats, hors-la-loi et sauvages ne pourraient pas plus accepter une société anarchosyndicaliste que la société présente. Nous, anarchistes, aurions à continuer nos attaques, pour créer une rupture radicale avec la société, car nous ne voulons pas plus de contrôle sur notre esclavage, et c'est tout ce que les anarchosyndicalistes nous offrent, nous voulons détruire nos chaînes et vivre pleinement nos vies.

Feral Faun.

[The Bourgeois Roots of Anarcho-Syndicalism. Notes des traducteurs]

Notes :

[1] Thomas Paine (1737-1809) était l'un des théoriciens de la révolution française et de la révolution américaine, dans lesquelles il fut engagé et sur lesquelles il eut une grande influence avec des ouvrages tels que *Les droits de l'homme* (1791) ou *Le Siècle de la raison* (1793).

[2] Essai influent sur les dynamiques internes au mouvement anarchiste américain, sorti en 1987. Chaz Bufe est un auteur anarchiste américain.

[3] Francisco Sabaté Llopart, né le 30 mars 1915 à L'Hospitalet de Llobregat (Catalogne - Espagne) et assassiné le 5 janvier 1960 à Sant Celoni (Catalogne, Espagne), était un militant anarchiste connu sous le nom de « Quico » ou « Quico Sabaté ». Il était une des principales figures avec José Luis Facerias de la guérilla anti-franquiste, connue pour sa vaillance en bravant la dictature franquiste par des attaques en ville à visage découvert.

[4] Luigi Fabbri, né en 1877 à Fabriano, dans la province d'Ancone, en Italie et mort en 1935 à Montevideo, Uruguay, était un anarchiste communiste italien du début du XXe siècle. Il participe à divers journaux où son objectif est de convaincre avec des arguments simples et réalistes, refusant les insultes et le ton violent alors -selon lui- trop courant dans le mouvement anarchiste. C'est à ce propos qu'il rédige la brochure intitulée *Les influences bourgeoises dans l'anarchisme*.

[5] Dans *Listen Anarchist!*, Chaz Bufe.

DE LA SOLIDARITE DANS L'ATTAQUE !

Pour la destruction de toutes les prisons et du monde qui les produit

« Cette voix qui crie « insurrection ! »
C'est celle de nos frères et sœurs, nos enfants,
Nos compagnon/nes, nos camarades, nos ami/es.
Celles et ceux qui n'ont que la violence,
Pour briser le mur de silence... »

Ce texte ne parlera pas de la misère de la prison, puisque chacun d'entre nous qui s'y risque connaît cette misère. Il ne parlera pas non plus du besoin de détruire la prison ; ce besoin est évident pour nous, nous le ressentons dans chaque battement de nos cœurs. Ce texte ne parlera pas de la misère qu'est la survie ici, à l'extérieur des murs de la prison, dans ce « monde libre » qui n'est en soi, qu'une prison à ciel ouvert.

Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est nous adresser aux prisonniers indociles, à ceux qui éprouvent une pulsion vers la lutte pour la lumière dont ils sont privés. Ce que nous voulons dire aujourd'hui, c'est qu'à l'intérieur d'une prison, ils peuvent prendre tout de nous, sauf le désir de liberté. Parfois, ce désir est capable de crier si fort qu'il surmonte les murs de silence comme à Alcoentres, Caxias, Monsanto, Coimbras, Leirias et dans toutes les autres prisons dont ne parlent pas les journaux.

Dans les évasions, les refus de rentrer en cellules, le refus de bouffer la merde qu'on y sert, les attaques contre des matons, les grèves du travail, les incendies, les grèves de la faim, de la soif et du silence, la destruction du matériel, le fait de grimper sur les toits, les révoltes, les poings, les cris perçants.

Dans les cris perçants qui, cette fois, sont nés d'une volonté qui coule à l'intérieur, une volonté de communiquer les uns avec les autres. Dans les cris perçants qui, cette fois, sont confirmés par la révolte qui vise seulement à respirer plus librement, sans barreaux, ni matons, ni contrôles, ni murs ! Dans les cris perçants qui, cette fois, ne sont pas les produits des tabassages, des tortures psychologiques ou physiques, de l'isolement, des tirs des assassins du GISP qui tuent comme n'importe quel autre gardien de prison tue, comme n'importe quel flic, comme n'importe quel juge, comme n'importe quel journaliste, comme n'importe quel politicien.

Ces cris sont les vôtres, et aussi les nôtres. Ils sont ceux de chacun de nous qui ressent quotidiennement sur sa peau que l'autorité est l'ennemie de la liberté ; Ils sont ceux de chacun de nous dont les vies sont contrôlées et volées par ceux qui possèdent du pouvoir et des institutions ; Ils sont ceux de chacun de nous qui veut reprendre le contrôle de sa propre vie en combattant.

De la solidarité dans l'attaque,
Pour la destruction de toutes les prisons et du monde qui les produit.

Quelques anarchistes du Portugal.

« Non non non... »

Pour une analyse anticitoyenniste des questions d'immigration et de la machine à expulser

« Pour faire pleurer les gens, vous devez pleurer vous-mêmes. Si vous voulez les faire rire, vous devez garder un visage sérieux. »

Giovanni Casanova

Pour le militant citoyenniste et droit-de-l'homme, il pourrait s'avérer incommode d'analyser les rouages de la machine à expulser en les reliant au monde qui les produit plutôt qu'à une suite de rackets émotionnels et d'appels à la logique du scandale. Car il sera toujours plus confortable d'agiter le spectre du « fascisme à nos portes » pour pouvoir se poser en sauveurs, que de se donner les moyens d'une analyse radicale des politiques migratoires. D'abord parce qu'il est toujours plus agréable lorsque l'on se regarde dans le miroir social, d'y voir l'héroïsme résistant du combattant républicain. Aussi parce que convaincre l'opinion publique, ce mythe, c'est agiter des épouvantails dans un rapport émotionnel indépassable.

Il faut commencer par se souvenir que l'immigration ne désigne pas seulement le fait de séjourner dans un bout de terre à l'étranger. Si l'immigration est généralement un mouvement de déplacement de la force de travail d'une région à une autre, ou la fuite d'un pays par crainte de persécutions ou suite à des catastrophes écologiques, elle reste toujours une errance à la recherche de meilleures conditions de vie. Mais l'immigration reste la plupart du temps liée au travail, aussi vrai que l'économie est intrinsèquement liée à l'exploitation d'une main d'œuvre, qu'elle soit importée ou locale.

Pour voyager ou vagabonder, il faut pouvoir fournir certaines garanties, c'est ce qui départage les migrants des touristes. C'est notamment pour cela que l'immigration n'est pas vécue, contrairement au tourisme, comme un plaisir. Il y a déjà beaucoup de la contrainte dans la nécessité de travailler, ici comme ailleurs, et il y en a d'autant plus dans celle de

quitter ses proches pour s'avilir à la tâche, aller sacrifier ses désirs individuels pour une communauté ou poirotter des mois et des mois sous la coupe de structures humanitaires afin d'obtenir un (très) hypothétique titre de séjour.

Concrètement, l'exploitation des sans-papiers, que ce soit dans la restauration, le BTP, la confection, la culture saisonnière ou ailleurs, permet d'abaisser le coût global du travail, ainsi que la norme et les canons de sa pénibilité, si bizarrement flexibles pour ceux qui ne la subissent pas. Habituellement réservées aux pays plus pauvres ou à certains secteurs, les pires conditions d'exploitations s'élargissent peu à peu à d'autres catégories d'exploités, en participant à un mouvement plus général d'appauvrissement matériel des populations.

La logique de la machine à expulser relève d'une logique toute démocratique de *banale* gestion de l'économie. Abaisser le coût du travail en bas, c'est bien entendu élever les revenus du haut. Il est parfois préférable d'importer de la main d'œuvre que de délocaliser les lieux de travail pour des raisons évidentes de rendement et de rentabilité. Et, si le business de l'immigration n'est pas prêt de s'arrêter de fleurir, c'est qu'associée à l'idéologie du progrès, la standardisation des conditions toujours plus minables de survie de tout un chacun ne peut que renforcer les bénéfiques, le jus tiré de chaque citron humain. Au bonheur de l'Etat, lorsqu'il travaille, se loge ou consomme, l'immigré se voit taxé et imposé, comme tous. L'argent n'a pas de couleur tout autant que les politiques migratoires ne sont pas à proprement parler racistes, mais objectivement travaillistes et capitalistes. C'est aussi ce manque d'analyse qui pousse des pauvres à se jalouser dans ce véritable scénario de guerre civile qui gagne toujours plus de terrain.

Démonter ces raisonnements simplificateurs, sur les questions d'immigration comme ailleurs, c'est déjà démonter la politique qui s'insinue dans nos luttes par des rapports quantitatifs et artificiels de



conscientisation qui ne peuvent que mener à un appauvrissement général de l'analyse, c'est opérer un saut qualitatif de la politique à la révolte de perspective antiautoritaire. Les divers mouvements autour des questions d'immigration, qu'ils soient citoyennistes, droit-de-l'hommistes ou humanitaires, en faisant appel à la tactique du scandale sous prétexte de responsabiliser les citoyens, ne font que se déresponsabiliser de leur rôle dans la machine à expulser. Ceux qui nous exhortaient à voter Chirac en

2002 pour « faire barrage au fascisme » sont les mêmes aujourd'hui qui se plaignent des lois votées sous son mandat, ceux qui se plaignent de la gestion désastreuse des CRA et du système dans sa totalité sont les mêmes qui soutiennent la logique de leur cogestion, CIMADE en tête.

Dans un monde qui semble de plus en plus se transformer en une multitude de camps aux diverses fonctions mais de même nature -qu'ils servent à fixer la main d'œuvre (comme les camps de réfugiés et les bidonvilles) ou à la déporter (comme les camps de rétention)- il faudrait aussi pouvoir, si la démarche est bien celle de l'analyse critique et radicale de la machine à expulser, rendre compte de quelques faits qui parlent.

Le processus dépouillé de l'expulsion peut être rapporté simplement : une rafle permet de ramasser une poignée de sans-papiers. Dans cette poignée, une partie sera relâchée qui pourra reprendre le train-train quotidien de son exploitation avec toujours plus de peur au bide, sachant que la peur a toujours eu comme atout pour la domination d'être contagieuse, de se diffuser et de permettre au contrôle de s'intérioriser en chacun afin d'essayer de rendre la coercition superflue : le stade achevé de la domination démocratique. « Tiens toi à carreau, la prochaine sera la bonne » dit le keuf à la sortie d'une

« vérification d'identité ». Une autre partie sera foutue en CRA et parmi ceux-là, certains seront relâchés sans suite en attendant la prochaine rafle, le prochain contrôle d'identité et le prochain internement forcé dont la banalité sera proportionnelle à sa fréquence. D'autres, environ la moitié, seront effectivement expulsés.

En arrêter beaucoup, en enfermer plusieurs et en expulser quelques-uns sert à distiller la peur en tous. La machine à expulser, au delà de la « simple » expulsion, vise à la *domestication* des travailleurs les plus pauvres, qu'ils soient immigrés ou non. C'est cette peur là qui est recherchée. D'un coté, elle renforce la paix sociale et l'incapacité de chacun à se réapproprier sa vie, de l'autre, elle procure aux patrons une main d'œuvre docile. Conjuguée au chantage de la nécessité du travail, la peur est le terreau de l'esclavage, d'une nouvelle race de travail forcé qui gagne du terrain de jour en jour.

On est alors bien loin des analyses politiques et réformistes teintées de catastrophisme et de Grand-Guignol qui voudraient voir en tel ou tel pantin temporaire de l'Etat un « nouveau Pétain », ou dans telle ou telle nouvelle loi « une dérive raciste », comme si le droit démocratique et le système légal n'étaient pas intrinsèquement discriminatoires. Il y a dans tout cela une cohérence et un réalisme dont ne peuvent pas se vanter les analyses citoyennistes et droit-de-l'hommistes : Cette logique est celle du capitalisme et du droit, de la société de domination et des mécanismes d'oppression, tous complémentaires.

Il faudra bien plus que des « non non non... », des photographies géantes d'enfants pourtant si mignons, des éloges de la famille unie et autres tire-larmes hollywoodiens pour venir à bout de la machine à expulser, un premier grain de sable à mettre dans ses rouages pourrait être une analyse à la racine de ses mécanismes qui, en lieu et place de la plainte et du gémissement, permettrait de s'organiser pour retrouver des perspectives offensives contre tous les assauts de la domination, sans oublier en chemin de détruire la machine à expulser, ses centres de rétention et toutes les prisons.

Il y aura toujours mieux à brûler qu'un cierge...

POUR DES CENDRES DE RETENTION...

La machine à expulser est une des *saloperies*, si banale, de la normalité de ce système basé sur l'exploitation et le contrôle. D'un système qui voudrait tous nous voir soumis ou résignés.

Les centres de rétention sont donc aussi le miroir de la réalité carcérale dans laquelle nous vivons : arrêter et enfermer en masse des sans-papiers, les expulser par milliers, c'est faire pression sur chacun de nous.

Avec leurs barbelés, leurs barreaux, leurs caméras et leurs matons, ces prisons pour étrangers sont de véritables camps démocratiques.

Sous prétexte d'aider les sans-papiers enfermés, **la Cimade, France Terre d'Asile, l'Assfam, Forum Réfugiés, et l'Ordre de Malte** viennent de se repartir le marché de l'information juridique contre cinq millions d'euros. Entreprises prestataires de service, elles s'engraissent et participent à la machine à expulser, s'ajoutant à la longue liste de ceux qui tirent déjà profit de l'enfermement (construction, logistique, transport...).

Au bal masqué de la bonne conscience, le sourire humanitaire de la domination n'est alors que l'autre face de sa matraque.

Ainsi, ces vautours caritatifs n'ont en fait d'autre fonction que d'offrir une gueule plus respectable à l'arbitraire des déportations, et de faire le tri pour le compte de l'Etat en réduisant la vie à de «bons» et de «mauvais» dossiers. Sur un principe de délégation, ces illusionnistes de l'évasion juridique garantissent qu'on ne peut sortir des centres qu'en se pliant aux règles du jeu. Ils isolent, séparent et divisent là où il pourrait y avoir de la solidarité et des luttes. En somme, ils vont à l'encontre de toute révolte et se retrouveront inévitablement en travers du chemin de tout amant de la liberté.

Dans cette guerre sociale sans trêve, pour subvertir l'ordre de ce monde, brisons le consensus et attaquons tout ce qui fait de nous des indésirables.

...FEU A TOUTES LES PRISONS

[Affiche trouvée sur les murs de plusieurs villes de France]

L'OR NOIR DE LA GESTION DES MIGRANTS

Sur les accords Italie-Libye

« Nous fermons les portes et nous ne les retrouvons que pour ceux qui viennent travailler et s'intégrer. »

S. Berlusconi, mai 2009.

En août 2008, l'Etat italien présentait des excuses très officielles à l'Etat libyen, pour se faire pardonner de l'occupation coloniale de 1911 à 1942. Derrière les accolades diplomatiques et les poignées de main historiques, difficile pour la froide raison économique de ne pas apparaître au premier plan.

Le rapprochement entre les deux Etats a débuté il y a quelques années de cela : en 2003 déjà, un accord bilatéral était signé, prévoyant notamment une aide financière importante de l'Italie, dédiée entre autres choses à la formation des policiers libyens, à la mise en place de charters pour expulser les migrants africains voulant passer en Europe, et à la construction de trois camps pour étrangers au nord de la Libye.

Pour compléter le tout, l'Italie fournissait des hélicoptères équipés de caméras à visée infrarouge, vedettes et radars, après que l'Union Européenne eût levé son embargo économique sur le pays. Et pour cause : l'Etat libyen menaçait d'opérer des « lâchers de migrants clandestins » -selon l'expression de Kadhafi- vers les côtes européennes si l'UE maintenait son boycott... Suite à cet accord, les patrouilles maritimes furent réalisées en commun, entre les polices aux frontières italiennes et libyennes^[1], et ce sont trois camps de rétention, d'une capacité totale de mille places, qui furent construits avec les deniers italiens. Avec l'aval de l'UE, bien que celle-ci ait hypocritement « dénoncé » les pratiques de l'Etat libyen en matière de traitement des migrants. Cette même UE qui, en 2005, décida d'accélérer un « partenariat à long terme » avec la Libye et Kadhafi, afin, selon les termes du HCR, de « partager le fardeau de l'immigration illégale ».

Si l'UE s'est rapprochée d'un chef d'Etat qu'elle considérait comme terroriste dans les années 80, et que ce dernier montre désormais patte blanche, c'est qu'aux yeux des dominants les intérêts économiques convergents ont plus de poids et de valeur que les vieux principes.

En effet, la Libye posséderait dans son sous-sol des

réserves de pétrole brut capables d'alimenter la consommation des pays importateurs pour soixante ans, et se place au troisième rang des pays africains producteurs de gaz. Problème pour elle : le manque d'argent pour financer l'extraction de ces matières premières, ce qui nécessite beaucoup d'investissements. Depuis 2004, donc, les choses se sont précisées, avec la ruée vers l'or noir libyen des Etats européens : France, Grande-Bretagne et surtout Italie, chaque gouvernement emmenant les grands chefs d'entreprises à chaque voyage.

En octobre 2007, un accord est signé entre la Compagnie Nationale Libyenne de Pétrole (N.O.C.) et le groupe italien ENI (l'équivalent de GDF-SUEZ, groupe également implanté en Libye), prévoyant 28 milliards de dollars d'investissement sur dix ans, avec, dans le cadre du Western Libya Gas Project (WLGPP), la construction d'un pipe-line stratégique reliant l'Espagne via le Maroc, l'Algérie, la Tunisie. Un premier fut construit trois ans plus tôt sous la Méditerranée, coûtant à lui seul 8 milliards de dollars. Ces chiffres astronomiques ne font que refléter la dépendance énergétique de l'économie italienne, qui importe 25% de son pétrole et 33% de son gaz depuis la Libye. En parallèle, le groupe ENI est le premier investisseur sur le sol libyen, et y assure directement 15% de la production annuelle de pétrole. C'est ce même groupe qui, au printemps 2003, se jeta sur les réserves d'hydrocarbure de la région de Nassiriyah en Irak, justifiant par là la présence de l'armée italienne aux côtés des troupes de l'OTAN qui ont envahi le pays.

Côté main d'œuvre, l'Etat libyen profite d'une immigration subsaharienne qu'il avait en partie encouragée depuis les années 90, les travailleurs libyens refusant bien souvent les conditions de travail en vigueur dans le domaine de l'extraction du pétrole. On estime à 1,5 million le nombre de travailleurs immigrés en Libye, employés dans les secteurs de l'agriculture, de la construction et des hydrocarbures. Ceux qui tentent de passer en Europe ne font pas que fuir la répression de la police libyenne, mais partent aussi simplement lorsqu'ils se font licencier, à cause du caractère cyclique de la production pétrolière. En investissant dans ces secteurs, les industriels italiens parient aussi sur le fait qu'ils permettront de « fixer » la main d'œuvre et donc de réduire le nombre de



migrants tentant de gagner l'Europe pour y travailler.

Etant donné qu'au royaume du capital, les bons comptes font aussi les bons amis, quoi d'étonnant à ce que tout puisse entrer dans la balance ? Tout, et la vie humaine au premier plan, traitée comme monnaie d'échange avec quelques milliers de tonnes de fioul. « Tu m'ouvres le gaz, je te ferme la frontière. Tu me files le pétrole, je te filtre les migrants », ou comme le dit Berlusconi lui-même : « Des excuses et des dédommagements contre moins de clandestins et plus de gaz et de pétrole ».

D'un côté, l'Etat italien octroie des bourses pour quelques étudiants libyens voulant se former en Italie ; de l'autre, il investit 160 millions d'euros par an contre l'immigration dite « clandestine », ce qui arrange bien l'Etat libyen qui cherche lui aussi, étant un pays d'immigration et non une simple voie de passage vers l'Europe, à se doter de moyens pour endiguer une partie des flux de travailleurs venus du Niger, du Soudan, d'Erythrée, d'Egypte et de Somalie.

Pour couronner le tout, en mai 2009, le parlement italien ratifie une loi prévoyant un « délit de séjour et d'immigration clandestins » passible de 5000 à 10000 euros d'amende, en augmentant la durée maximale de rétention de deux à six mois. La même loi fixe une peine allant jusqu'à trois ans de prison pour toute personne qui hébergerait un clandestin chez elle, et prévoit l'obligation pour les médecins, directeurs d'écoles et facteurs de dénoncer les personnes sans papiers.

Dans le même temps, une nouvelle visite de Kadhafi à Rome, confirmait les précédents accords en les élargissant : l'Etat italien promettait 5 milliards d'euros pour cinq ans à Tripoli, pour la construction de grandes infrastructures : logements, bâtiment, autoroutes...En retour, la Libye manifestait son souhait d'entrer à hauteur de 5% dans le capital de l'ENI.

En Europe, les Etats opèrent réellement des rafles à grande échelle et placent la barre très haute en matière d'expulsions. Il est également indiscutable que les moyens accordés à la mise en place de dispositifs destinés à empêcher les arrivées « sauvages » de migrants en Europe sont considérables^[2]. Mais la logique actuelle ne peut pas être réduite au caricatural « zéro immigration », et elle ne consiste pas non plus à déporter toutes les personnes dépourvues des papiers nécessaires. De toute façon, que les Etats décident d'expulser tous les migrants « illégaux », afin de construire l'«Europe-forteresse», ou seulement une grande partie qui serait considérée comme « superflue » pour la bonne santé de l'économie, là n'est pas la question à nos yeux.

Et que des dizaines de milliers de gens soient raflés dans les rues italiennes comme partout, ou torturés et violés dans les camps libyens comme dans tous les camps de ce monde pourri, la cause en est la même : que le capitalisme réduise

Un exemple des révoltes récentes dans les camps de rétention libyens, parce que l'oppression ne coule pas que des jours tranquilles, et parce que la révolte ne reconnaît aucune frontière :

CENTRE DE RÉTENTION BENGHAZI, 9-10 AOÛT 2009:
Dans les cellules de cinq à six mètres, peuvent être enfermées jusqu'à 60 personnes, nourries au pain et à l'eau, et quotidiennement exposées aux humiliations et au harcèlement de la police. La tension est telle qu'un groupe de prisonniers Somaliens a décidé de tenter l'évasion. Dans la soirée du 9 août, 300 prisonniers, principalement des Somaliens, ont commencé à assaillir la porte du camp de détention, forçant le cordon de police et le dépassant. Les militaires sont intervenus armés de matraques et de couteaux. L'affrontement est très dur. À la fin couchés sur le sol dans une mare de sang, 6 personnes sont mortes poignardées (et non pas tué dans la fusillade, comme il avait semblé au début) et il y a plus de 50 blessés. Une centaine de Somaliens a tout de même réussi à fuir vers Tripoli, pourchassés par la police. Le lendemain, 10 personnes manquaient à l'appel parmi les blessés. Nul ne sait si elles ont été hospitalisées ou si elles ont terminé à la morgue. Le nombre de victimes oscille donc entre 6 et 16. Les autres blessés à coup de couteaux sont restés dans les cellules. Les plaies sont sanguinolentes, ils sont blessés aux jambes, aux bras, à la tête.

Extrait de la brochure *Histoires de révoltes dans les Centres de Rétention en Europe (2005-2009)*, téléchargeable sur infokiosques.net.

les humains à des porteurs de papiers, à de la force de travail, à de la monnaie d'échange sur l'échiquier politique, esclaves salariés et indésirables, arguments de choix pour renforcer le contrôle et l'enfermement de tous les exploités.

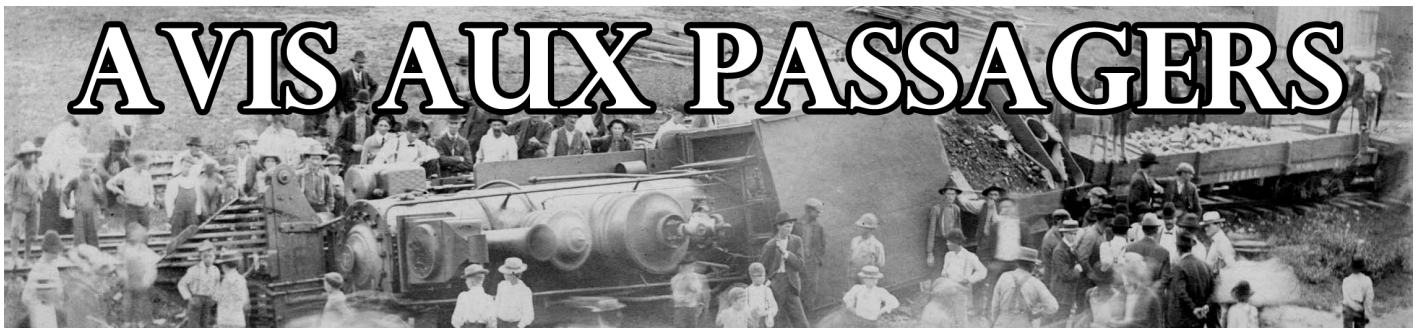
Devant ce tableau sinistre, il n'y a pas d'indignation qui tienne; là où il y a des choix, il y a des responsabilités, donc des conséquences. Et une chose est sûre : ni les camps, ni les frontières, ni les Etats et les entreprises qui tirent profit de cette oppression ne s'effondreront d'eux-mêmes...

A chacun donc de trouver les moyens susceptibles de subvertir cette réalité, afin que de tous les camps et frontières ne restent que des cendres.

Notes et références :

- (1) Depuis l'instauration de ces patrouilles, les migrants se rendant sur l'île de Lampedusa ont été largement stoppés en mer, et directement refoulés vers Zouara en Libye.
- (2) Voir l'exemple espagnol avec le dossier « Etrangers de partout ? », et notamment le texte « A l'assaut de Ceuta et Melilla », publiés dans le premier numéro de la revue *A Corps Perdu* (décembre 2008).
- (3) Pour en savoir plus sur les relations Italie-Libye, on peut consulter le journal italien *Tempi di guerra*, notamment le cinquième numéro (p.8), juin 2005: <http://digilander.libero.it/tempidiguerra>.





Nous sommes tous des passagers. Nous traversons donc cette existence sur terre en sachant n'être que de passage. Et notamment parce que nous ne tenons pas en main le volant qui conduit le voyage de notre vie, nous n'en contrôlons ni la vitesse, ni la durée, ni la destination. Nous vivons cette existence, la seule à notre disposition, en nous contentant de regarder dehors par la fenêtre. Comme des passagers, justement. Sachant bien que rien sur terre ne dure éternellement, qu'un jour ou l'autre on arrive au terminus et qu'on descend.

On a appris que le bonheur est un état momentané. Un jour ou l'autre, les rapports humains se détériorent, le réveil matinal nous ramène au devoir quotidien, les déceptions laissent leur lot de blessures douloureuses. Et le bonheur s'évanouit. On a appris que l'amour est un plaisir éphémère. Un jour ou l'autre, le cœur ne bat plus comme un fou, l'enchantement des regards se rompt, le désir faiblit. Et l'amour se termine.

On a appris que la confiance est un choix réversible. Un jour ou l'autre, les promesses ne sont pas tenues, les programmes ne sont pas respectés, les mensonges remontent à la surface. Et la confiance disparaît.

On a appris que la paix est une valeur incertaine. Un jour ou l'autre, un manifestant italien est abattu dans la rue, un banlieusard espagnol est déchiqueté dans un train, un civil irakien est bombardé dans sa maison. Et la paix s'en va.

On a appris que le travail est une occupation provisoire. Un jour ou l'autre, la technologie se renouvelle, le secteur est saturé, le marché entre en crise. Et il n'y a plus de travail.

Ainsi, on a appris que toute notre vie est transitoire et précaire. Nous ne pouvons choisir ni les images qui défilent derrière la fenêtre, ni qui s'assied autour de nous. Ce qui arrive, arrive ; inutile de protester, en plus il est interdit d'adresser la parole au conducteur. Voilà pourquoi rien de ce qui arrive

ne semble nous toucher. Comme les passagers d'un transport public assistent muets et immobiles à une agression, les passagers de la vie restent muets et immobiles face à toute surprise.

Ainsi, nous nous poussons à réaliser ici et maintenant nos désirs, en hâte avant qu'il ne soit trop tard, que la fragilité de la vie ne nous rende aveugles, insensibles, résignés. Ainsi, nous ne sommes pas non plus surpris d'apprendre que la liberté est une condition provisoire. La liberté aussi, bien sûr. Elle qui a constitué un jour la raison principale pour laquelle vivre, se battre et mourir, revêt aujourd'hui l'apparence d'un privilège indispensable à peu de personnes, et superflu pour beaucoup. Un jour ou l'autre, il peut arriver à chacun d'être accusé de voyager avec de l'essence dans la voiture (c'est arrivé à Sassari, deux arrestations), de recevoir une lettre « suspecte » par la poste (c'est arrivé à Pise, cinq arrestations), de réagir aux rafles de marchands ambulants étrangers (c'est arrivé à Gênes, deux arrestations), de protester contre l'enfermement de personnes coupables d'être nées ailleurs (c'est arrivé à Lecce, une arrestation), d'avoir participé deux ans auparavant à une bagarre avec des fascistes (c'est arrivé à Rovereto, six arrestations). Et la liberté finit là. Ce sont des choses qui arrivent surtout à ceux qui, fatigués d'être des spectateurs de passage, veulent descendre à tout prix de la machine sociale lancée dans sa course réductrice et assassine. En somme, à ceux qui s'obstinent à penser que la liberté est encore une raison essentielle de vivre et de se battre.

*A tous les autres, aux passagers tranquilles,
nous souhaitons un agréable voyage.
Et n'oubliez pas de composer le billet.*

Des anarchistes.

[Tract qui a circulé à Rovereto vers le 22 juillet 2004]

BANNIR LA POLITIQUE DE NOS LUTTES



**« Tu veux détruire l'Etat, mais qu'est-ce que tu veux mettre à la place ? »
Une collègue d'infortune.**

Beaucoup de gens n'aiment pas l'Etat. Beaucoup le trouvent malgré tout indispensable. Presque personne n'aime les flics, ni les fonctionnaires, mais l'opinion n' imagine pas un monde dépourvu de flics et d'administrateurs.

Bien trop souvent, lorsque nous discutons de luttes et d'idées autour de nous, nous provoquons une attente malsaine : l'attente d'une Solution aux problèmes posés par l'organisation sociale actuelle. La « délinquance », la « sécurité », l'approvisionnement, les infrastructures, la production, les transports, l'énergie, tous ces domaines créés par la civilisation et soigneusement séparés par elle, exigent autant de spécialistes et d'experts possédant la science de la gestion.

Bon gré, mal gré, tout ce que le capitalisme, l'industrie, la technologie ont produit est là sous nos yeux, formant le cadre limitant nos existences. Et que cela nous plaise ou non, les gestionnaires de ce monde n'ont plus à justifier l'existence de chacune de ces productions, qu'il s'agisse des centrales nucléaires, des usines d'armement, du réseau ferré, de chaque grillage et de chaque barrière, de chaque prison, de chaque aéroport.

La passivité et le silence, certes relatifs car nuancés par de multiples résistances, ont donné aux défenseurs de la société une assurance supplémentaire, et les ont dispensés d'avoir à fournir trop de profondes explications par rapport à « l'utilité sociale » des structures de la domination et des nuisances qu'elles entraînent directement. La broyeuse capitaliste, de pair avec l'Etat, a trouvé à chaque époque de son développement autant de bras qu'il lui fallait pour mettre en marche la locomotive du Progrès, assez de force pour balayer les oppositions les plus déterminées, et assez d'astuce pour intégrer les contestations les plus partielles.

Chaque résistance vaincue débouche sur un « petit matin » du fait accompli : nous n'avons pas réussi (ou pas voulu) à empêcher la production de telle ou telle nuisance, alors la nuisance en question est là, et il faudrait maintenant faire avec elle, la gérer.

C'est sur ce terrain qu'acceptent de se placer (consciemment ou non) les personnes qui placent leur combat dans une optique politique, et pour lesquelles la devise « Tout est politique » signifie que nous devrions nous aussi faire de la politique, avec l'idée sous-jacente qu'il suffirait de dépouiller la politique des spécialistes qui l'ont accaparée (les

politiciens) pour en faire un possible tremplin pour l'émancipation humaine.

Clamant à tort et à travers le mot d'ordre auto-gestionnaire, à la fois comme remède miracle à tous nos problèmes, et comme principal horizon d'une lutte dite libertaire, il ne peut plus être question de critiquer profondément ce qui nous empêche de vivre libres, dans la perspective de s'en débarrasser, mais de discuter de la façon de rendre les nuisances actuelles moins nuisibles. En prônant ici le contrôle ouvrier, ou par la base, là la socialisation des moyens de productions, ou encore l'auto-salariat, le tout à coup de références acritiques au mouvement argentin de l'hiver 2001, entre autres exemples faisant autorité.

Aussi, les promoteurs d'une « autre politique », un peu rafraîchie, débarrassée de la corruption, des « politicards » et, pourquoi pas, de la hiérarchie, défendent la possibilité d'inverser le sens de la politique, d'en subvertir l'essence et la fonction ; la politique, domaine par excellence de la séparation entre les experts ès-gestion et les profanes (spécialistes quand à eux de la délégation), devrait se transformer en un espace où chacun pourrait et devrait vendre SA façon (forcément alternative) d'aborder les problèmes et de les gérer. En proclamant l'instauration de la démocratie directe, le rôle du citoyen se trouverait poussé à son extrémité : vulgaire baudruche symbolique dans la « fausse démocratie représentative », ce dernier pourrait à présent prendre sa vraie dimension, et accomplir véritablement son devoir, agir sur le terrain politique, participer directement et pleinement à la gestion de la cité, c'est-à-dire à la gestion des masses.

Apologie d'une sortie sans heurts notables du capitalisme et de l'Etat, la lutte auto-gestionnaire ne veut rien entendre d'une destruction comme passion créative, ni de la possibilité pour les exploités de briser totalement leurs chaînes. Bien au contraire, elle tend à mettre l'accent sur la réappropriation comme méthode de lutte. Ainsi les préposés à l'auto-gestion de l'existant se font-ils un plaisir de donner de brillantes réponses à la sempiternelle question politique, à savoir : par quoi allons-nous remplacer l'Etat ? Sous-entendu, par quelles structures politiques formelles. A cette question, il est aisé d'aligner nombre de mots-clés déjà usés jusqu'à la moelle tels la Révolution

espagnole de 36, les Conseils Economiques Régionaux, le Fédéralisme, les mandats-impératifs-et-révocables-à-tout-moment, voir même les Conseils Ouvriers pour les plus nostalgiques.

Le problème n'est donc plus vraiment la société en tant que totalité à foutre en l'air, l'existant et la cohorte d'horreurs qu'elle contient, mais la façon (capitaliste et étatique pour le dire vite) de le gérer. Une fois accepté ce cadre politique, la seule discussion possible concernant la transformation du monde adopte la posture commune aux techniciens, c'est-à-dire l'idéologie rationaliste de l'efficacité. Un cadre qui, cela va sans dire, ne laisse pas vraiment de place, voir aucune, à toute volonté de rupture radicale avec l'oppression et ses causes : les rapports sociaux de domination et les structures tant physiques qu'idéologiques qui les préservent et les reproduisent.

Plus encore, comme les curés de la « politique sans Etat » ont tendance à croire que 'tout est à nous', ceux qui voudraient détruire le vieux monde à la racine se verraient affublés de la même étiquette qu'ils portent déjà dans le système actuel, celle de délinquants, de provocateurs, ou au mieux d'aventuristes qui n'ont rien compris à la science du processus révolutionnaire. En bref, d'éléments à (ré-)éduquer, à réprimer, des malfaiteurs et de sales individualistes, des ennemis du peuple.

A vouloir prévoir dans les moindres détails le fonctionnement de la société libertaire, plutôt que de réfléchir aux moyens susceptibles de hâter la ruine de tout ce qui nous rend esclaves, on se place alors et déjà dans la position de spécialistes de rechange, d'experts prêts à l'emploi pour remplacer les anciens qui ont perdu la confiance des masses, et qu'on le veuille ou non, de réformateur radical.

« Qu'est-ce que vous, Alternative Machin-chose, prévoyez de faire par rapport au nucléaire ? »

« Vous, la Confédération Nationale Bidule, vous avez bien un programme pour organiser le travail et la production, non ? »

« Quand à vous, Fédération Trucmuche, que proposez-vous pour endiguer la hausse du chômage et la casse du service public ? »

Nous ne sommes pas des esclaves, nous sommes de la dynamite

Peut-être ces questions sont-elles posées en ces termes, et peut-être ces organisations politiques acceptent d'y répondre parce qu'elles sont précisément politiques, et parce que la politique, historiquement et intrinsèquement, a toujours été, est encore et sera toujours l'art de la gestion des foules, qu'on veuille les égaliser ou les organiser hiérarchiquement ; l'art de la direction de la cité (polis en grec), qui tant qu'elle n'aura pas été détruite, engendrera les mêmes problèmes, nécessairement liés à ce type d'organisation sociale massive : dépersonnalisation, sacrifice de l'individu pour la communauté, déresponsabilisation, séparation, délégation, contrôle, répression. En un mot : Pouvoir.

D'où ce rapport très spécial que les amants de la politique entretiennent avec les masses, un rapport toujours séparé, qui pose comme préalables à toute offensive non seulement la persuasion, mais aussi un certain populisme mêlé à l'impératif quantitatif, donc à l'obsession quasi-totalitaire de l'Unité. Des préalables qui ne sont mêmes plus de simples prétextes à l'attentisme, mais bien l'image réelle de ce qu'est le fléau politique : la transformation des individus en travailleurs et citoyens, les relations humaines en problèmes techniques, la vie en calculs stratégiques, la rage et les sentiments en patience et en perpétuel refoulement. Un fléau qui fait du programme d'aujourd'hui la norme de demain.

Pour ceux qui désirent en finir avec cette société autoritaire et ne lui laisser aucune chance de reflourir sur ses cendres encore tièdes, il ne peut être question de réfléchir à une « autre éducation », ou sur « ce que l'on fera des déviants », ou encore sur les modalités d'une autogestion de Rungis.

Pour le dire autrement, nous n'entendons pas seulement en finir avec l'Etat, mais avec le contrôle en général, avec la politique.

Ce sont de vieilles histoires, d'un autre siècle. La misère, que le progrès semblait avoir bannie de l'Occident, assène de nouveau ses morsures. Les banquiers ne se jettent pas encore par la fenêtre, mais les rues se remplissent de pauvres. Les usines et les commerces ferment leurs portes. Des millions de gens n'ont plus les moyens d'affronter l'avenir. On leur avait pourtant promis qu'une vie entière passée à genoux, entre un travail au profit d'un patron et l'obéissance aux exigences du gouvernement, leur assurerait pour le moins une survie tranquille. Aujourd'hui, il est clair pour tout le monde qu'il s'agissait d'un mensonge.

Ce sont de vieilles histoires, d'un autre siècle. Les queues s'allongent devant les soupes populaires. Le nombre de vols dans les supermarchés augmente constamment. Les saisies judiciaires se multiplient. Et tandis qu'en bas on cherche à ne pas crever de faim, en haut ils se préparent au pire, à l'explosion sociale tant redoutée. On promet d'appliquer la « tolérance zéro » à ceux qui transgressent la loi, on construit de nouvelles prisons et centres de rétention, on place les quartiers sous vidéosurveillance, on les militarise, et surtout lorsque la rage commence à sévir. Qu'ils soient anciens ou nouveaux, les pauvres doivent savoir que mourir de privations ou se suicider sera le seul choix qui leur sera concédé.

Ce sont de vieilles histoires, d'un autre siècle. Aujourd'hui, de plus en plus d'individus vont chercher l'argent là où il se trouve en abondance. Certains ont également un rêve qui leur colle à la peau, comme ces deux anarchistes, Christos et Alfredo, arrêtés le 1er octobre en Grèce après une attaque de banque. Le premier l'a braquée, arme à la main. On prétend que le deuxième l'aurait aidé en recelant le butin. Ces deux anarchistes, l'un grec et l'autre italien, se trouvent maintenant derrière les barreaux. La prison est le destin promis à ceux qui ne se résignent pas à crever dans la misère, c'est le destin promis aux ennemis de l'exploitation et de l'autorité.

Ce sont de vieilles histoires, d'un autre siècle. Une économie en difficulté, un chômage endémique, la détérioration des conditions de vie, une guerre entre pauvres fomentée par les larbins des puissants, les nationalismes, les religions et les racismes qui gagnent du terrain, une planète menacée par le développement technologique, les Etats qui combinent aussi bien la carotte de la démocratie que le bâton du totalitarisme... Dans ce retour improvisé vers le passé, il manque encore quelque chose. Que la dignité salie chasse le désespoir et se transforme en actes. Que la liberté cesse d'être le droit d'obéir à l'autorité et redevienne un affront envers n'importe quelle forme de pouvoir.

Que le désir de vivre ne se contente pas de ce qui existe déjà mais parte à l'assaut pour arracher ce qui n'a jamais été.

Ce sont de vieilles Histoires, d'un autre siècle, l'insurrection...

Des anarchistes.

Texte d'une affiche internationale trouvée sur les murs de plusieurs pays. On peut se la procurer en diverses langues sur le site <http://arobberygreece.blogspot.com>

Aux résignés

Je hais les résignés, comme je hais les malpropres, comme je hais les fainéants.

Je hais la résignation ! Je hais la malpropreté, je hais l'inaction.

Je hais le malade courbé sous quelque fièvre maligne ; je hais le malade imaginaire qu'un peu de volonté remettrait droit.

Je plains l'homme enchaîné, entouré de gardiens, écrasé du poids du fer et du nombre.

Je hais les soldats que courbe le poids d'un galon ou de trois étoiles ; les travailleurs que courbe le poids du capital.

J'aime l'homme qui dit ce qu'il sent où qu'il se trouve ; je hais le votard à la conquête perpétuelle d'une majorité.

J'aime le savant écrasé sous le poids des recherches scientifiques ; je hais l'individu qui courbe son corps sous le poids d'une puissance inconnue, d'un X quelconque, d'un dieu.

Je hais, dis-je, tous ceux qui, cédant à autrui, par peur, par résignation, une part de leur puissance d'homme, non seulement s'écrasent mais m'écrasent, moi ceux que j'aime, du poids de leur concours affreux ou de leur inertie idiote.

Je hais, oui, je les hais, car moi je le sens, je ne me courbe pas sous le galon de l'officier, l'écharpe du maire, l'or du capitaliste, les morales ou les religions ; il y a longtemps que je sais que tout cela n'est que hochets que l'on brise comme verre ... Je me courbe sous le poids de la résignation d'autrui. Ô je hais la résignation !

J'aime la vie.

Je veux vivre, non mesquinement comme ceux qui ne satisfont qu'une part de leurs muscles, de leurs nerfs, mais largement en satisfaisant les muscles faciaux tout aussi bien que ceux des mollets, la masse de mes reins comme celle de mon cerveau.

Je ne veux pas troquer une part de maintenant pour une part fictive de demain, je ne veux céder en rien du présent pour le vent de l'avenir.

Je ne veux rien courber de moi sous les mots « partie, Dieu, honneur ». Je sais trop le vide de ces mots : spectres religieux et laïque.

Je me moque des retraites, des paradis, sous l'espoir desquels tiennent résignés, religion et capital.

Je ris de ceux qui, accumulant pour leur vieillesse, se privent en leur jeunesse ; de ceux qui, pour manger à soixante, jeûnent à vingt ans.

Moi, je veux manger lorsque j'ai les dents fortes pour déchirer et broyer les viandes saines et leurs fruits succulents, lorsque les sucs de mon estomac digèrent sans aucun trouble ; je veux boire à ma soif les liquides rafraîchissants ou toniques.

Je veux aimer les femmes, ou la femme selon qu'il conviendra à nos désirs communs, et je ne veux pas me résigner à la famille, à la loi, au code ; nul n'a droit sur nos corps. Tu veux, je veux. Moquons-nous de la famille, de la loi, antique forme de résignation.

Mais ce n'est pas tout : je veux puisque j'ai des yeux, des oreilles, d'autres sens que le boire, le manger, l'amour sexuel, jouir sous d'autres formes. Je veux voir les belles sculptures, les belles peintures, admirer Rodin ou Manet. Je veux entendre les meilleurs opéras, jouer Beethoven ou Wagner. Je veux connaître les classiques en la comédie, feuilleter le bagage littéraire, artistique qu'ont légué les hommes passés aux hommes présent ou mieux feuilleter l'œuvre toujours et à jamais inachevée de l'humanité.

Je veux la joie pour moi, pour la compagne choisie, pour les enfants, pour les amis. Je veux un home où se puissent reposer agréablement mes yeux après le labeur fini.

Car je veux la joie du labeur aussi, cette joie saine, cette joie forte. Je veux que mes bras manient le rabot, le marteau, la bêche ou la faux. Que les muscles se développent, que la cage thoracique s'élargisse à des mouvements puissants, utiles et raisonnés.

Je veux être utile, je veux que nous soyons utiles. Je veux être utile à mon voisin et je veux que mon voisin me soit utile. Je désire que nous œuvrions beaucoup car je suis insatiable de jouissance. Et c'est parce que je veux jouir que je ne suis résigné.

Oui, oui, je veux produire, mais je veux jouir ; je veux pétrir la pâte, mais manger du meilleur pain ; faire la vendange, mais boire du meilleur vin ; construire la maison mais habiter de meilleur appartement ; faire les meubles, mais posséder l'utile, voire le beau ; je veux faire faire des théâtres, mais assez vaste pour y loger les miens et moi.

Je veux coopérer à produire, mais je veux coopérer à consommer.

Que les uns rêvent de produire pour d'autres à qui ils laisseront, ô ironie, le meilleur de leurs efforts, pour moi je veux, groupé librement, produire mais consommer.

Résignés, regardez, je crache sur vos idoles, je crache sur Dieu, je crache sur la patrie, je crache sur le Christ, je crache sur les drapeaux, je crache sur le capital et sur le veau d'or, je crache sur les religions : ce sont des hochets, je m'en moque, je m'en ris...

Ils ne sont rien que par vous, quittez-les et ils se brisent en miettes. Vous êtes donc une force, ô résignés, de ces forces qui s'ignorent mais qui n'en sont pas moins des forces, et je ne peux pas cracher sur vous, je ne peux que vous haïr...ou vous aimer.

Par-dessus tous mes désirs, j'ai celui de vous voir secouer votre résignation dans un réveil terrible de vie.

Il n'y a pas de paradis futur, il n'y a pas d'avenir, il n'y a que le présent.

Vivons-nous !

Vivons ! La résignation, c'est la mort.

La révolte, c'est la vie.

Albert Libertad, dans *L'anarchie*, 13 avril 1905.

DESERTONS LA TERREUR SANITAIRE

L'épidémie de grippe A est la nouvelle menace avec laquelle l'Etat et ses maîtres entreprennent de nous terroriser. Face à ce péril indiscutable, puisque décrété par l'autorité de « la science », nous sommes invités à participer corps et âme à l'effort de guerre sanitaire. L'unanimité est exigée, s'y soustraire ne serait qu'une faute morale ou une preuve de manque d'instruction. La réalité des conflits sociaux disparaît opportunément derrière cette fausse union et derrière le conflit factice qui en découle entre ceux qui sont « pour » et ceux qui sont « contre » le vaccin. Ce spectacle mobilise nos affects – la frustration, le ressentiment, l'angoisse – et les autorise à se décharger d'une manière valorisante et inoffensive pour l'ordre social qui les fait naître : contre un ennemi chimérique, contre ceux de nos concitoyens qui se font ses complices en refusant de se soumettre à la bienveillante protection du gouvernement et de l'industrie, ou tout aussi bien contre quelques méchants gouvernants et patrons – cela revient au même si l'on se laisse emporter dans la panique et si l'on ne voit pas la continuité politique derrière cette campagne.

Avec cette épidémie, les gestionnaires de ce monde prolongent et renforcent l'état d'urgence permanent qui justifie leur domination et leur permet d'imposer leurs décisions. N'est-il pas nécessaire qu'ils fassent tout ce qu'ils peuvent pour nous protéger des virus, des bactéries, des tumeurs, des terroristes ou, bientôt, du réchauffement climatique ? Pourtant, derrière chacun de ces ennemis, qu'ils présentent et réarrangent selon leurs intérêts, se cachent les désastres réels provoqués par l'ordre social qu'ils imposent.

Le virus est la nouvelle figure de l'ennemi absolu, clé de la représentation totalitaire du monde : l'ennemi omniprésent et diffus qui se répandrait par contagion, invisible, comme les mauvaises pensées, contre lequel il faut accroître la séparation entre les gens. Un mal face auquel l'individu serait impuissant, et qui rend nécessaire la « protection » de l'Etat, la soumission aux outils et aux armes de l'industrie. Un mal que nous serions tous susceptibles – suspects – de porter et transmettre, qui impose une surveillance généralisée. Bref, une raison justifiant la réorganisation policière de nos vies, la militarisation, l'enrégimentation de la population, son assujettissement au contrôle, à la surveillance et à la contrainte : on nous divise en une masse de cas individuels désarmés.

C'est cela, l'enjeu de cette campagne de terreur. Développer, expérimenter et imposer les outils et dispositifs de dépossession. Nous habituer à nous soumettre à de tels dispositifs – et même nous amener à souhaiter cette soumission : par la peur, la panique, la confusion, la désinformation, le chantage affectif, les pressions morales, nous convaincre que nous ne sommes que des victimes impuissantes et isolées, celles qui se reconnaissent dans

la bienveillance des puissants, ou bien celles qui croient n'avoir plus d'autre choix que d'accepter leur protection (« la mafia vous protège ! »). Il s'agit bel et bien de briser nos résistances à cette forme de pouvoir qui aspire à totalement gérer nos vies, les réduire à la dépendance pour les exploiter toujours plus intensément. Au-delà de l'inoculation d'un probable poison, il s'agit de pousser un peu plus loin la destruction de ce qu'il nous reste d'autonomie vitale et de solidarité, accélérer la ruine de la conscience que nous avons de nous-mêmes, de notre santé, de notre puissance, de notre responsabilité, de notre participation à une unité sociale et à l'unité du monde vivant.



Nous ne sommes pas impuissants, ni isolés, ni victimes. Nous sommes plus que nombreux à nous méfier de ce vaccin et à le refuser, contrairement à ce que prétend la désinformation qui, comme toujours, met en scène l'assentiment de la majorité pour nous faire croire que nous sommes minoritaires. Nous ne voulons pas de cette terreur sanitaire – sinon, il n'y aurait pas besoin de tant de pressions et d'une propagande aussi acharnée pour nous l'imposer. Nous n'avons pas à céder à la crainte du pouvoir ou de ses épouvantails, mais à comprendre le réel rapport de forces qui se cache derrière le scandale du moment. Comprendre quelle guerre nous est menée et quelle est notre puissance réelle : le simple fait d'être vivants et humains fait de nous une force qui est à la fois une menace pour cet ordre social et la source de tout son pouvoir, de toute sa richesse. Redécouvrons nos capacités et besoins véritables.

Nous n'avons pas besoin de diplômes, de blouses blanches, ni de microscopes ou de cyclotrons pour comprendre la toxicité de ce vaccin comme de toutes les autres marchandises produites par l'industrie pharmaceutique, qui ne fait de profits que lorsque nous sommes malades et non en bonne santé. Ses produits ne sont pas toxiques seulement par leurs terribles effets secondaires – ceux sur lesquels seuls les laborantins ont le droit de se prononcer (et ils se disputent sur ceux des vaccins : de la simple

fatigue chronique aux neuropathies, paralysies, cancers, maladies auto-immunes, sclérose en plaques, alzheimer, etc) – mais par leurs effets premiers : prendre la place des processus autonomes de guérison et d'immunité et même les combattre en prétendant qu'ils sont eux-mêmes le mal, affaiblir ainsi la santé, c'est-à-dire non pas l'absence de symptômes, mais la capacité générale de l'organisme à retrouver son équilibre en passant par des crises. La domination marchande se développe en substituant à chaque processus vivant, donc impropre à la possession, une marchandise : en nous privant d'une capacité d'agir, de réagir, d'être et en la plaçant en un objet commercialisable. Le système médical actuel, asservi depuis longtemps aux intérêts capitalistes, n'est pas un système de santé mais de dépendance. Nous ne sommes pour lui que des machines à réparer de l'extérieur. Nous avons à cesser de nous mépriser nous-mêmes et d'ignorer la vie en nous, à retrouver notre sensibilité au lieu de nous laisser abrutir, à développer les connaissances et pratiques qui nous rendent libres et solidaires. L'immunité n'est pas qu'une fonction biochimique, c'est notre capacité d'auto-défense : elle met aussi en jeu la conscience que nous avons de nous-mêmes et des rapports sociaux. Nous l'affaiblissons en acceptant de nous laisser dicter notre conscience par ceux qui se réservent le monopole de la connaissance, de l'enseignement, de l'information, de la parole publique.

Il est bien évident que cette campagne de vaccination profite directement à des fabricants de vaccins et indirectement à l'ensemble de la mafia médicale. De même, la collusion entre les intérêts industriels et financiers et ceux de l'Etat, des institutions internationales (OMS etc) et des médias, ne peut faire de doute qu'à ceux qui sont déjà en permanence vaccinés par ces médias contre la conscience critique. Mais le scandale ne vient pas seulement de quelques politiciens corrompus et financiers véreux. C'est notre système social qui fonctionne ainsi, amenant en permanence ses gestionnaires à conspirer contre notre vie. C'est lui qui fait que, autant que possible, on évince les solutions les moins industrialisables et on privilégie celles qui génèrent le plus de profit, peu importe que ces solutions provoquent de nouveaux désastres. Au contraire, ces désastres induisent de nouveaux besoins marchands et nourrissent ainsi le développement du capital. Cette grippe n'était-elle pas censée, au départ, être un effet secondaire de l'exploitation industrielle des porcs, laquelle ne se développe que grâce aux médicaments et vaccins pour porc... ? Dans les usines d'exploitation de vies humaines, les maladies dégénérantes sont rentables. Nul besoin de prêter des intentions exterminatrices diaboliques aux soi-disant élites. Voyons plutôt en quoi nous y participons nous-mêmes, dans nos manières de faire même les plus quotidiennes, dans notre conscience de nous-mêmes, pour agir différemment et nous organiser contre cet ordre social qui se nourrit de notre énergie, de nos gestes comme de notre laisser-faire. Si la politique de la terreur fonctionne aussi bien, c'est parce qu'elle profite à la fausse conscience de tous ceux qui, en acceptant le rôle d'innocentes victimes de la violence du monde, refusent de reconnaître leur responsabilité, c'est-à-dire le pouvoir qu'ils ont sur leur vie et sur l'histoire, leur liberté.

On m'élève !

Ce que je méprise, c'est l'existence que je mène, moi ; que je suis condamné à mener pendant des années encore. Instruction, éducation. *On m'élève*. Oh ! l'ironie de ce mot-là.. !

Éducation. La chasse aux instincts. On me reproche mes défauts ; on me fait honte de mes imperfections. Je ne dois pas être comme je suis, mais comme il faut. Pourquoi faut-il ?... On m'incite à suivre les bons exemples ; parce qu'il n'y a que les mauvais qui vous décident à agir. On m'apprend à ne pas tromper les autres ; mais point à ne pas me laisser tromper. On m'inocule la raison— ils appellent ça comme ça —juste à la place du cœur. Mes sentiments violents sont criminels, ou au moins déplacés ; on m'enseigne à les dissimuler. De ma confiance, on fait quelque chose qui mérite d'avoir un nom : la servilité ; de mon orgueil, quelque chose qui ne devrait pas en avoir : le respect humain. Le crâne déprimé par le casque d'airain de la saine philosophie, les pieds alourdis par les brodequins à semelles de plomb dont me chaussent les moralistes, je pourrai déceint, vers mon quatrième lustre, me présenter à mes semblables. J'aurai du savoir-vivre. Je regarderai passer ma vie derrière le carreau brouillé des conventions hypocrites, avec permission de la romantiser un peu, mais défense de la vivre. J'aurai peur. Car il n'y a qu'une chose qu'on m'apprenne ici, je le sais ! On m'apprend à avoir peur.

Pour que j'aie bien peur des autres et bien peur de moi, pour que je sois un lieu-commun articulé par la résignation et un automate de la souffrance imbécile, il faut que mon être moral primitif, le moi que je suis né, disparaisse. Il faut que mon caractère soit brisé, meurtri, enseveli. Si j'en ai besoin plus tard, de mon caractère — pour me défendre, si je suis riche et pour attaquer, si je suis pauvre — il faudra que je l'exhume. Il revivra tout à coup, le vieil homme qui sera mort en moi — et tant pis pour moi si c'est un épouvantail qui gisait sous la dalle ; et tant pis pour les autres si c'est un revenant dont le suaire ligotait les poings crispés, et qui a pleuré dans la tombe !

Et souvent, il n'y a plus rien derrière la pierre du sépulcre, La bière est vide, la bière qu'on ouvre avec angoisse. Et quelquefois, c'est plus lugubre encore.

JAURES VIENT D'ACCOUCHER

Les rivières claires qui traversent les villes naissantes... On jette un pont dessus, d'abord ; puis deux, puis trois ; puis on les couvre entièrement. On n'en voit plus les flots limpides ; on n'en entend plus le murmure ; on en oublie même l'existence. Dans la nuit que lui font les voûtes, entre les murs de pierre qui l'étreignent, le ruisseau coule toujours, pourtant. Son eau pure, c'est de la fange ; ses flots qui chantaient au soleil grondent dans l'ombre ; il n'emporte plus les fleurs des plantes, il charrie les ordures des hommes. Ce n'est plus une rivière ; c'est un égout.

Je ne suis pas le seul, sans doute, à avoir deviné la tendance malfaisante d'un système qui poursuit, avec le knout du respect, l'unité dans la platitude. L'enfant a l'orgueil de sa personnalité et le fier entêtement de ce qu'on appelle ses mauvais instincts. L'ironie n'est pas rare chez lui ; et il se venge par sa moquerie, toujours juste, du personnage ou de la doctrine qui cherche à peser sur lui. Mais la raillerie n'est pas assez forte pour la lutte. De là ce mélange de douceur et d'amertume, de patience et de méchanceté, de confiance large et de doute pénible que je remarque chez plusieurs de mes camarades — toujours enfants très heureux ou très malheureux dans leurs familles — et qui se résout dans une tristesse noire et une inquiétude nostalgique. Non, le sarcasme ne suffit point. Ce n'est pas en secouant ses branches que le jeune arbre peut se débarrasser de la liane qui l'étouffe ; il faut une hache pour couper la plante meurtrière, et cette hache, c'est la Nécessité qui la tient. C'est elle qui m'a délivré. Il y a une chose que je sais et qu'aucun de mes camarades ne sait encore : je sais qu'il faut vivre.

Georges Darien. Extrait du roman *Le Voleur*, chap. II : Le cœur d'un homme vierge est un vase profond, parution : 1896.

C'est l'Humanité qu'il a pondue^[1]. Je ne m'attendais pas à ce coup-là. Quelle ventrée ! Il n'y va pas de panse morte. Ça prouve qu'il ne faut désespérer de rien.

Enfin nous l'avons, nous la tenons, nous la palpons, j'avais douté de l'existence de l'Humanité jusqu'ici - et la voilà. Ô incroyables ! La voilà, complète, séduisante et nature, hors des profondeurs de Jaurès. - Il y avait quelque chose dedans ! Surprise sur surprise. - Mais pourquoi donc qu'il ne nous l'a pas donnée plus tôt, son Humanité ? Pendant combien d'années est-ce qu'on porte, dans sa famille ?

Jaurès a les couches modestes. « L'humanité n'existe point encore », dit-il.

Alors, quoi ? Est-ce qu'il y a une suite ? Une queue ? Quelque chose à venir ? Est-ce que c'est le délivre qui est arrivé d'abord ? Ou bien - est-ce qu'il se méfie ? Est-ce qu'il a une idée - comme ça - que l'enfant tournera mal, aussi, et qu'on lui prépare déjà quelque part son cierge de première communion ?

« L'humanité n'existe point encore, dit-il, ou elle existe à peine. » A peine ! Est-ce qu'il en aurait gardé un morceau ?

Et il se donne un mal affreux, le pauvre homme, à jurer que son Humanité est la seule, la bonne, la vraie. En voilà des relevailles !

Mais naturellement, que c'est la vraie, et la seule : L'Humanité, feuille de choux décolorée que grignotent, des trois dents qui leur restent, les vieux lapins du Socialisme pacifique, c'est l'exacte synthèse de toutes les meurtrières sottises humanitaires semées par les coquins qui vivent de l'imbécillité publique.

Lisez ça, bonnes gens, savourez ça et digérez ça. « Le titre même du journal, dans son ampleur », est une belle étiquette sur la viande creuse. C'est à « la réalisation de l'Humanité que travaillent tous les socialistes ». Ce n'est pas à te donner un lit, et tout de suite, vieillard qui râles dans le ruisseau ; ce n'est pas à te faire enfin connaître la joie, femme courbée sur ton esclavage ; ce n'est pas à faire de toi un homme libre, serf du Riche ; ce n'est pas à te rendre ta dignité, forçat en uniforme ; ce n'est pas à te faire vivre de la vie, enfant ; non, ce n'est pas à cela qu'on travaille chez Jaurès. On travaille à « réaliser l'humanité ». - On travaille à continuer la vieille et sanglante farce du progrès lent et de l'Évolution nécessaire. Lisez L'Humanité, bonnes gens, écoutez Jaurès et continuez à croupir dans votre stupide misère, et continuez à crever comme des chiens !

Qu'est-ce que tu dis, toi ? tu as faim ? - En avant la musique ! La Marche de l'Humanité ! Rien de pareil pour vous gonfler les boyaux.

Zim ! Boum ! Boum ! Proletariat international ! Universelle justice sociale ! Grand but d'humanité ! Suffrage éclairé ! Organisation ! Groupement ! Souci de la vérité ! Respect pour le prolétariat !

Du respect. - Si tu veux autre chose, prolétaire, il faudra le prendre. Et il faudra voir si la Guerre, qui est inhumaine, ne t'en donnera pas les moyens ; et les moyens d'être libre et heureux, enfin, et de punir les répugnants saltimbanques qui te prêchent la paix et la patience. Autrement...

Autrement, tu auras du respect, prolétaire. Passe-toi ça dans les dents. Et si tu n'es pas content, tu peux allumer ta pipe à la fontaine. La Paix ! La Paix ! Qu'est-ce que ça peut faire tes souffrances ? C'est l'Humanité qui compte ; pas toi ; Jaurès, c'est la Paix. Regarde. C'est tout l'Océan Pacifique qui lui dégouline de la gueule.

Et quand la gueule se ferme, c'est sur le bord d'une sébile^[2] que les dents pourries se rejoignent ; une sébile qui veut avoir l'honneur de vous remercier. Donnez vos sous, bonnes gens.

Tu recevras du bronze aujourd'hui, Jaurès.

Et demain, du plomb.

Georges Darien, dans *L'Ennemi du Peuple* N°19, 1-15 mai 1904.

[1] Le N°1 de *L'Humanité*, journal socialiste quotidien, dont le directeur politique était Jean Jaurès, parut le lundi 18 avril 1904.

[2] Une sébile est une sorte de coupe ou de bol en bois servant à collecter l'aumône.

T'en a marre ?

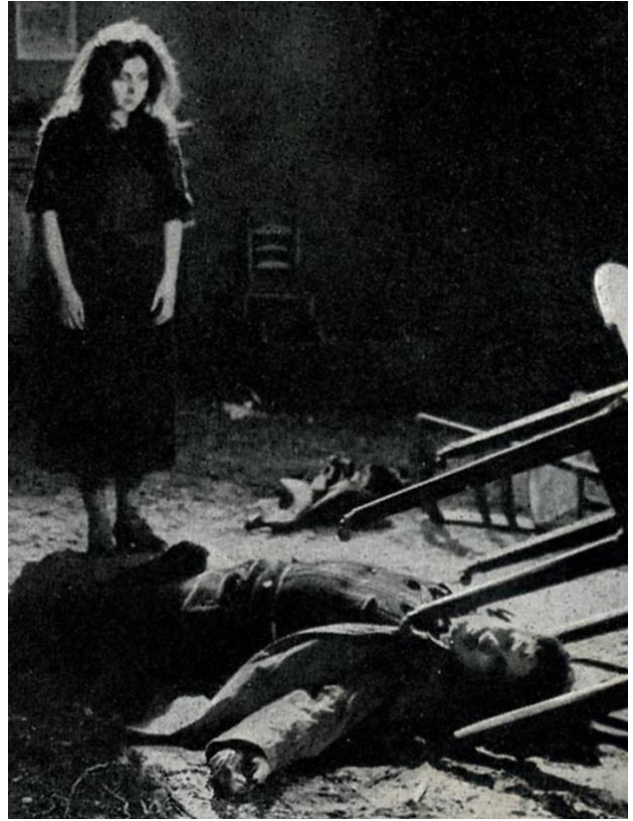
Que les mecs te matent, te trouvent trop sexy ou trop ringarde ; qu'ils se moquent de toi ou te harcèlent ; te traitent comme de la merde parce que tu es une fille ?

De devoir ressembler à une star de cinéma pour être populaire ; d'être toujours sûr de toi, de cacher tes émotions ; de réagir en « bon hétéro macho » pour être un mec, un vrai ? De devoir t'habiller à la mode et ressembler à une publicité ; de mater des films débiles ; d'apprendre l'amour dans des magazines stupides ?

De te réveiller tous les matins pour être enfermé(e) toute la journée avec des profs qui savent tout mieux que toi ; de t'enfoncer dans le crâne des conneries qui t'empêchent de penser ; et tout ça pour faire de toi un esclave de plus de cette société capitaliste ?

De croire que pour réussir ta vie, il te faut un bon métier, te marier, avoir des enfants, même si tu dois te taper un patron, te prendre des coups, faire abstraction de tes envies ?

De te résigner, d'accepter ce monde de merde parce que tu sais qu'il existe toujours une institution prête à t'interner, t'insérer, te réinsérer ou te détruire ; parce que tu as appris à avoir peur, à obéir ; parce que tu ne connais rien d'autre ?



[Affiche trouée sur les murs de Bruxelles, fin 2009]

ALORS TRANSFORME TA PEUR EN RAGE ET DETRUIS CE QUI T'ENCAGE

CHEVEUX, BARBES ET POSTICHES

Voilà trois semaines, déjà, que je fréquente les « milieux socialistes » — 30 centimes le bock — et je commence à me demander si l'abbé n'avait pas raison. Je n'avais point attaché grande importance à son avis, cependant ; j'avais laissé de côté toutes les idées préconçues ; j'avais écarté tous les préjugés qui dorment au fond du bourgeois le plus dévoyé, et j'étais prêt à recevoir la bonne nouvelle. Hélas ! cette bonne nouvelle n'est pas bonne, et elle n'est pas nouvelle non plus.

Je me suis initié aux mystères du socialisme, le seul, le vrai — le socialisme scientifique — et j'ai contemplé ses prophètes. J'ai vu ceux de 48 avec leurs barbes, ceux de 71 avec leurs cheveux, et tous les autres avec leur salive.

J'ai assisté à des réunions où ils ont démontré au bon peuple que la Société collectiviste existe en germe au sein de la Société capitaliste ; qu'il suffit donc de conquérir les pouvoirs publics pour que tout marche comme sur des roulettes ; et que le Quatrième État, représenté par eux, prophètes, tiendra bientôt la queue de la poêle.. Et j'ai pensé que ce serait encore mieux s'il n'y avait point de poêle, et si personne ne consentait à se laisser frirer dedans... Je leur ai entendu proclamer l'existence des lois d'airain, et aussi la nécessité d'égaliser les salaires, à travail égal, entre l'homme et la femme... Et j'ai pensé que le Code bourgeois, au

moins, avait la pudeur d'ignorer le travail de la femme... Je leur ai entendu recommander le calme et le sang-froid, le silence devant les provocations gouvernementales, le respect de la légalité... Et le bon peuple, la « matière électorale », a applaudi. Alors, ils ont déclaré que l'idée de grève générale était une idée réactionnaire. Et le bon peuple a applaudi encore plus fort.

J'ai parlé avec quelques-uns d'entre eux, aussi ; des députés, des journalistes, des rien du tout. Un professeur qui a quitté la chaire pour la tribune, au grand bénéfice de la chaire ; pédant plein d'enflure, boursoufflé de vanité, les bajoues gonflées du jujube de la rhétorique. Un autre, croque-mort expansif, grand-prêtre de l'église de Karl Marx, orateur nasillard et publiciste à filandres. Un autre, laissé pour compte du suffrage universel, bête comme une oie avec une figure intelligente — chose terrible ! — et qui ne songe qu'à dénoncer les gens qui ne sont pas de son avis. Un autre... et combien d'autres ?... Tous les autres.

J'ai lu leur littérature — l'art d'accommoder les restes du Capital. — On y tranche, règle, décide et dogmatise à plaisir... L'égoïsme naïf, l'ambition basse, la stupidité incurable et la jalousie la plus vile soulignent les phrases, semblent poisser les pages. Lit-on ça ? Presque plus, paraît-il. De tout ce qu'ont griffonné ces théoriciens de l'enrégimentation, il ne restera pas assez de papier, quand le moment sera venu, pour bourrer un fusil.



Ah ! c'est à se demander comment l'idée de cette caserne collectiviste a jamais pu germer dans le cerveau d'un homme.

— Un homme ! s'écrie un être maigre et blafard qui m'entend prononcer ce dernier mot en pénétrant dans le café, au moment où j'en sors. Savez-vous seulement ce que c'est qu'un homme ? Mais permettez-moi de vous offrir....

— Oui, oui. je sais... la permission de payer. Eh bien. qu'est-ce qu'un homme ?

— Un homme, c'est une machine qui, au rebours des autres, renouvelle sans cesse toutes ses parties. Le socialisme scientifique...

Je n'écoute pas l'être blafard ; je le regarde. Une figure chafouine, rageuse, l'air d'un furet envieux du moyen de défense accordé au putois. Transfuge de la bourgeoisie qui pensait trouver la pâtée, comme d'autres, dans l'auge socialiste, et s'est aperçu, comme d'autres, qu'elle est souvent vide. Raté fielleux qui laisse apercevoir, entre ses dents jaunes, une âme à la Fouquier-Tinville, et qui bat sa femme pour se venger de ses insuccès. Il est vrai qu'elle peine pour le nourrir. A travail égal... Mais l'être blafard s'aperçoit de mon inattention.

— Écoutez-moi attentivement, dit-il ; c'est très important si vous voulez savoir pourquoi le socialisme scientifique ne peut considérer l'homme que comme une machine... La nourriture d'un adulte, ainsi que je vous le disais, est environ égale en puissance à un demi kilogramme de charbon de terre ; lequel demi-kilo est à son tour égal à un cinquième de cheval-vapeur pendant vingt-quatre heures. Comme un cheval-vapeur est équivalent à la force de vingt-quatre hommes, la journée moyenne de travail d'un homme ordinaire monte à un cinquième de l'énergie potentielle emmagasinée dans la nourriture que consomme cet homme et qui est équivalente, vous venez de le voir, à un demi-kilo de charbon. Que deviennent les quatre autres cinquièmes ?

Je ne sais pas, je ne sais pas! Je ne veux pas le savoir.

Qu'ils deviennent tout ce qu'ils pourront — pourvu que je sorte d'ici et que je n'y remette jamais les pieds !

Un soir, j'ai rencontré un socialiste.

C'est un ouvrier laborieux, sobre, calme, qui se donne beaucoup de mal pour subvenir aux besoins de sa famille et élever ses enfants. Il serait fort heureux que la vie fût moins pénible pour tous, surtout pour ceux qui travaillent aussi durement que lui, et que la misère cessât d'exister. Je crois qu'il ferait tout pour cela, ce brave homme ; mais je pense aussi qu'il n'a qu'une confiance médiocre dans les procédés recommandés par les pontifes de la révolution légale.

— En conscience, lui ai-je demandé, à qui croyez-vous que puisse être utile la propagande socialiste ? Profite-t-elle aux malheureux ?

— Non, sûrement. Car, depuis qu'il est de mode d'exposer les théories socialistes, je ne vois pas que la condition des déshérités se soit améliorée ; elle a empiré, plutôt.

— Eh ! bien, pour prendre un instant au sérieux les arguments de vos frères ennemis les anarchistes, croyez-vous que cette propagande profite au gouvernement ?

— Non, sûrement. Le gouvernement, si mauvais qu'il soit, se déciderait sans doute à faire quelques concessions aux misérables, par simple politique, s'il n'était pas harassé par les colporteurs des doctrines collectivistes ; et il serait plus solide encore qu'il ne l'est.

— A qui profite-t-elle donc, alors, cette propagande ?

Il a réfléchi un instant et m'a répondu.

— Au mouchard.

Georges Darien.

Extrait du roman *Le Voleur*,

**XII : Cheveux, barbes et
iches, paru en 1896.**

**chap.
post-**



Le 24 Juin au Chili, sur dénonciation de sa mère, le domicile de Diego Rios Gonzalez est perquisitionné par différents services de carabiniers. Ne l'y trouvant pas, ils se dirigent alors vers le Centre Social Autonome et bibliothèque libertaire Jhonny Cariqueo pour y mener une perquisition. Depuis, Diego est dans la nature.

transformer nos vies entières en propagande par le fait, en attaquant le capital. Nous avons découvert au jour le jour que dans chaque élan destructeur nous créons quelque chose, quelque chose qui nous renforce et voilà ce qui agite mon esprit et conforte mes convictions aujourd'hui, c'est cette fierté de se sentir digne et conséquent.

LETTRE DE DIEGO RIOS DEPUIS LA CLANDESTINITE

Comme beaucoup le savent déjà, il y a quelques semaines la police a perquisitionné dans le centre de Santiago une maison inoccupée appartenant à ma mère, dans laquelle se trouvaient deux sacs contenant divers matériels pour fabriquer des explosifs.

Depuis lors, je suis recherché et poursuivi par l'Etat et ses appareils répressifs. Je m'en suis rendu compte par la surveillance grossière d'appels téléphoniques. Quelques heures plus tard, j'ai appris la perquisition du Centre Social et Bibliothèque Libertaire Jhonny Cariqueo. C'est l'endroit où je vis, et la police est entrée soi-disant pour demander où j'étais. Ne m'y trouvant pas (et ne recevant aucune collaboration), ils ont pris tous les textes, publications et matériels de propagande qu'ils ont pu trouver (ils ont déjà dû entendre ce refrain connu selon lequel "... la propagande est une arme ..."). Alors, j'ai décidé de m'enfuir, même si je ne suis coupable de rien, pas plus qu'innocent d'ailleurs... je suis simplement leur ennemi. Je ne me rappelle ni le jour ni le lieu, mais il y a longtemps déjà que je me suis rendu compte que je ne peux (ni veux) vivre tranquille ou en paix et que j'ai décidé de compliquer ma vie au point de rendre impossible tout retour en arrière... Depuis lors, je suis l'ennemi déclaré de l'ordre existant, ennemi de la société, de toute forme d'autorité et d'exploitation, bourgeoise ou prolétaire. J'ai compris que la lutte pour la liberté c'est la guerre que mène chaque individu pour reprendre sa vie en main. C'est refuser de faire partie des masses, que d'autres pensent pour toi et te disent comment agir ; c'est rejeter les idéologies et les nombres tout comme les rôles chargés de conformisme et de passivité qui assurent au quotidien la continuité du système (quelque soit la rhétorique révolutionnaire dont ils se parent). J'ai découvert que celles et ceux qui m'ont accompagné dans les étapes significatives de ma vie et dans les attaques concrètes (matérielles et idéologiques) contre le capitalisme ne voyaient pas l'horizontalité comme un simple choix, mais comme le partage de la confiance et du désir de détruire tout ce qui nous opprime. La relation avec mes frères et soeurs m'a fait comprendre que l'arme la plus efficace, c'est ce bouleversement qualitatif qui consiste à tenter au quotidien de

Ces derniers jours, je n'ai pu m'empêcher de me souvenir des mots qu'a dit un prisonnier : "nous les anarchistes, nous avons génétiquement la prison dans le sang", c'est peut être vrai d'une certaine manière. Nous savons toutes et tous que la prison est une conséquence possible pour celles et ceux qui assument le fait de défier l'Etat et le Capital comme position d'action et non comme un simple simulacre révolutionnaire leur permettant de poursuivre une vie confortable et sûre. Mais j'ai aussi la certitude que la guerre consiste en partie à multiplier et aiguïser les attaques en veillant au maximum, sur la base de nos recherches et de nos plans, à ne pas tomber dans les griffes de l'ennemi. Je vais éloigner le plus possible la prison de ma vie, sans pour autant sombrer dans la paralysie (que ce soit par peur ou par autosatisfaction). C'est pourquoi, j'assume mes erreurs et je fais mon autocritique : pour nourrir et aiguïser ma pratique insurrectionnelle. Aujourd'hui, je considère comme une nécessité concrète que les groupes d'affinité qui sont passés à l'action s'occupent de mettre sur pied une infrastructure autonome (dans tous les sens) qui leur permette de développer leurs projets avec plus de sécurité et de confiance. Je suis tombé sur cette erreur, mais je crois que nous les antiautoritaires devrions être comme les saumons : nous devons apprendre de chaque chute et continuer fermement à contre-courant.

Que tous mes frères et soeurs de qui je m'éloigne aujourd'hui sachent que je les aime et que je sens ce qu'ils sont les seuls à pouvoir comprendre... Et que mes ennemis qui analysent ce texte, que ce soit pour me localiser ou écrire une réponse académique/idéologique éprouvent d'ici mon plus profond mépris pour la vie qu'ils ont choisie et qu'ils défendent. Axel Osorio, Cristian Cancino et tant d'autres... je vous envoie par ces lignes mes salutations les plus affectueuses et soyez certains que beaucoup dehors s'intéressent à votre vie et luttent au quotidien pour détruire ce qui aujourd'hui retient vos corps. Mais je crois que même la prison ne peut arrêter la lutte contre le pouvoir.

**Pour la destruction de toutes les prisons
et de toutes les cages.
Faisons la guerre à la société.**

La compréhension active en lieu et place de l'irritation réactive

« Mettez la compréhension active en lieu et place de l'irritation réactive, et vous dominerez les choses. »

Franz Kafka.

On entend de plus en plus, ici et là, des critiques s'élever contre toute tentative d'analyse et de théorie antiautoritaire de la société de domination. Parmi ces critiques, souvent, on y trouve la tentation du discrédit de tout ce qui voudrait prendre du recul plutôt que de foncer tête bêche dans ce qui nous opprime. La théorie ne serait bonne, selon ses critiques, qu'à se couper les cheveux en quatre, elle serait une occupation académique, « inutile ».

La tendance qui pousse beaucoup d'entre nous au rejet d'un recul pourtant nécessaire sur nos pratiques et notre pensée, est très certainement liée à un appauvrissement global du mouvement radical. La slogantisation de la pensée anarchiste semble en effet, lorsqu'elle est conjuguée à la mise à sac de toute projectualité révolutionnaire, faire plus de mal qu'il n'y paraît.

Je me souviens encore, et je ne suis certainement pas le seul, de cette période de ma vie où plus jeune et exalté que jamais, je cherchais désespérément des rendez-vous sur les divers « agendas militants » du net pour y trouver manifs, bastons, blocages, émeutes, occupations. Je tenais alors un petit carnet dans lequel je notais soigneusement les prochains rencards, que je consultais quasiment tout les matins dans l'espérance de voir ma journée bien remplie ; pouvoir rentrer chaque soir retourner à ma misère, mais avec le sentiment militant du devoir accompli. J'étais quasiment dans tout ce qui pouvait se faire de « radical », pour la baston d'abord, peut être aussi pour la socialisation.

Ma pensée se résumait alors à deux trois poncifs que je pouvais ressortir à toutes les sauces, selon mon interlocuteur. Lorsque je me sentais dépassé, ou que l'on mettait en évidence mes contradictions, je me contentais d'insulter, de

discréditer les auteurs de ces critiques en les traitant d'intellos, un sûr moyen de ne pas se livrer à l'autocritique et de continuer à foncer la tête dans le guidon sans aucun recul réflexif. Au final, je ne cherchais même plus à comprendre, ni même à savoir dans quelle direction j'allais, quel était le sens de mon activité.

On commence à se faire des copains/ines, à prendre son pied dans l'affrontement –même superficiel-, à multiplier les récits d'anciens combattants et les anecdotes croustillantes sur la couleur du sang des flics. Après tout, je ne sais pas aujourd'hui ce qui différenciait mon intégration à ce petit milieu de celle que peuvent ressentir les membres de n'importe quelle scène culturelle, ou contre-culturelle. L'impression d'être là où les choses se passent, au fond, qui n'en ressent pas le besoin ? Questionner la pertinence des terrains de l'affrontement ou de la forme sans fond est une autre paire de manche...

Cette période-ci de ma vie, je ne peux l'analyser que comme étant une période d'activisme, ou plutôt, de réactivisme. Être là où l'ennemi vient de frapper, réagir à la répression, courir après les rendez-vous qui me sont imposés par l'agenda des puissants, ne même plus se poser la question de savoir si ce pourquoi je lutte est bien en cohérence avec ce que je souhaite voir advenir, pire, ne plus rien vouloir voir advenir d'autre que la perpétuation de ce cycle répétitif. C'est Ionesco qui disait que « lorsque l'on caresse un cercle il devient vicieux », c'est de ce vice circulaire dont je n'ai depuis, jamais cessé de m'éloigner en essayant d'ajouter à mes pratiques, l'analyse qu'elles nécessitent. Il faut essayer de tendre vers la situation où nos pratiques se rapprochent au fur et à mesure de notre évolution, vers une adéquation harmonieuse entre nos désirs et nos perspectives. C'est bien à cela que servent l'analyse et la théorie, à la mise en adéquation de nos perspectives et de nos pratiques, de notre révolte et de notre projectualité.

Lettre sur la Spécialisation

De l'autre côté, nombreux sont ceux qui se baignent régulièrement dans un lac d'érudition et de savoir, dans un jeu absolutiste d'approfondissement des problématiques. Pour qui l'anarchisme équivaut au maniement de concepts dénués de toute incidence pratique, pour qui la théorie anarchiste équivaut à la pratique de la philosophie telle qu'elle est enseignée sur les bancs des académies, à une relativisation de tout ce que la pensée peut produire, à une sorte de pensée en kit.

Souvent alors, on remplace l'analyse par l'idéologie. Incapable que l'on est à s'imprégner du réel pour le restituer dans ses écrits, une suite de mots clés, que l'on peut plaquer un peu partout suffira à rendre compte de ce qui se joue hors des livres. On ne peut alors que déléguer la mise en pratique des théories à cette autre classe de spécialistes : les activistes. C'est ainsi que deux contraires aux semblants contradictoires s'enrichissent, montrant un peu plus que l'intellectualisme et l'activisme ne sont que les deux faces d'une même pièce.

On pourrait croire qu'un gouffre sépare ces deux tendances à l'autolimitation, pourtant elles ont en commun la même faiblesse, la partialité. L'anarchisme se voit alors réduit à son plus simple appareil, dans un cas comme dans l'autre, celui de la posture. La théorie et l'analyse doivent enrichir les pratiques, elles doivent être un partage constant dans une réciprocité nous préservant de la spécialisation. Elles ne doivent pas être séparées les unes des autres car l'anarchiste est un funambule, il doit savoir naviguer dans les deux eaux sans n'avoir jamais peur de se mouiller.

Un assoiffé.

Aujourd'hui je pensais à quel point est triste l'habitude de se définir à partir d'une seule d'entre toutes les activités à travers lesquelles nous nous réalisons, comme si c'était cette seule activité qui définissait l'entière de notre existence. Tout cela ne me rappelle que trop clairement les séparations que l'Etat et l'économie infligent à nos vies.

Prenez le travail, par exemple. La reproduction des conditions d'existence, le fait de se dépenser pour manger, dormir, rester au chaud, et cetera, tout cela ne devrait faire qu'un avec la discussion, avec le jeu, avec la transformation continue de notre environnement, avec les rapports amoureux, avec le conflit, en bref avec les mille expressions de notre unicité. Par contre, non seulement le travail est devenu le centre de chaque préoccupation, mais, fort de son indépendance, il impose sa propre mesure aux soi-disant loisirs, aux amusements, aux rencontres, à la réflexion ; au final il se présente comme la mesure de la vie même. En effet, presque tous les individus se définissent en fonction du travail qui les occupe, et donc à partir de leur propre misère, parce que telle est leur identité sociale.

Je me réfère en particulier au reflet, dans la théorie et dans la pratique des révolutionnaires, de la séparation imposée dans la vie de chacun par le pouvoir. Prenez les armes, par exemple. Que sans armes une révolution me paraisse impossible, cela me semble assez clair, mais il est tout aussi clair que les armes ne suffisent pas. Je crois que plus révolutionnaire est un changement social, et moins la confrontation armée devient sa mesure. Plus ample, consciente et joyeuse est la transformation, et plus faibles sont les chances de retour en arrière. Si la subversion est réalisée dans tous les domaines de l'existence, la défense armée de sa capacité de destruction ne fait plus qu'un avec la création de nouveaux rapports et de nouveaux espaces. Cela si nous sommes tous armés.

Bien plus que par les défaites « militaires », le processus de reflux et par conséquent le triomphe du vieux monde, a toujours commencé avec l'extinction de l'action autonome et de l'enthousiasme, étouffés par les dures (et fausses) nécessités de la période de transition : le sacrifice avant le bonheur dans le communisme, l'obéissance au pouvoir avant la liberté dans l'anarchie. C'est vraiment dans ce reflux que se sont toujours déroulées, historiquement, les répressions les plus brutales, jamais dans le moment de l'insurrection diffuse et incontrôlable. Paradoxalement un anarchiste devrait, les armes à la main, faire en sorte que les armes servent le moins possible et qu'elles ne soient jamais séparées de l'ensemble des aspects de la révolte. Alors je me demande ce que voudra bien dire le concept de « lutte armée ». Je le comprends si c'est un léniniste qui en parle, lui qui de la révolution ne possède que l'image misérable du coup d'État et de la prise du Palais d'Hiver. Mais un antiautoritaire ? Il s'agit peut-être, face au refus général d'attaquer l'État et le capital, de souligner le caractère inoffensif de chaque contestation partielle et l'illusion d'une

libération qui voudrait seulement abolir le pouvoir « illégitime », ou qui voudrait auto-gérer l'imaginaire. Soit.

Mais s'il y a bien quelque chose de partiel, ce sont les mythologies guerrières, avec tout leur cortège de slogans, d'idéologie et de séparations hiérarchiques. Inoffensives pour le pouvoir, elles le sont également lorsqu'en acceptant de suivre des voies qui lui sont identiques en tout point, elles contribuent à empêcher toutes celles qui sont différentes. Quand à l'illusion, comment nommer autrement la thèse selon laquelle la vie quotidienne, avec ses rôles, ses obligations et sa passivité, puisse être critiquée à travers l'organisation armée ? On peut s'en souvenir autrement, de cette thèse : la tentative était de fournir une alternative anarchiste, et pas avant-gardiste, aux organisations combattantes staliniennes. Quant aux résultats, ils étaient déjà inscrits dans les méthodes. Comme si pour attaquer l'État et le capital il y eût besoin de sigles, de revendications ennuyeuses, de communiqués illisibles et tout le reste. Et on entend encore parler de « lutte armée » et d'organisations « combattantes ». Rappeler -au milieu de tant d'amnésie intéressée- que les armes font également partie de la lutte ne peut qu'être positif. Mais qu'est-ce que cela signifie ? Que nous ne devrions plus publier de journaux, cesser de débattre, d'inviter publiquement à l'élimination du Pape, de balancer des œufs aux juges, ou du yaourt aux journalistes, de piller pendant les manifestations, d'occuper des lieux ou de bloquer la rédaction d'un quotidien quelconque ? Ou alors cela signifie justement, comme en rêvent pas mal de magistrats, qu'on devrait laisser ce « faible niveau » à quelques-uns, pour que d'autres puissent devenir les spécialistes des « attaques » ? En outre avec l'intention d'épargner ainsi l'implication inutile de tout le mouvement pour les actions de quelques-uns, comme si depuis toujours les séparations ne préparaient pas le meilleur terrain pour la répression...

Il faudrait libérer les pratiques offensives de toute phraséologie « combattante » et de tout modèle léniniste, en faire la rencontre réelle de toutes les révoltes. Ceci est la meilleure manière d'empêcher leur disparition. D'autant plus que les exploités eux-mêmes passent parfois à l'attaque, sans attendre les indications d'une quelconque organisation. L'insatisfaction s'arme contre le spectacle terroriste du pouvoir, parfois en alimentant le spectacle. Et ce ne devrait pas être aux anarchistes de la désarmer. Pour cacher chaque signe d'insatisfaction, pour démontrer que personne -sauf les derniers « terroristes »- ne se rebelle contre la démocratie, l'État essaye d'inventer une organisation anarchiste

clandestine à qui attribuer, pour les nier, les mille expressions d'une révolte qui dépasse de loin le cadre de n'importe quelle « bande », qu'elle soit armée ou non. C'est ainsi qu'on administre le silence et le consentement. C'est justement parce que les patrons voudraient enfermer nos activités dans une structure militaire, pour les diviser en différents « niveaux », qu'il nous faut les diffuser et les unir le plus possible dans un projet révolutionnaire qui dépasse toute mythologie armée. Chacun avec ses dispositions et ses désirs. Et puis, subvertir chaque pan de l'existant. L'arme qui contient toutes les armes est la volonté de vivre avec toutes ses possibilités, et tout de suite.

Et de la thèse selon laquelle il faut, en revendiquant ses propres actions, prendre ses responsabilités dans l'affrontement avec le pouvoir ? Que les sigles tous prêts à coller sur des individus gênants fassent le bonheur de la police, ça me semble évident. La responsabilité, donc, pour ne pas être un mensonge ou un prétexte pour le contrôle, doit être individuelle. Chacun est responsable devant soi-même de ses actions. La reconnaissance réciproque des responsabilités n'est envisageable que s'il y a une réciprocité réelle. Aucune responsabilité, donc, dans l'affrontement avec celui qui, en exploitant, nie toute réciprocité. Dans la lutte contre l'autorité, aucun terrain de reconnaissance commune - que ce soit l'affrontement politique ou militaire- mais seulement l'inimitié. Qu'est-ce que signifie, alors, prendre ses responsabilités politiques face au pouvoir ? Peut-être cela veut dire - en parfaite obédience léniniste - être reconnu par le pouvoir en tant qu'organisation ? Ici meurt la responsabilité et commence sa contrefaçon collective, le spectacle de la guerre sociale.

Le démocrate de gauche, respectueux des lois, est le premier à se laisser séduire par l'imagerie guerrière, surtout si elle est exotique, et le guérillero est le premier, une fois les armes déposées, à revenir lentement à la gauche, à la loi et à la démocratie. De ce point de vue, c'est lui qui enterre la possibilité insurrectionnelle dans toute sa portée ; qui, en adhérant plus ou moins directement au réformisme, contribue à renforcer le faux besoin de l'organisation combattante, cette projection renversée de l'impuissance politique. Les militants de gauche sont même capables d'utiliser le sous-commandant Marcos pour légitimer leur rôle contre la droite. Le sous-commandant, de son côté, n'attend rien d'autre que de pouvoir agir démocratiquement pour sa patrie.



En laissant les léninistes plus ou moins modernisés se perdre dans leur merde, revenons aux anarchistes. Ici aussi, parmi les spécialistes du débat, combien sont pleins d'enthousiasme pour le « Chiapas insurgé », pourvu qu'ici on ne parle pas d'insurrection, cette maladie infantile de l'anarchisme... Et pourvu qu'on garde les distances de circonstance avec ceux qui continuent d'en parler.

Une fois un ami m'a dit, à la fin d'une réunion sur les espaces autogérés, que dans les années soixante-dix il y avait une sorte de conviction que celui qui était armé et tirait avait de toute façon raison, alors que maintenant il semble que la grande mode soit du côté du squat et des squatters. Des spécialisations interchangeables. Occuper est, en soi, une méthode de lutte importante, qui contient la possibilité de chaque subversion : la volonté d'allonger les mains et de prendre son propre espace. Cela ne veut pas dire, évidemment, que cette méthode seule puisse être la solution pour en finir avec ce monde fait de contraintes et de marchandises. Ce sont, comme toujours, les idées et les désirs de celui qui utilise ces moyens qui fait la différence. Si quelqu'un recherche dans les espaces occupés la garantie de survivre dans des conditions acceptables, il la trouve, comme il pourra y trouver une base pour les projets les plus démesurés. La même chose vaut pour les livres, les explosifs ou les amours. Ce qui importe le plus c'est de ne mettre aucune des limites (ni dans un sens ni dans l'autre) empruntées aux critères dominants : la loi, le nombre, le bonheur de la réussite.

Personnellement, je ne connais pas les « insurrectionnalistes », je connais seulement des individus qui soutiennent, chacun avec leurs propres raisons et à leur propre manière, la nécessité de l'insurrection. Nécessité, comme disait notre ami, déterminée par le fait qu'à l'intérieur de la société présente il est seulement possible de proposer des manières différentes de répondre aux problèmes existants, tantôt avec une démocratie directe, tantôt avec des comités citoyens, et cetera ; tandis qu'avec l'insurrection se sont les questions elles-mêmes que l'on change.

Et si l'on refuse toute spécialisation, pourquoi se définir comme « squatters » ? Pourquoi se définir seulement à travers une pratique ? Peut-être parce que l'on peut parler publiquement de cette pratique, parce qu'elle peut se répandre plus que d'autres et qu'elle implique une dimension collective ? Critères misérables, à mon avis. On peut aussi parler publiquement de sabotage, du moment qu'il n'y a aucune nécessité de dire « j'ai fait ceci » ou « machin a fait cela » pour discuter d'un problème. Un sabotage peut être également réalisé par plusieurs individus ensemble, mais si un seul individu le mettait en pratique, l'action n'en perdrait pas pour autant son sens. Quant à la capacité de diffusion, il semble qu'il devrait s'agir d'un sujet de réflexion, pas comme une unité de mesure, bien entendu. Si quelqu'un, parce qu'il aime briser les vitrines des banques et des centres commerciaux, venait à te dire : « salut, je suis un casseur », tu te mettrais à rire.

De la même manière il serait ridicule pour un révolutionnaire de

se définir comme « écrivain » parce qu'il ne dédaigne pas de publier quelques livres ou articles. Je n'ai jamais entendu un anarchiste se présenter comme « saboteur », dans le cas contraire j'aurais pensé avoir affaire à un parfait crétin. En outre, qui n'a jamais critiqué l'occupation en tant que telle ? Qui n'a jamais déclaré que la dynamite était « plus révolutionnaire que le pied de biche » ? Lutter, sous toutes ses formes, est une totalité indivisible, voilà où je veux en venir. Je ne dirais pas cela seulement de la lutte, mais de la vie toute entière. Sans « propagande » et « armes de la critique », « lutte armée » et « critique des armes », « vie quotidienne » et « révolution », « individu » et « organisation », « autogestion » et « action directe », et ainsi de suite dans chaque petite case.

Mais, sans propositions spécifiques (lutte syndicale, occupation des bâtiments ou autre) comment créer une implication plus large ? Les propositions sont possibles, même s'il faut s'entendre sur quoi, et à qui. Mais de telles propositions sont soit des moments d'une critique théorique et pratique globale, soit des propositions acceptées à l'avance.

Pendant, tout n'est pas à détruire. On ne doit pas détruire la possibilité de la destruction. Ce n'est pas un jeu de mots. La destruction doit être pensée, désirée, projetée et organisée. Pour faire cela, aucune contribution utile, théorique et pratique, ne doit être gaspillée, aucune méthode ne doit être délaissée. Ce n'est certainement pas avec de belles proclamations subversives qu'on peut partir à l'assaut du monde. On devient ainsi tout au plus des retraités de la révolte. La possibilité de la destruction est toute à inventer, et on ne peut pas dire que les efforts pour le faire soient nombreux. Souvent, avec l'alibi qu'on ne souhaite rien construire, on fini par trouver mille raisons de ne plus rien faire ; et, aussi souvent, il nous manque la volonté nécessaire pour agir de façon déterminée et avec impatience, à l'image de nos idées, pour ne pas rester à la traîne des événements. La capacité, enfin, de savoir choisir l'occasion. « Au cœur de l'occasion, toute chose est une arme pour l'homme dont la volonté n'est pas désarmée. »

J'en reviens à dire : tout ensemble, ou rien. Quand on prétend subvertir le monde avec la seule discussion, ou avec les seules occupations, ou avec les seuls livres, ou avec les seules armes, on finit par vouloir diriger les assemblées, par occuper des bâtiments, par écrire mal ou par tirer moins bien. Le fait est qu'à répéter ces banalités -qui devraient être la base pour commencer à discuter vraiment- on en devient aussi ennuyeux que les spécialistes de la répétition.

C'est en bouleversant le monde que nous nous débarrasserons des vieux discours.

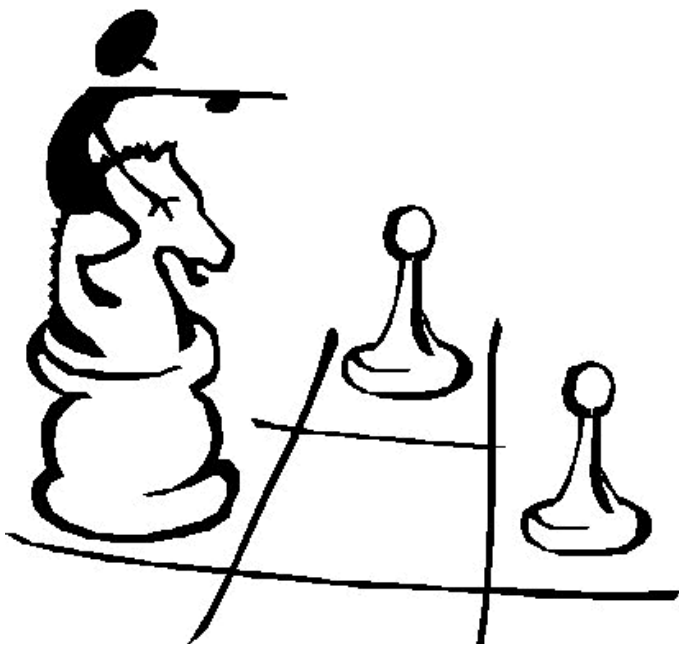
Massimo Passamani.

[*Lettera sullo specialismo, Canenero n°44, hebdomadaire anarchiste italien, 10 janvier 1997.*]



QUI SONT LES AVANT-GARDISTES ?

Le terme « avant-garde » désigne une minorité supérieure aux majorités diverses. Dans son sens premier, militaire et stratégique, l'avant-garde est la partie d'une armée qui marche la première, qui ouvre pour explorer et assurer le terrain. Au sens artistique, il en va quelque peu de même : hormis les cas de mouvements autoproclamés d'avant-garde, celle-ci désigne ceux parmi les artistes qui ouvrent la voie vers de nouvelles idées et techniques, qui par leur « modernité » se différencient de la mêlée de suiveurs en entreprenant des actions nouvelles ou expérimentales. Dans le petit monde des escrocs de la politique, le sens de l'expression n'est pas si éloigné et prend le sens à la fois de l'avant-gardisme artistique et de l'avant-gardisme militaro-stratégique. Essayons d'y voir plus clair.



Dans ce petit monde, il y a ceux qui assument fièrement l'appellation, et il y a ceux qui détestent le mot sans que cela ne les empêche d'en reproduire l'éventail de symptômes. Parmi les premiers, les plus fameux sont les variantes les plus autoritaires du marxisme, dans lesquelles le Parti joue le rôle de l'avant-garde du « peuple » ; léninisme, maoïsme, stalinisme, trotskisme, sous-branches incluses. Nul besoin d'empreinter ces chemins, nous pouvons imaginer que les lecteurs de ce journal ne recherchent plus depuis longtemps une quelconque critique des diverses formes de totalitarismes de confession marxiste, ne nous éparpillons donc pas en gaspillages.

Comme nous le disions, il y a ceux qui détestent le mot, qui le haïssent même, et qui le font savoir de façon tonitruante en insultant toutes les formes de luttes désinstitutionnalisées de ce mot-clé de tout processus de discrédit gauchiste qui se respecte : « avant-gardiste ! ». Selon ces penseurs ratés de la Stratégie, et cela se ressent dans chaque intervention allant dans ce sens, on ne peut pas séparer cette insulte de la gestion des contextes. Le contexte... une arme de choix pour désarmer les colères, un extincteur parfait pour éteindre les feux de la révolte. Expliquons-nous.

« Qui se sait profond tend vers la clarté ; qui veut le paraître vers l'obscurité ; car la foule tient pour profond tout ce dont elle ne peut voir le fond. »

La pensée stratégique du contexte est un sacerdoce parce qu'elle permet à peu près toutes les manipulations rhétoriques et moralisatrices pour culpabiliser tout ce qui attaque, tout ce qui ne veut pas/plus attendre les différents paradis promis par les révolutionnaires. On se retrouve alors dans un processus systématique de condamnation de l'action directe sous des prétextes divers, qui toujours en reviennent à cette accusation d'avant-gardisme. Le contexte n'est pas encore favorable à une insurrection ; les masses ne sont pas encore prêtes à comprendre ce type d'attaque ; ces attaques discréditent le mouvement révolutionnaire auprès du « peuple » ; ces attaques sont commises au nom et à la place du « peuple » ; ces actions étant des actions plus ou moins individuelles, elles ne reflètent pas la volonté collective... et autres joxaux de la couronne populiste.

Tout d'abord, ces remarques reflètent une extériorité palpable à ceux que les pourfendeurs de l'avant-gardisme appellent « le peuple », « les masses », « les prolétaires » ou « les exploités ». Prétendre pouvoir dire ce que veulent les milliers de millions de gens qui nous entourent, ces masses informes et imaginaires, c'est s'en retirer un instant pour « analyser », sonder. Les politiciens en cravate appellent cela l'opinion publique. A ceux, donc, qui affirment régulièrement que tel sabotage, tel incendie, tel coup de masse est effectué à la place du prolétariat, nous posons la question : Qui sont les avant-gardistes ?

Les avant-gardistes sont-ils ceux qui ne réussissent et/ou ne veulent pas faire taire leurs révoltes, qui passent à

l'acte en attaquant ce qui les opprime directement ? Sont-ils ceux qui ne se soucient plus de l'avis des autres sur leur propre volonté de rendre des coups ? Sont-ils ceux qui, en décidant de refuser la démocratie ont fait le choix de s'affranchir de la tyrannie de la majorité et de sa fantasmagorie opinion ?

Ceux-là sont justement ceux qui ont décidé de s'affranchir des diverses temporisations tactiques et stratégiques, de s'émanciper des logiques de contexte. Ceux qui ne s'expriment ni en-dehors, ni en-dedans de la société, ni en extériorité, ni en intériorité, mais eux-mêmes en tant qu'individus, et pour eux-mêmes, ce qui n'empêche en rien de vouloir que l'attaque se diffuse plus largement, au contraire, car il s'agit là aussi de gagner un peu plus de liberté. Ceux qui attaquent à l'aune d'une éthique antiautoritaire ne se soucient pas, à vrai dire, de ce qu'en pense l'opinion publique et majoritaire. Le prisonnier qui, pour s'en sortir, prend en otage un maton, ne se pose pas la question de savoir si l'opinion publique sera favorable à une telle action, ce qui lui tient à cœur à ce moment là, qu'il soit par ailleurs révolutionnaire ou non, c'est souvent de sauver sa peau, mais cela peut aussi être tout simplement de faire la peau à ceux qui l'en empêchent et qui nous enferment, nous tuent et nous violent.

La vengeance est affranchie de toute contextualisation politique, et le désir de liberté encore plus. Quel avant-gardisme peut-il donc y avoir lorsqu'il ne s'agit que d'assouvir individuellement des pulsions de liberté ? Est-il donc si difficile de rester sérieux un instant ?

Lorsque le sol craque violemment sous nos pieds, se déplacer est un réflexe, lorsque la domination nous enchaîne, c'est de briser nos chaînes qui devient un réflexe. Or, briser nos chaînes ne nous protège en rien des mécanismes de domination – et des individus qui les perpétuent - qui souhaiterons nous renchaîner par la suite. L'attaque est le réflexe du dominé qui sait sa liberté violée et qui ne l'accepte pas. La condamnation de l'attaque elle, est le réflexe pavlovien du stratège révolutionnariste. Désirer sans agir, c'est engendrer la peste, disait William Blake.

Celui qui prétend pouvoir affirmer ce que veulent les exploités, quand et comment, qui se place donc en extériorité et qui propose sans cesse un programme politique pour les « conscientiser » n'est-il pas la partie d'une armée qui marche la première, qui ouvre pour explorer et assurer le terrain comme l'avant-garde militaire ? N'est-il pas une minorité supérieure aux majorités diverses comme l'avant-garde politique ? N'est-il pas, comme les divers Partis Communistes dont nous parlions plus tôt, dans une dynamique de représentation des exploités ?

Si nous avons vraiment voulu rester sérieux, nous aurions répondu à ces questions cent ans plus tôt.

Alors, qui sont les avant-gardistes ?



CONFRONTER LA PEUR...

...Et reconnaître ce qu'implique la lutte

Ce texte nous intéresse parce que l'auteur/se nous fait part à sa manière de sa perception individuelle de la peur. Et la peur, chez beaucoup d'anarchistes pratiquant l'action directe à travers le vieux monde, est un sujet tabou, parfois raillé par ceux qui se vivent en combattant, en apôtres-guerriers d'un anarchisme pur et cristallin. Chacun a sa façon d'envisager la peur, de l'affronter, de la contourner, de l'éviter, la subvertir ou tout simplement d'en parler. Cette pluralité de perception est le résultat de la pluralité des individus, malgré que certaines personnalités autoritaires s'obstinent à le nier. Le danger de cette pluralité est la fuite en avant vers l'uniformisation, par peur de l'inégalité ou par peur de la différence, parfois peut-être, par volonté d'imposer sa perception aux autres. Ce texte est extrait de *Fire to the Prisons*, journal américain sous-titré « an insurrectionary anarchist quarterly » et rebaptisé depuis son numéro 6, « an insurrectionary quarterly ». Autant dire que cette publication a étonnamment baissée en qualité depuis, pas parce que le mot « anarchiste » s'est envolé de la couverture, mais parce que l'anarchisme s'est envolé du contenu en laissant sa place à cette nouvelle sorte de nihilisme de posture en expansion. Cependant quelques textes intéressants subsistent malgré tout, dont celui-ci dont nous proposons la lecture à tous les compagnons, comme amorce de débat qui, espérons-le, ne s'arrêtera pas à ces quelques pages.

La peur est la plus grande barrière entre nos désirs propres et nos capacités à les manifester physiquement. J'entend les sirènes presque tout les jours. Je suis constamment distrait par les images qui illuminent la métropole qui m'entoure et des pensées violentes me gagnent, je ressens des sentiments violents. Je projette la destruction de chaque vitrine des grands magasins que je croise ; le désir de laisser un peu de mon animosité à leur rencontre. Je veux cracher à la face de chaque fils de pute en costard qui inonde les rues en se précipitant pour rentrer dans leurs confortables demeures entre 17h et 19h30. Je veux tabasser chaque flic qui fait son travail. Je veux réaliser ma colère, la matérialiser. Je veux communiquer mon amour et ma haine, physiquement. La seule raison qui nous en empêche est la peur des conséquences établies par l'État. La peur est ce qui fait une lutte ; c'est une bataille entre la peur et le désir. Un désir qui vous pousse dans la direction de l'*agir*, et c'est cette peur qui transforme ce besoin d'agir en la lutte.

La lutte est une force qui agit sans souci des conséquences possibles et reconnues. La peur est la stabilité d'une société de médiation. La peur est quelque chose d'exigé pour soutenir la paix sociale et la normalité dans un monde régulé. L'effet et la signification d'une lutte se mesure à notre capacité à confronter nos propres craintes, en tant qu'individus, et avec l'intention de décupler l'intensité de la confrontation que l'on oppose à ce contre quoi nous luttons.



Les exhibitions politiques de dissentiment comme les piquets de grève préavisés ou les manifestations sont les occasions les plus spécifiques qui me viennent à l'esprit pour tester ma peur, notamment en tant que membre désigné d'une minorité active. J'attends ces événements, comme beaucoup de mes semblables, avec l'intention unique d'être une force pour l'intrépidité et la subversion du quotidien. J'étais, ai été et je serais probablement toujours une personne incroyablement inquiète et anxieuse à propos de la façon d'accroître cette force, ou des conséquences possibles de l'aiguïsement de la menace que peuvent représenter ces événements. Et comme tout ennemi de l'État, je serais toujours aussi effrayé par la perspective pour moi comme pour mes proches d'aller en prison. Le matin de chaque nouveau jour où je sais que je pourrais enfreindre la loi -particulièrement lorsque je m'apprête à le faire dans des espaces contrôlés et policés comme les manif ou les lieux contestataires reconnus par l'État- sont des matins horribles. J'arrête pas de

pisser, je suis incapable de me concentrer, visualisant chaque possibilité d'arrestation et d'incarcération qui me guette. Mes mains tremblent jusqu'au moment planifié, jusqu'à ce que la première vitre soit brisée ou que le premier container ou kiosque de presse soit jeté au milieu de la rue ou cramé, je me demande, « *agirai-je par crainte ou agirai-je par désir ? Rentrerai-je à nouveau dans la réalité malheureuse une fois que ce moment sera dissout, dans la dépossession, la haine de soi et le regret ?* »

La conversation à travers le monde avec des membres de la minorité particulièrement active qui vise à étendre une frustration identifiée envers la vie quotidienne (organisant des émeutes, écrivant de la propagande, conduisant des sabotages, s'engageant en opposition active contre l'ordre), après quelque temps, et lorsque la prise de risque est essentielle pour le renforcement des luttes, m'a montré que beaucoup commencent à ressentir un sentiment subtil mais cohérent de paranoïa. A se demander si une voiture nous suit, pourquoi des gens que vous n'avez pas vu pendant quelque temps ou que vous venez de rencontrer sont si intéressés par certains aspects de votre vie, pourquoi votre téléphone portable fait des bips étranges, se demandant même plus ou moins pourquoi vous n'êtes pas en prison, et qui à l'intention de vous y mettre, quand et comment. Les peines de vingt années de prison pour conspiration [*Ndt. Équivalent de l'association subversive*] et les preuves dites accablantes contre des compagnons, qui ne vous auraient jamais semblées crédibles, peuvent rendre l'apathie plus attirante que la lutte.

Certains de vos amis ne comprennent pas votre anxiété. Ils vous demandent où vous étiez ou ce que vous avez fait et se sentent offensés lorsque vous ne partagez pas confortablement. Bien sûr, la plupart des attaques formelles contre l'ordre actuel sont revendiquées ou écrites de façon à orienter les réactions, mais les gens aiment vraiment les anecdotes de guerre et les faits d'armes. Aussi amusant que cela puisse être (pare que ca l'est), parfois notre anxiété nous rends muets (littéralement), parfois on peut se sentir isolé et aliénés des autres par méfiance. C'est ce que veut l'état : plus d'isolement, plus d'aliénation, plus de

méfiance dans plus de milieux. C'est la lutte collective qui permet de surmonter individuellement la crainte. il est important de reconnaître que bien que l'insurrection n'est pas une chose dans laquelle on peut se spécialiser, mais une récréation, un arrêt du temps, un voyage de vacance permanent tout frais payé qui se matérialise par des ruptures avec la réalité sociale qui nous est rendue obligatoire ; il est important de prêter attention aux circonstances. Les trafiquants de drogue, cambrioleurs, et autres criminels professionnels du genre veulent garder des aspects de leur vies secrets, que leurs amis ou familles en soient offensés ou non. Cela leurs sert à se protéger eux-mêmes et leurs proches, et à conserver leurs modes de vie. Les insurgés visent l'attaque. Bien que les attaques contre la police, les outils de contrôle, les lieux de travail, etc. sont des attaques que la plupart des gens peuvent subtilement soutenir, la plupart des gens n'agissent pas pour autant. Il y a une minorité active qui ne cherche pas à former une avant-garde ou un programme social, mais à produire un modèle d'attaque pour la libération du quotidien. Mais une chose pareille, qui est si vulnérable à la croissance, est quelque chose que l'État souhaite empêcher et briser. Il est d'autant plus malheureux de trop s'exposer alors que nos intérêts sont si marginaux et faibles, et que la résistance est limitée. La force dans la lutte peut venir de la conscience et de l'embrassement de cette connaissance.

Mais à quel point tout cela peut se rapprocher de nous ? Lorsque des gens avec qui vous partagez tant d'affinités font la une des journaux.

Lorsque vous vous voyez passer au journal télévisé, alors que la police affirme rechercher activement les responsables de tel ou tel « crime ».

La peur est quelque chose que nous devons confronter intérieurement et extérieurement, individuellement et collectivement.

La conséquence imposée par la loi est quelque chose qui doit être évité à tout prix (nous ne sommes pas des martyrs), mais quelque chose qui doit être compris comme une partie de ce qu'implique l'appartenance à une minorité active connue pour son inimitié avec l'État.





conversation que j'essaie d'avoir ici est quelque chose qui nous traverse tous.

Je sais que la bataille devient plus dure quand nous apprenons de nouvelles arrestations et d'absurdes sentences. Je sais que la bataille devient plus dure quand nous entendons parler de nouvelles affaires de balances, de nouvelles technologies de surveillance, de nouveaux budgets pour la police ou de nouvelles lois contre nous. Mais les quelques excuses ne sont que des excuses parce que si nous devons déclarer la guerre contre ce monde tel que nous le connaissons, nous devons accepter les implications de toute guerre. Cela implique la conscience qu'il faudra peut être un jour évoluer

à travers toutes sortes de privations (comme la taule) et qu'il ne faudra jamais pour autant accepter une sortie facile.

Bien sûr nous devons être malins, d'autant plus que les capacités de répression par le maintien de l'ordre conventionnel sont si bien connues, mais nous devons désherber le flic dans nos têtes qui cherche à ravitailler nos inquiétudes et notre anxiété ; qui fait trembler nos mains alors même que rien ne se passe.



**[Confronting Fear ...and recognizing the implications of being in struggle
Extrait traduit de l'anglais de *Fire to the prisons N°6 An Insurrectionary Quarterly*,
Été 2009, New Jersey, USA.]**



Le visage de la peur est la police, ceux en uniforme et ceux sans, nous observant de ses hélicoptères, de ses voitures et de ses caméras de surveillance. C'est là que le risque se trouve ; c'est ce que je méprise. La satisfaction de mes désirs provient de l'embrassement par d'autres des sentiments que je ressens passionnément, des sales gueules de la police lorsque nous détruisons temporairement une acceptation de leur pouvoir, les cris perçants de liberté que l'on peut entendre dans ce moment où le risque est dépassé. Mais pour que ce moment se réalise, je dois prendre une décision. Pour que ce moment se réalise, nous devons prendre une décision.

« Avons-nous peur ? Bien sûr nous avons peur ; mais nous avons toujours eu peur. Mais d'une façon qui, même s'il ne s'agit que d'une seconde ; nous permette d'effrayer ceux qui nous apeurent. »
Yokei Talones.

La confrontation de mes peurs a toujours été dure, mais confronter la peur c'est lutter, et lutter n'est pas une chose facile, sinon ce ne serait pas une lutte. Quand nous défions la peur, nous perdons le contrôle. La domination qui nous gouvernent doit n'être que matérielle, parce que la seule façon pour elle d'exister au-delà du physique, provient de notre acceptation de son existence. La

EN BELGIQUE : LES FEUX SE PROPAGENT

Depuis quelques années en Belgique semble souffler un vent conflictuel. Emeutes dans les taules, émeutes dans les quartiers chauds, attaques ciblées contre des collabos de la machine à expulser et de la carcérale, la lutte intense contre la construction d'un nouveau centre fermé [centre de rétention], des manifestations antifascistes où plutôt que de poser en black block les manifestants défoncent à tout va... Bref, une dynamique de conflictualité sociale qui semble sans arrêt s'accroître au profit de la lutte contre ce monde. Cependant, et ce n'est une surprise pour personne, l'Etat belge lui aussi semble prendre conscience de ce qui se trame ici et là dans le bout de terre qu'il domine.

Ce qui semble cristalliser son attention, c'est bien l'attaque diffuse et ses capacités de reproduction. Dans un document du sénat dans lequel le Ministre belge de la Justice Stefaan De Clerck répond à la question d'une sénatrice, on peut lire : « *On constate depuis fin 2007 une augmentation du nombre d'actions pouvant vraisemblablement être associées au milieu anarchiste. Elles font partie de différentes campagnes anarchistes visant entre autres à obtenir la fermeture des prisons et des centres d'accueil fermés. Toutes les entreprises reliées de près ou de loin à ces institutions peuvent être une cible. Une entreprise de nettoyage, La Poste et des sociétés de transport public ont, par exemple, été victimes de tels actes. Les services de police ont aussi été visés. Les actes commis par les anarchistes vont de l'inscription de graffitis à l'allumage d'incendies, en passant par des faits de vandalisme. Au moins 55 faits de cette nature ont été dénombrés depuis le début de l'année.* »

Comme à travers le monde, on voit bien que ce qui inquiète l'Etat concernant les anarchistes antagonistes, c'est de ne jamais pouvoir identifier clairement leurs activités, ni contrôler leur contribution pratique et théorique à la guerre sociale. Comment départager les actions directes commises par des anarchistes de celles commises par n'importe quel autre amant de la liberté ou bien, et c'est autre chose, des actions désespérées ou pas de quelques individus avec d'autres buts ? Les anarchistes ont toujours pris le soin de ne pas revendiquer systématiquement chaque attaque. Comment donc, du côté de l'Etat, affirmer un chiffre net du nombre de ravages causés par les anarchistes ?

Le fait est que, dans un environnement social où l'antagonisme est quotidien, et c'est de plus en plus le cas en Belgique (bien que l'on parle de très loin), les anarchistes étant quasiment les seuls à prôner la diffusion des pratiques et donc à communiquer publiquement les raisons des attaques, ils sont

ceux sur qui l'Etat s'empresse de répliquer, pour que de son côté, ce soit la peur qui devienne diffuse et permanente. Il en vient même parfois, à créer ses propres anarchistes ! Nous avons pu le constater dans le cas des « anarcho-autonomes » français.

Reste que, lorsqu'un Etat avance des chiffres soi-disant « précis » des attaques prétendument anarchistes comme vient de le faire De Clerck, c'est bien qu'il patauge dans la semoule. Nous nous en réjouissons même si nous gardons en tête que la réaction des États est souvent proportionnelle à leur incompréhension.

Justement parce que le caractère facilement reproductible et diffus de l'attaque anarchiste a pour vocation de se fondre dans un climat conflictuel bien plus général, il est impossible pour les forces de l'ordre de déterminer si telle vitre brisée de la poste ou tel autre distributeur de banque incendié est le fait des anarchistes ou de n'importe quel autre révolté anonyme et content de le rester. L'infrastructure étatique est incapable de le comprendre, et n'y a d'ailleurs aucun intérêt, la figure du « terroriste » anarchiste étant bien pratique.

Le 16 octobre 2009 à Gand, dans le cadre de la lutte contre la construction d'un nouveau centre fermé à Steenokkerzeel, les médias rapportaient la visite brutale d'une «vingtaine de personnes» à l'entreprise de construction Besix, qui construit le centre, dans la commune de Sint-Denijs-Westrem. Toujours selon les médias, les visiteurs ont saccagé tout le mobilier, projeté de la peinture noire partout, abîmé du matériel de bureau, détruit des ordinateurs et des écrans, tagué les murs et déversé du produit sur le sol. Bref une visite, comme il se doit, d'un collabo de la machine à expulser. Les médias se sont alors empressés de dépeindre un tableau trop souvent vu, stipulant que les occupants menaçaient la réceptionniste à coup de bates de base-ball et autres effets de manche hollywoodiens pour faire croire comme toujours, à l'acte nihiliste de vandales ultra-violents, *Orange Mécanique* dans un coin de tête. Ce n'est que quelques mois plus tard qu'une manifestation à Bruxelles rassemblait pas mal de monde pour gueuler contre le nouveau centre fermé en question, en passant par divers quartiers où des émeutes avaient éclaté le jour d'avant en réaction à des tortures infligées en taule ; peinturlurant sur sa route quelques murs et quelques





bagnoles de collabos. Une manifestation qui vient perturber la propagande étatique : non, la lutte contre le nouveau centre fermé n'est pas le fait d'une bande de vingt anarchistes désespérés et totalement isolés comme le rêve l'Etat.

Les mois précédents, suite à une nuit de destruction et de bastons avec les fascistes, toujours à Gand,

les flics décident d'arrêter plusieurs semaines après les feux de joie et avec un léger intervalle, deux compagnons. Jürgen, accusé de huit incendies la même nuit (contre des distributeurs de Fortis/BNP et La Poste, qui gère les comptes des retenus et prisonniers ; et un chantier Besix, qui construit le nouveau centre de Steenokkerzeel) et Paolo accusé d'un seul. Les deux sont incarcérés. Dans une lettre, Paolo affirme que « Bien sûr nous voulons tous les deux sortir d'ici au plus vite possible, mais le fait que nous ne collaborons pas à l'enquête leur donne bien sûr une bonne occasion de nous emmerder et de nous garder le plus longtemps possible en détention préventive. » Le

mercredi 25 novembre, le procureur requiert contre Jürgen 18 mois de prison et 12 mois pour Paolo. Durant la nuit de l'audience, cinq banques voyaient leurs vitres voler en éclat (Fortis, Dexia, City-

bank ainsi qu'une banque de La Poste réparties sur les communes d'Ixelles et de Neder-over-Hembeek) et un distributeur défoncé accompagné d'un communiqué se terminant par « salutations aux compagnons emprisonnés Jürgen et Paolo à qui nous démontrons notre solidarité en continuant la lutte dans la rue. » (communiqué publié sur CEMAB.be). Heureusement, si l'on peut dire, ils sont tous deux libérés contre toute attente de la prison de Gand le Mercredi 2 Décembre 2009, mais condamnés à un an (Jürgen) et six mois (Paolo) avec surci. Ce qui n'empêche pas, en Belgique comme ailleurs, pour les anarchistes comme pour les autres, la lutte de continuer avec rage et joie !



●1 Novembre, Vottem et Bruges:

Une 150aine de personnes ont bloqué les entrées de deux centres fermés, à Vottem et à Bruges en s'enchaînant aux portes d'entrées. A Bruges, des prisonniers se sont révoltés, ont cassé des fenêtres, essayé d'abattre les grillages,... La police est intervenu dans le centre pour chasser les prisonniers vers leurs cellules. Un prisonnier aurait pu se faire la belle.

●4 Novembre, Louvain: A plusieurs reprises, des câbles ont été coupés sur un chantier de construction dans la rue Borne.

●5 Novembre, Paris: Les 4 pneus d'un camion ISS - Espace Vert et deux des pneus d'une camionnette ISS - propriété ont été crevés. "il s'agit là d'une (très) modeste contribution à la lutte en Belgique contre la nouvelle prison pour étrangers de Steenokkerzeel (dans laquelle ISS s'enrichit)."

●6 Novembre, Berchem-st-Agathe: Une camionnette de Valens (du groupe Eiffage) incendiée.

●6 Novembre, Louvain: Des tags contre les déportations et les contrôles sont apparus sur les bus de De Lijn.

●9 Novembre, Louvain: Des tags énormes sont apparus dans la ville contre la prison, insultant les matons et rappelant que début octobre, les flics ont tué un prisonnier à la prison de Louvain.

●14 Novembre, Houthalen: Un bâtiment d'école est incendié.

●17 Novembre, Gand: Deux flics en civil sont tabassés lors d'une manifestation contre les fascistes du NSA, le bourgmestre pointe dans les medias vers « une minorité anarchiste violente ».

●17 Novembre, Andenne: Après avoir appris les violences commises par des policiers à Forest, environ 200 détenus ont refusé de regagner leurs cellules et ont saccagé plusieurs sections de l'établissement. L'Etat fait appel à la police fédérale pour mater l'émeute.

●19 Novembre, Bruxelles: Une émeute éclate pour venger certains détenus torturés de la prison de Forest, beaucoup de destructions, avec notamment le commissariat d'Anderlecht incinéré.

●20 Novembre, Bruxelles: Deux voitures du Corps Diplomatique et une BMW d'un parlementaire européen sont cramées, cela fait suite aux émeutes de la veille, le tout "pendant que les prisonniers se trouvaient encore sur les toits de la prison d'Andenne".

●20 Novembre, Mons: Selon la presse, plusieurs vitrines de commerce sont brisées.

●25 Novembre, Bruxelles: 1 fortis, 1 dexia, 1 citybank ainsi qu'une banque de la poste réparties sur les communes d'Ixelles et de Neder-over-Hembeek ont vu leurs vitres voler en éclat. Un distributeur a aussi été défoncé. Contre les prisons et pour Jürgen et Paolo, alors incarcérés à Gand.

●29 Novembre, Bruxelles: Une bonne vingtaine de nouvelles vitres renforcées ainsi que la porte du siège central de Sodexo situé rue Charles Lemaire à Auderghem sont défoncés à la masse. Un tag rappelait aux gens qui passaient par là que Sodexo est un collabo des centres fermés.

●7 Décembre, Bruxelles: sur un chantier de Besix, incendie contre un bulldozer, un véhicule et un tas de bois et sabotage du generateur.

Se révolter est comme respirer. Respirer dans le courage que tu rassembles au rythme des battements de ton cœur, de ton cœur, où la douleur que ce monde t'a donné forme un cocktail mélangé à l'amour pour tous les yeux qui t'ont vraiment regardé, un cocktail explosif, prêt à exploser.

Se révolter est comme respirer. Respirer dans le courage, je compte un-deux-trois, inspire longuement, redresse mes épaules -c'est le moment- et puis... expire les flammes de tout ce que tu es, tout ce que tu voudrais être et n'est pas permis par ce monde. Ta respiration, comme un marteau brisant une vitre, comme une scie à métaux. défiant les barreaux d'une prison, un poing rendant les coups à la face de ce monde.



Tu respirez, tu inspires et expires longuement. Tu te révoltes. Tu te fais battre et tu tombes. Mais tu n'arrêtes pas de respirer et plus tard tu seras de nouveau sur pied. La respiration des autres t'aide à te relever, comme la respiration d'unE amiE aimantE, d'unE enfant, d'unE camarade proche de toi réchauffe ton cœur avec de la force. Comme la respiration des prisonniers qui ont brûlé une aile entière du centre fermé de Steenokerzeel pendant l'été 2008. Comme la respiration des prisonniers qui se sont révoltés à Merksplas en essayant d'empêcher la déportation d'un ami, comme celle des prisonniers qui ont conquis leur liberté. Comme celle de ceux qui ont envahi le mois dernier le bureau de Besix (l'entreprise qui construit le nouveau camp de déportation) et qui l'ont détruit, comme celle de quelques anarchistes qui ont mis le feu aux containers sur le chantier de construction d'un nouveau centre fermé à Rotterdam. Comme la respiration des gens qui ont bloqué le centre de déportation de Brugge et celle des prisonniers à l'intérieur qui se sont révoltés en même temps et ont commencé à exploser leur prison. Comme chaque respiration qui a détruit un morceau de l'infrastructure de la prison ces dernières années, comme chaque respiration qui a combattu les contrôleurs et les flics, qui s'est jouée des juges et de leurs avocats, qui a mis les patrons hors jeu, donné du courage à des femmes de quitter leur mari violent, qui a donné la force à des enfants de refuser la volonté que leur parents essayent de leur imposer, les parents qui leur demandaient de se sacrifier. Respirer comme tous les petits actes de résistance qui se nichent dans les pores de notre corps. Résistance contre ce monde qui nous oppresse non-stop, à chaque moment de la journée, toujours.

Nous pouvons arrêter de sentir, s'enfuir dans les temples de la consommation, de la télévision, du sport, de la drogue. Fuir, essayer d'oublier, oublier que tu souffres, que tu vis. On peut se taire, regarder de l'autre côté, laisser ceux qui nous utilisent continuer et un jour on finira sur la pile de déchets des corps compressés. Ou on peut respirer. Calmement, rapidement. Doucement, intensément, chaudement, battant de plaisir.

Respirer comme discuter avec d'autres, discuter de ce qu'on peut faire, de ce qu'on veut faire et pourquoi. Finissons-en une bonne fois pour toutes avec le désespoir, soyons nos propres maîtres sans dieux. Détruisons le vieux monde avec le désir d'un nouveau. Pour respirer librement ! Adieu à ce monde où on se réprime les uns les autres ! Adieu à ce monde où nous allons nous coucher avec des angoisses, où nous nous réveillons avec des angoisses. C'est le refus de se résigner à la vie que cette société essaye de nous imposer, le refus d'abandonner nos rêves et de descendre dans le puit d'une existence malheureuse.

Pleurnicher, se plaindre, pleurer et jurer peut nous soulager le cœur pour un moment. Mais rien ne change. C'est respirer qui fait battre notre cœur et circuler notre sang. Si tu ne respirez pas, tu meurs.

SE REVOLTER EST COMME RESPIRER

[Texte d'un tract trouvé en plusieurs langues en Belgique, fin 2009]



PARTOUT ils construisent de nouveaux murs rehaussés de barbelés pour nous séparer.

A Steenokkerzeel les fondations d'un nouveau centre fermé pour étrangers sont creusées. Un nouveau centre qu'en d'autres temps on aurait appelé un camp de déportation. Il encagera ceux qui se seront rendus doublement coupables aux yeux de l'Ogre Etat de ne pas correspondre à ses politiques cyniques d'immigration, et de s'être révoltés contre leur enfermement.

Comme ceux qui, lors de l'été 2008, boutèrent le feu à toute une aile du 127bis ;

Comme ceux qui résistent à leur expulsion comme le fit en son temps Semira Adamu ;

Les camps, et ce centre en particulier, comme toutes les formes de prisons, sont l'expression la plus totale d'une société carcéralisée. Une société où, depuis l'école jusqu'au métro-boulot-dodo, en passant par l'extension de la surveillance et du contrôle, on tente de produire des petits êtres dociles. Une multitude de petits conformistes censés, entre autre, dénoncer les clandestins ou détourner les yeux lors des contrôles d'identité qui permettent de rafler régulièrement des illégaux dans les transports et dans les rues.

Mais ce destin sans vie qu'on voudrait nous voir endosser n'est pas inéluctable et ceux qui ont attaqué Besix, une des entreprises qui construisent le nouveau centre, l'ont bien compris. Il existe, pour tous ceux qui refusent la résignation, mille possibilités de résister et de se révolter au quotidien :

En réagissant lors des contrôles et lors des rafles dans les bars et les chantiers ;

En combattant la construction de ce nouveau centre de la manière que chacun jugera adéquate,

En crachant à la gueule des politiques pour élaborer directement, sans médiations, nos propres luttes...

DANS LA DANSE ENDIABLEE DE LA REVOLTE

QUE LA DESTRUCTION DES CENTRES FERMES MARQUE LE RYTHME !



L'affiche troupée en novembre 2009 sur les murs de Bruxelles!

Art (l) ? Un substitut au sexe de moins en moins satisfaisant.

Avocats (les) ? Des bouches insatiables à nourrir

Banque du sang (la) ? En existe-t-il une autre sorte?

Civilisation (la) ? Cancer de la peau de la biosphère.

Couples (les) ? La monogamie, c'est la monotonie.

Crucifixion (la) ? Trop peu et trop tard.

Cynisme (le) ? Dépassé depuis longtemps par les évènements

Droit (le) ? Tordu.

Élections (les) ? La débilocratie en action.

Famille (la) ? Non au nucléaire !

Gauche (la) ? La dernière roue du carrosse.

Gouvernement (le) ? Les flingues ne tuent pas, les politiciens, si.

Hippies (les) ? A court d'idées.

Juges (les) ? Despotas séniles en costumes de clowns.

Libéraux (les) ? Des conservateurs avec une mauvaise conscience.

Libertarianisme (le) ? Toute la liberté qu'on peut se payer avec du fric.

Loi (la) ? Crime sans châtiment.

Loisirs (les) ? On ne peut pas payer et s'amuser en même temps.

Maladie (la) ? Très dangereux : la principale cause des docteurs.

Marxisme (le) ? Stade suprême du capitalisme.

Masochisme (le) ? Aimer rapporter du travail à la maison.

Mystiques (les) ? Pleins d'une incommunicable clairvoyance dont ils n'arrêtent pas de parler.

Nécrophilie (la) ? Une maladie sociale.

Nihiliste (les) ? Allant par-delà le bien et le mal, ils se sont arrêtés en chemin.

Pédagogicide (le) ? Un crime sans victime.

Plaisir (le) ? Des interludes qui accentuent la souffrance.

Plein emploi (le) ? Une menace, pas une promesse.

Police (la) ? Des terroristes avec de bons états de service.

Politique (la) ? Comme dans une mare : les cochonneries remontent à la surface.

Prêcheurs (les) ? Assez de secte dans les oreilles, plus de sexe dans la bouche !

Profs (les) ? Surclassés.

Propriété (la) ? C'est le vol – Et le vol est correct.

Psychothérapie (la) ? Le châtiment sans crime.

Punques (les) ? Des punks qui ont fait les beaux-arts.

Reagan ? Un pas dans la direction du reich.

Régénéré ? Une fois de trop.

Relations (les) ? Être seul ensemble.

Religion (la) ? Défier ses déficiences.

Scène sociale (la) ? Comment affirmer sa différence comme tout le monde.

Socialistes (les) ? Des moutons déguisés en loups.

Temps libre (le) ? Travail non rémunéré par le patron.

Trotskyisme (le) ? Un stalinisme sans le pouvoir.


Utopie (l') ? Une nostalgie du futur.

Vie après la mort (la) ? Pourquoi attendre ?



Ce numéro est dédié à la mémoire de Julien (1987-2010).

Parce que cela nous rappelle que lutter contre l'existant, c'est lutter pour son existence.
Parce que ce monde nous pousse à de telles extrémités, parce que la vie est un pari si précaire.
Noires sont notre tristesse et notre colère de te voir partir si vite, on t'aime et on oublie rien.



*Ce journal anarchiste à parution anonyme et
apériodique a pour unique but d'être une con-
tribution théorique (mais pas seulement) à la
guerre sociale en cours depuis toujours. Nous
pensons que c'est dans l'attaque de ce qui nous
détruit, par la rage et les cendres, que nous
pourrons briser le consensus actuel, et laisser la
place à un monde sans États ni frontières,
débarrassé de l'économie et des mécanismes de
domination qui ne font qu'empêcher de danser
la joie éternelle de la liberté individuelle. Que
l'amour et la haine s'entremêlent dans les ruines
de ce monde, que les feux de la révolte se propa-
gent comme la poudre noire dans le ventre du
monstre. A bientôt dans un prochain numéro.*

GAP
108, rue
Damrémont
75018 Paris

<http://guerreaparadis.blogspot.com>

guerreaparadis@riseup.net

En plongeant dans le passé, on le voit se joindre à l'avenir comme les deux extrémités d'un arc de cercle, et ce cercle, pareil aux ondes sonores, en éveille d'autres à l'infini. Emiettées de par le monde (de l'Inde antique jusqu'à nous), les sciences perdues vont-elles germer ou sont-elles mortes dans la fleur ? Faut-il attendre d'effluves nouvelles d'autres recommencements ? Suffira-t-il de retourner le sol pour donner aux germes du renouveau les conditions propres à l'existence ? Combien de civilisations ont sombré, combien d'hypothèses scientifiques se sont renversées devant d'autres hypothèses ! Pourtant, allons, allons toujours ! N'a-t-on pas de quoi éteindre la lutte pour la vie ? de quoi remplacer l'anxiété des estomacs, la misère générale par le bien-être général ? D'ailleurs, les cerveaux devenant plus que jamais avides, il faudra bien pour les satisfaire que brille l'ère nouvelle. Si l'amour de l'humanité est impuissant à faire sonner l'heure libératrice à l'Horloge fraternelle -- heure où le crime n'aura plus de place -- l'indignation s'en chargera.

Là haine est pure comme l'acier, forte comme la hache ; et si l'amour est stérile, vive la haine !

LOUISE MICHEL